

futuribles

MAI

- *L'avenir de la coopération internationale*
- *Le contexte géopolitique en 2013*
- *La situation alimentaire mondiale*

ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE

futuribles

Revue mensuelle

55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07, France

Tél. (1) 42 22 63 10 + Telex 201220F

comité d'orientation

Ismail S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Bernard Cazes, Michel Crozier, Jacques Durand, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Michel Godet, Claude Guillemin, Paul-Marc Henry, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eléonora Masini, Henri Mendras, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

directeur

Hugues de Jouvenel

secrétariat de rédaction

Christine de Guébriant

abonnements-diffusion

Francine Leblanc

Un an	France	460,00 FF (TVA 4 % incl.)
	CEE	460,00 FF
	Étranger	500,00 FF
	Étranger avion	600,00 FF
	Etudiants : tarif spécial sur demande	
Le numéro	CEE	50 FF (port inclus)
	Autres pays	56 FF (port inclus)

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de *futuribles*.
Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© *Futuribles Sarl 1988*

Commission paritaire n° 56798 - ISSN 0337 307 X
Imprimerie BIALEC, Nancy - Dépôt légal n° 24749 - Mai 1988

Mahdi Elmandjra	3	<i>Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale</i>
Daniel Bell	37	<i>Le monde et les Etats-Unis en 2013</i>
Michel Grignon	63	<i>Change-t-on d'avis en vieillissant ?</i>

Forum

Joseph Klatzmann	23	<i>La situation de l'alimentation dans le monde. Quelques idées fausses à balayer</i>
Pierre Drouin	31	<i>La croisade de l'Eglise pour un vrai développement</i>

Actualités prospectives

| 67 |

Pétro-choc 2000. Europe 1992 : l'automobile. La flexibilité de l'emploi. Les prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE. Agriculture-alimentation en URSS. Technologie appropriée. Pollution atmosphérique. L'ordinateur explosif. Appel pour un projet social et culturel européen.

Bibliographie

| 78 | *Analyses critiques*

J.C. Delaunay, J. Gadrey, *Les enjeux de la société de service*. V. Scardigli, *L'Europe des modes de vie*. S. Seurat, *La coévolution créatrice*. J.J. Salomon, G. Schméder, *Les enjeux du changement technologique*.

| 91 | *Comptes rendus*

Revue *futuribles*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à *Futuribles* sarl

55, rue de Varenne, F 75341 Paris Cedex 07 - France

Nom

Prénom (pour les organisations, nom du délégué)

Organisation

Profession ou secteur d'activité

Adresse

..... Tél.

Je désire souscrire un abonnement à la revue mensuelle
« *Futuribles* » à partir de : ☐ janvier ☐ juillet

	☐ France *	☐ CEE	☐ Etranger	☐ Par avion
☐ pour un an	460 FF	460 FF	500 FF	600 FF
☐ pour deux ans	850 FF	850 FF	930 FF	1 130 FF

Les étudiants peuvent bénéficier d'un tarif spécial.

* TVA incluse.

RÈGLEMENT

- ☐ chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de *Futuribles* sarl
- ☐ virement bancaire (CIC, Agence D, 2, boulevard Raspail, 75007 Paris - Compte n° 65D1 16804 08)
- ☐ sur envoi d'une facture

Date :

Signature,

Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale

Mahdi Elmandjra ¹

L'échec de la coopération Nord-Sud et des stratégies internationales de développement est aujourd'hui largement reconnu, mais rarement analysé, et n'a guère fait, jusqu'à ce jour, l'objet d'une véritable réflexion prospective.

Mahdi Elmandjra, dans ce papier préparé pour la séance consacrée par l'Académie du Royaume du Maroc au thème « Pénurie au Sud, incertitude au Nord : constat et remèdes », analyse les causes de la crise de la coopération internationale et expose trois scénarios contrastés à l'horizon 2000 qui illustrent l'éventail des évolutions possibles.

Selon l'auteur, les stratégies actuelles, essentiellement fondées sur l'aide, profitent essentiellement au Nord et conduisent à une détérioration rapide des équilibres Nord-Sud qui, à terme, sera explosive. Au contraire, les deux autres scénarios, qui impliquent une rupture plus ou moins radicale avec les pratiques d'antan et l'adoption de stratégies de développement « autocentrées » ou « endogènes » permettraient — en misant sur l'intégration économique et les opportunités aujourd'hui offertes par l'essor de la science et de la technologie — d'instaurer une dynamique autrement plus propice à la paix et au développement économique et social.

1. Professeur à l'Université Mohamed V, Rabat. Président, Futuribles International.

Quelques causes de la crise de la coopération internationale

La coopération internationale traverse une véritable crise. Elle se porte aussi mal qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Un acquis de plusieurs décennies depuis la création de l'Organisation des Nations-Unies en 1945 s'effrite de jour en jour. Cette dégradation remonte à la deuxième moitié des années 1970. Ses causes sont multiples ; nous retiendrons les suivantes :

1. La transformation du système international résultant de l'émancipation d'anciens pays colonisés qui a remis en cause la distribution des forces au sein des organismes internationaux.

2. La résistance des grandes puissances à une restructuration plus équitable du système international et leur utilisation de la coopération internationale comme moyen — grâce notamment aux politiques d'aide au développement — de maintien du statu quo.

3. L'absence d'accord sur les finalités qui avaient prévalu à la fin de la Guerre et sur les systèmes de valeurs qui les sous-tendent et l'incapacité de redéfinir des finalités conformes aux défis de notre temps et libérées d'un ethnocentrisme primaire.

4. La balkanisation du Tiers-Monde, et plus particulièrement de l'Afrique, en plus de 130 Etats qui entretiennent des conflits locaux et mènent des guerres par proxy au nom des super puissances.

5. La faillite de modèles de développement, prônés par les pays industrialisés et les institutions internationales, fondés sur le mimétisme et la dépendance et ne tenant pas suffisamment compte de la dimension humaine, du contexte socio-culturel ou des besoins véritables des populations tels que ceux de la démocratisation et du respect des droits de l'homme en tant que conditions essentielles au développement.

6. Le processus de « dérèglementation » que de nombreux pays industriellement avancés ont favorisé sur le plan national comme au niveau international, et qui a conduit à une « dérégulation » dans le sens systémique et cybernétique au moment même où l'accélération de l'histoire, l'explosion de l'information, une complexité croissante et les défis de la survie de l'espèce humaine nécessitent l'élaboration de nouvelles normes internationales et d'une autre éthique pour la gouvernance de la planète.

7. L'absence d'innovation dont a fait preuve la communauté internationale et son manque d'anticipation qui ne permettent pas d'envisager le présent en fonction du futur ; d'où la pénurie de vision et l'impasse inquiétante où se trouve la coopération internationale.

Leçons du passé

Le message que l'on trouve dans presque tous les rapports publiés, au cours des dix dernières années par des organismes internationaux, régionaux et nationaux, s'occupant de coopération internationale, est celui d'un grand malaise découlant à la fois de la « pénurie » à laquelle est confronté le Sud et de l'« incertitude » qui caractérise l'action et l'inaction du Nord.

Cet exercice d'évaluation s'est amplifié surtout depuis la publication du rapport de la Commission Brandt en 1980². Ce qui différencie ces études est essentiellement au niveau du temps que l'on a mis pour se rendre compte d'une détérioration dont les causes structurelles étaient latentes et fort perceptibles depuis les années 1970. Il a fallu que les choses empirent, la conjoncture aidant, pour que l'on en prenne conscience.

Un des passages les plus percutants dans le rapport de la Commission Brandt et que l'on cite rarement est celui qui souligne que, « Alors que la lutte continue pour une nouvelle structure dans les relations internationales, des considérations non économiques sont plus sérieusement prises en compte : facteurs religieux et ethniques, éducation et opinion publique. La paix est le but de toutes les religions, croyances et philosophies. Est-il impossible, à partir de ce désir, de faire de cette passion commune pour la paix la force émotionnelle et morale de nos entreprises » (p. 12).

Il y a dix ans, au cours de la Première Table Ronde Nord-Sud, organisée par la Société Internationale pour le Développement, à Rome en mai 1978, j'avais insisté sur le fait que l'aspect le plus politique et le plus déterminant dans les rapports Nord-Sud était de nature culturelle car il avait à faire avec les systèmes de valeurs : « Il faut accorder une priorité aux systèmes de valeurs pour démontrer que la crise actuelle entre le Nord et le Sud ne peut être surmontée par simple adaptation. C'est une crise du système dans son ensemble. Toute solution doit passer par une nouvelle définition des objectifs, des fonctions et structures et une redistribution du pouvoir et des ressources selon une échelle de valeurs différente de celle qui a causé la crise et l'effondrement du système actuel »³.

La veille de l'ouverture du Sommet de Cancun (Mexique, 22 octobre 1981), dans un article publié dans le journal *Le Monde*, j'avais présenté une analyse des rapports Nord-Sud qui me paraît, malheureusement,

2. *North-South : A Programme for Survival*. — Londres : Pan Books, 1980.

3. Elmandjra Mahdi. — « Aspects politiques du dialogue Nord-Sud » document de base n° 4, Première Table Ronde Nord-Sud, SID, 18-20 mai 1978, Rome.

toujours valable : « Paternalisme, injustice, inégalité, exploitation, arrogance et défense acharnée du statu quo sont les traits marquants des rapports Nord-Sud... Le Sud contribue à cet état de fait par une absence de volonté politique, un manque de confiance en soi, une dépendance économique, l'aliénation culturelle, la consolidation de la balkanisation héritée du colonialisme, un nationalisme souvent primaire, une philosophie du court terme, l'improvisation, le culte de la médiocrité, le gaspillage des ressources humaines, la violation, quasi systématique des droits de l'homme, l'accentuation systémique des inégalités internes, la mendicité organisée et le maintien de la " stabilité " à tout prix »⁴.

Les témoignages d'autorités qualifiées, au Nord comme au Sud, qui reconnaissent ouvertement l'échec des politiques de coopération internationale suivies depuis les années 1960, ne se comptent plus et sont même devenues la règle. Nous en citerons quatre exemples :

L'ambassadeur Stéphane Hessel, alors Délégué interministériel pour la Coopération et le Développement dans le Gouvernement français, écrivait en 1981 : « Une chose est certaine : nous n'avons pas su aider le Tiers-Monde à sortir du sous-développement. L'Occident a projeté partout ses modèles ; leur fascination a pénétré jusqu'au fin fond des continents les plus « protégés ». Sa présence commerciale et économique, mais aussi militaire et politique, a été chaleureusement accueillie par les dirigeants de tous les Etats ; les bouleversements qu'elle a entraînés se présentent comme largement irréversibles, mais le profit qu'en ont tiré les populations elles-mêmes dans leurs masses proliférantes n'apparaît guère ».

« Nous les sentons au contraire soumises à plus d'oppression, à plus de misère, à plus de violence, à une inégalité moins acceptable des niveaux de vie, à une fragilité croissante des tissus sociaux, exposées parfois aux idéologies les plus meurtrières, moins que jamais capables de défendre leur liberté et leurs aspirations ».

Le second constat est celui des Gouvernements africains. Dans le rapport de la conférence économique des ministres des pays membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), soumis aux Chefs d'Etats réunis au Premier Sommet Economique de l'OUA, à Lagos en 1980, on lit : « Analysant les résultats des stratégies de développement suivies jusqu'à présent par les pays africains, les délégués ont montré que ces stratégies n'ont abouti qu'à maintenir l'Afrique dans un état de sous-développement et dans une dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur ».

En février 1988, le Vatican a publié l'Encyclique de Jean-Paul II,

4. « La loi des pauvres a fait long feu ». — *Le Monde*, 21 octobre 1981, Paris.

« *Sollicitudo rei socialis* », consacrée à la question du développement. En voici deux brefs extraits : « On ne peut nier que la situation actuelle du monde, du point de vue du développement, donne une impression plutôt négative... » Et à propos de l'endettement, « L'instrument prévu pour contribuer au développement s'est transformé en mécanisme à effet contraire... à un optimisme mécaniste naïf, s'est substituée une inquiétude justifiée pour le destin de l'humanité ».

Le quatrième et dernier exemple se trouve dans une très récente déclaration d'un consultant du Ministère norvégien du Développement, Halls Hansen, où il qualifie les années 1980 de « décennie d'échecs » et ajoute : « Les pauvres dans les pays pauvres ont souffert de prescriptions politiques des pays donateurs occidentaux... Ces pauvres sont ceux qui paient le prix de la paupérisation de leur pays. L'inégalité ne fait que croître alors qu'un plus grand nombre d'entre eux perdent leurs emplois et que les salaires sont gelés à la suite de la présente vague de privatisation encouragée par l'Occident »⁵.

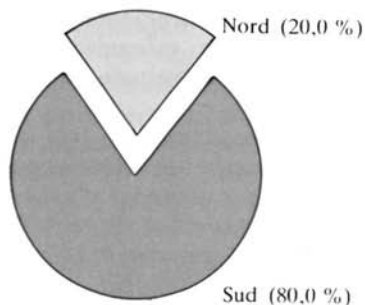
On s'est borné à des témoignages qui, à l'exception de celui des gouvernements africains, sont tous d'origine occidentale pour montrer à quel point le constat d'échec de la coopération internationale est largement répandu chez ceux qui en ont été les promoteurs et les financiers. Il va sans dire que les analyses que l'on trouve dans le Sud sont encore bien plus percutantes. L'essentiel est de démontrer l'unanimité concernant la condamnation de l'expérience des trente dernières années — l'espace d'une génération — avant d'entamer un modeste exercice de prospective concernant l'avenir de la coopération internationale.

Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale à l'horizon 2000

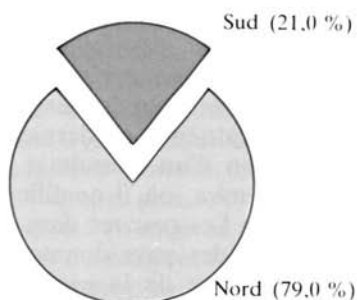
L'examen du passé est toujours utile pour comprendre le présent et éclairer l'étude du futur. Pour ce qui est du présent, les graphiques ci-dessous parlent d'eux-mêmes et illustrent quantitativement le degré de la pénurie au Sud. Cette pénurie devrait être une cause d'inquiétude — à moyen ou à long terme — au Nord pas seulement par solidarité humaine mais aussi à cause de ce que les inégalités peuvent générer comme conséquences quand elles atteignent certaines proportions.

5. Voir SUNS (Special United Nations Service), 1898, 16 mars 1988.

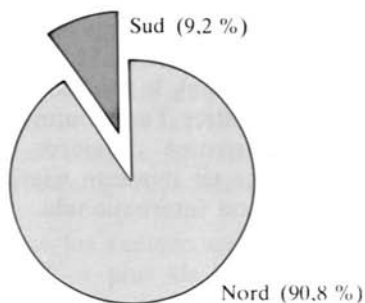
**Graphique 1. — Nord-Sud :
population (1988 : 5 Milliards)**



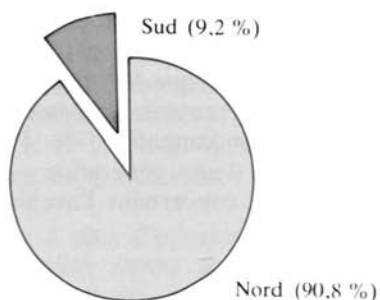
**Graphique 2. — Nord-Sud :
PNB (1985)**



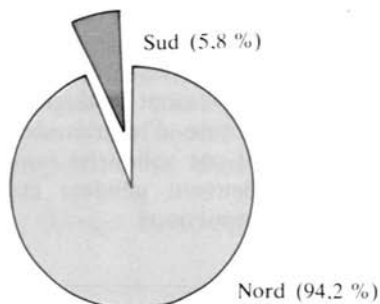
**Graphique 3. — Nord-Sud :
Dépenses santé**



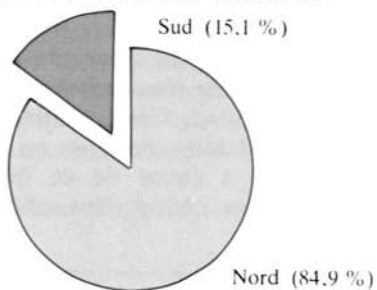
**Graphique 4. — Nord-Sud :
Dépenses éducation**



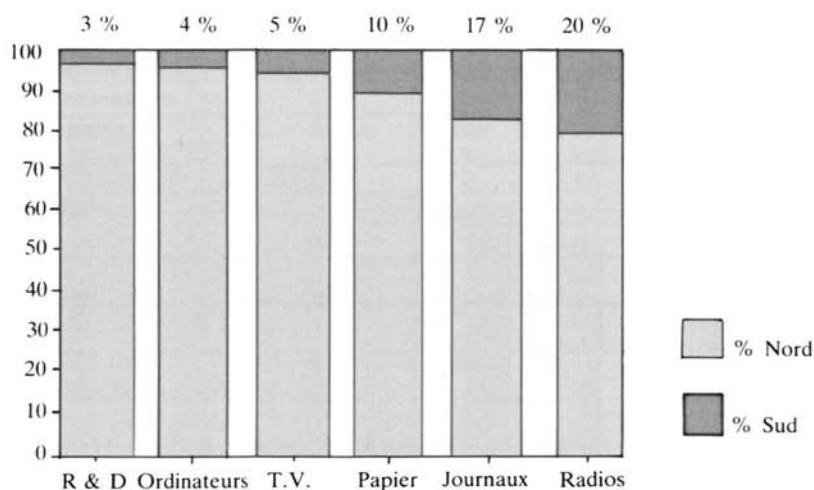
**Graphique 5. — Nord-Sud :
Dépenses R & D**



**Graphique 6. — Nord-Sud :
Dépenses militaires
(1987 : total 930 milliards)**



Graphique 7. — Nord-Sud : Indicateurs communication

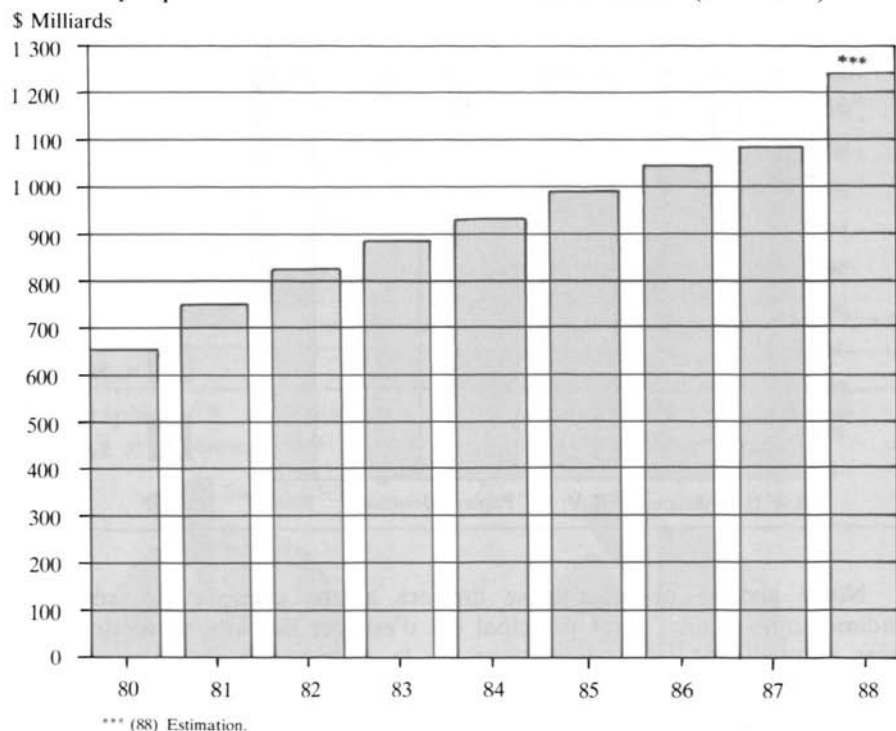


Notre analyse prospective se limitera à une esquisse de scénarios rudimentaires dont l'objet principal est d'essayer de faire ressortir quelques éléments de la problématique de la coopération internationale et des évolutions possibles de cette dernière. Le sujet est fort complexe et requerrait une étude en profondeur par une équipe internationale pluridisciplinaire avec tous les moyens requis pour lui assurer la rigueur scientifique et méthodologique qu'il mérite.

Le fait qu'un tel exercice n'ait pas encore été sérieusement entrepris est en soi un indice significatif de la détérioration qui affecte la coopération internationale contemporaine. L'UNITAR, l'Université des Nations-Unies, et l'UNESCO y ont pensé mais les grands problèmes auxquels est confrontée la coopération internationale, l'absence de consensus sur ses finalités et objectifs ainsi que la sévère crise du multilatéralisme n'ont pas permis à un tel projet de voir le jour.

La présentation de trois scénarios est une approche classique en prospective. On trouvera donc un scénario tendanciel (A), un scénario réformiste (B) et un scénario de transformation et de redistribution (C). On s'est limité à une vingtaine de paramètres pour tenter d'entrevoir les implications de chacun de ces scénarios à l'horizon 2000. C'est de la prospective presque à court terme car il y a toujours quelques variables dont la tendance est lourde et qu'on ne peut pas facilement renverser en moins de 15 ou 20 ans.

Graphique 8. — Dette extérieure du Tiers-Monde (1980-1988)



Scénario tendanciel, scénario A

Le scénario tendanciel représente une projection presque linéaire de la situation présente. Il s'agit donc d'un scénario conservateur qui n'accepte le changement que par adaptation et « petits pas » lorsqu'on ne peut pas faire autrement. Le Sud continuerait sur la voie du modèle de développement extraverti fondé sur le mimétisme et sur une dépendance croissante, particulièrement dans le domaine de l'alimentation⁶. Son endettement pourrait doubler au cours des 12 prochaines années pour dépasser les 2 000 milliards de dollars, montant équivalent à celui que le monde dépenserait alors en armement. La chute des cours des matières

6. Au cours des 10 dernières années, la production alimentaire en Afrique a baissé de 25 %, la consommation de 15 % et l'importation a augmenté de 250 %.

Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale

Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale (horizon 2000)						
	Scénario « A »		Scénario « B »		Scénario « C »	
Mode de changement	Adaptation		Réforme		Transformation	
Modèle développement (sud)	Extraverti		Autocentré		Endogène	
Type coopération bilatérale	Nord-Sud 75 %	Sud-Sud 10 %	Nord-Sud 50 %	Sud-Sud 20 %	Nord-Sud 25 %	Sud-Sud 20 %
multilatérale	10 %	5 %	20 %	10 %	30 %	25 %
Montant (APD) aide par an	\$ 40 milliards		\$ 30 milliards		\$ 15 milliards	
Domaines coopération	Continuation mêmes domaines		Priorité ressources humaines et communication		Priorités science et technologie et culture	
Objet coopération	Aide au développement		Aide au développement et renforcement activités normatives, meilleur échange information		Activités normatives, échanges scientifiques, communication culturelle, droits de l'homme	
Endettement (an 2000)	1 800 - 2 200 milliards dollars		400 - 500 milliards dollars		200 milliards dollars	
Dépendance alimentaire (an)	250 millions tonnes céréales		100 millions tonnes céréales		Moins de 50 millions de tonnes	
Personnes vivant au-dessous du niveau de subsistance	1 100 millions		700 millions		200 millions	
Analphabètes	1 000 millions		600 millions		300 millions	
Dépenses R & D (% PNB) Nord	2,5 % - 3 %		2,5 % - 3 %		3 %	
Dépenses R & D (% PNB) Sud	0,3 % - 0,5 %		0,5 % - 0,7 %		1 % - 1,5 %	
Intégration économique	Europe Ouest, Europe Orientale, Amérique Nord et Asie Sud-Est		Scénario « A » + renforcement très sensible coopération Sud-Sud		« A » + intégration économique Sud et coopération Nord-Sud	
Justice sociale	Accentuation fossé Nord-Sud et inégalités au sein pays du Sud		Ralentissement fossé Nord-Sud. Stabilisation inégalités dans Sud		Redistribution internationale et au sein des pays du Sud	
Respect droits de l'homme	Continuation de quelques abus au Nord et forte dégradation au Sud		Baisse du racisme au Nord et amélioration législation au Sud		Grand progrès au Nord et Sud ; commissions régionales Droit H.	
Démocratisation (Sud)	Incertaine et fort vulnérable		Lente et fragile		Modérée et durable	
Système multilatéral	Affaiblissement, marginalisation		Regain crédibilité		Pertinence et efficacité	
Conflits armés par an Victimes (nombre de morts)	20 à 25 Plus de 2 millions		10 à 12 500 000		3 à 5 100 000	
Dépenses militaires monde	\$ 2 000 milliards/an		\$ 1 000 milliards/an		\$ 500 milliards/an	
Finalités coopération	Maintenance du statu quo		Amélioration qualité de la vie. Démocratisation société.		Survie, paix, redistribution. Epanouissement des personnes.	
Systèmes valeurs	Renforcement ethnocentrisme, réduction tolérance religieuse		Amélioration communication culturelle.		Humanisme universel avec respect et maintien diversité	

premières, qui sont passés de l'indice 115, en 1957, à l'indice 60, en 1985⁷ ne pourrait que s'amplifier alors que les prix des produits manufacturés dans le Nord poursuivraient leur hausse.

Comme on le voit dans le tableau page précédente, le nombre de personnes vivant en dessous du niveau de subsistance et celui des analphabètes dépasserait le milliard. L'intégration économique et le développement scientifique et technologique resteraient, à quelques exceptions près, interdits aux pays du Sud. Le Tiers-Monde serait le théâtre de la quasi-totalité des 25 conflits armés par an, dans le monde, qui feraient près de 2 500 000 de victimes et continuerait à contribuer au perfectionnement des armes fabriquées au Nord⁸.

Ce scénario est aussi celui du ralentissement du processus de démocratisation, de la dégradation des droits de l'homme et de la réduction de la tolérance religieuse dans le Sud et l'accentuation du racisme, de l'intégrisme et de l'ethnocentrisme dans le Nord.

Le scénario « A » ne ferait qu'entretenir les iniquités et inégalités qui caractérisent le système international actuel. Il contribuerait à la croissance du fossé économique et socio-culturel qui sépare les pays industrialisés et les pays en développement. Car cela est la tendance depuis 1960. Cette année-là, le revenu moyen d'un ressortissant des pays nantis était environ 20 fois supérieur à celui de ceux des pays démunis. En 1990, cette différence dans les revenus atteindra un ratio de 50 à 1 alors qu'il était de 20 à 1 en 1960. Depuis 1960, chaque fois que le Tiers-Monde s'est enrichi d'un dollar, les pays du Nord se sont enrichis d'environ 300 dollars.

Les trois Décennies du développement des Nations-Unies (1960-1990) auront ainsi été marquées par une croissance de 250 % des inégalités entre le Nord et le Sud. Pour éviter d'introduire le surréalisme dans l'étude des relations internationales, on n'a pas procédé à une projection linéaire de cette tendance jusqu'à l'horizon 2000.

Dans le cadre de ce scénario, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et le GATT continueraient de dominer la scène internationale car leurs systèmes de prise de décision sauvegardent la suprématie des grands pays industrialisés. Le Système des Nations-Unies serait de plus en plus relégué au second plan et confronté à un chantage permanent de la part de ses principaux contributeurs. On y apporterait quelques retouches sur le plan procédural, administratif et financier pour

7. Source : FMI, voir *Le Monde* du 9 juillet 1987.

8. En 1987, 22 guerres et conflits armés ont fait plus de 2 200 000 morts dont 1/3 de militaires et 2/3 de civils (*Les Echos*, 13 janvier 1988, Paris) ; plus de 95 % de ces victimes étaient des ressortissants du Sud. Durant la 2^e Guerre Mondiale, le nombre des victimes militaires s'élevait à 1 150 000, en moyenne, par an.

limiter sa « politisation » et accentuer sa bureaucratisation. Il perdrait une bonne partie de sa crédibilité aux yeux de l'opinion publique internationale et deviendrait un défenseur inconscient du statu quo.

Un des aspects les plus néfastes du scénario « A » serait le maintien de l'aide et l'encouragement de la mendicité. L'aide au développement stagnerait mais continuerait à un niveau suffisant pour permettre à un nombre d'Etats non-viables de se maintenir en vie et d'encourager, dans le reste du Tiers-Monde, les vertus de l'alignement politique, de la dépendance économique et de l'aliénation culturelle.

La question est de savoir si le Nord pourrait se passer de son programme d'aide qui — comme le précisait Jean-Pierre Cot, en 1981, alors Ministre français de la Coopération et du Développement, en endossant le « Rapport Berthelot » — rapporte au pays « donateur », sous différentes formes, environ six fois plus de la part de ceux qui reçoivent. Claude Cheysson, Commissaire à la Communauté Economique Européenne justifie la nécessité d'augmenter l'aide au Tiers-Monde par le fait que ce dernier représente 40 % du commerce de la CEE. Il n'est pas difficile de démontrer que l'expression « aide » est un abus sémantique car, en fait, c'est le Sud qui aide effectivement le Nord⁹.

En conclusion, on peut dire, sans risque de se tromper à moyen terme, que le scénario « A » est inconcevable au-delà des cinq ou dix prochaines années. Il incarne l'inégalité et l'injustice et représente une atteinte à la dignité de la personne humaine. La question posée par Aurelio Peccei, fondateur du Club de Rome, au sujet des rapports Nord-Sud, demeure toujours valable : « Est-il possible de croire que tant de gens puissent vivre en paix dans un monde si petit sur les bords opposés d'un abîme si profond ? »¹⁰.

René Maheu, ancien Directeur général de l'UNESCO, répondait en 1972 à cette question de la manière suivante : « Le plus grand danger qui menace l'humanité réside moins dans la misère de certains pays que dans l'inégalité entre pays. Car, si l'homme a une capacité de souffrir presque illimitée, une expérience immémoriale de la misère et une patience dont on abuse trop souvent, il ne peut tolérer l'inégalité ».

Scénario de réforme, scénario B

Quand l'adaptation ne suffit plus pour empêcher la détérioration d'un système ni même pour garantir sa survie, on a alors recours à la réforme

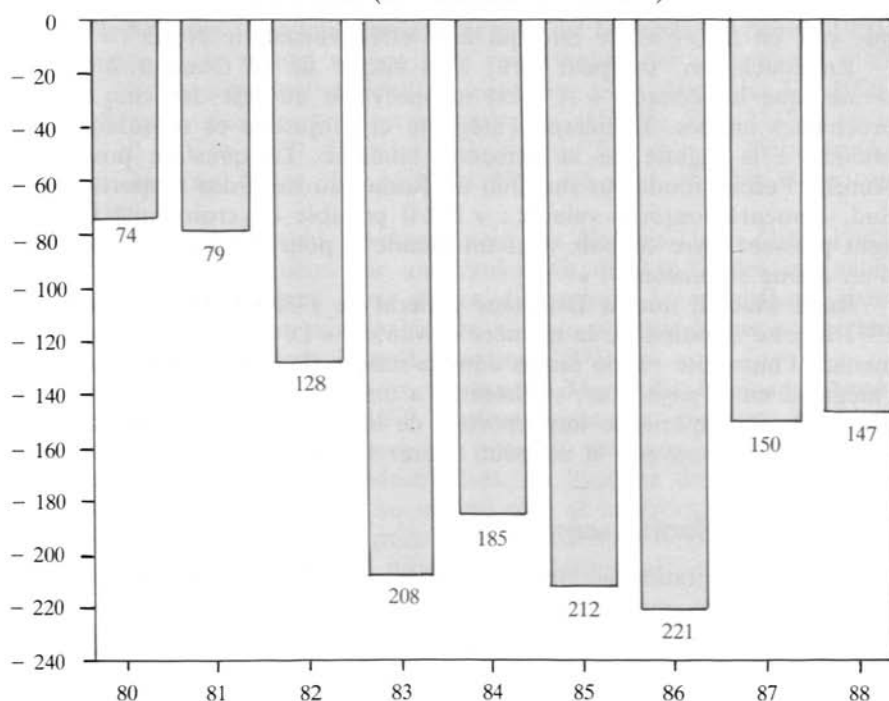
9. Voir Mahdi Elmandjra, « La loi des pauvres a fait long feu ». — *Le Monde* du 21 octobre 1981 et « L'aide extérieure : un obstacle au développement ». — *Futuribles*, novembre 1987.

10. Aurelio Peccei. — *100 Pages pour l'Avenir*. — Paris, Economica, 1981. (p. 101).

— d'où notre scénario « B » dont certaines implications sont résumées dans le graphique ci-dessous. Une des plus urgentes réformes requises est celle du système monétaire dont la dérégulation unilatérale par les États-Unis a produit une situation qui ne facilite ni le développement économique ni la coopération internationale.

Le graphique 9, qui montre les déficits des budgets américains, illustre comment un pays du Nord, qui est la première puissance économique mondiale, parvient à vivre au-dessus de ses moyens avec les ressources des autres. Comme l'écrivait le *Washington Post* dans son éditorial du 29 septembre 1987 : « Supporting American society in the manner to which it has become accustomed currently requires nearly \$ 150 billion a year of foreign support ».

Graphique 9. — **Déficits budgétaires américains**
1980-1988 (en milliards de dollars)



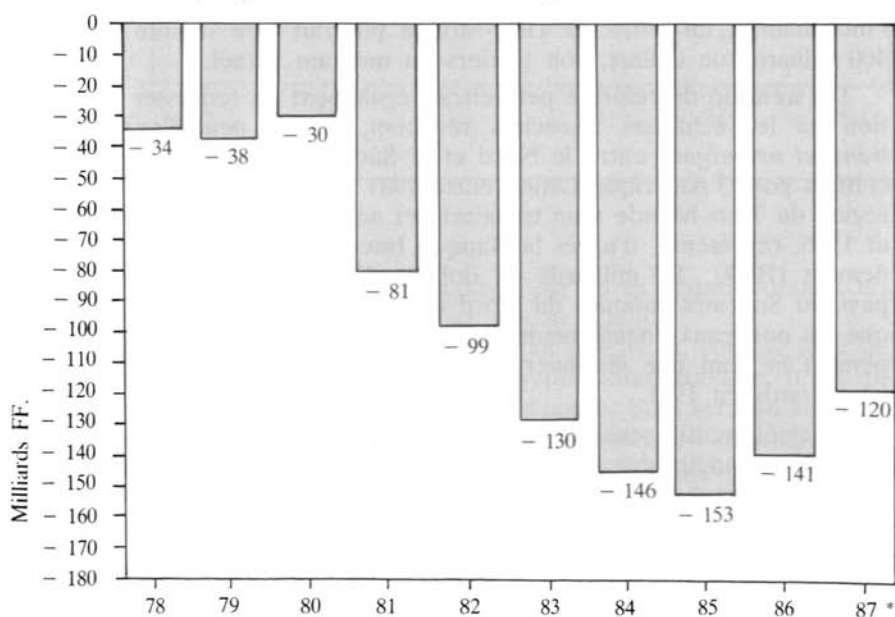
Source : *Le Monde*, 26 mars 1988.

Cette subvention étrangère de 150 milliards par an à la société américaine représente le quadruple du montant total de l'aide publique au développement (APD) accordée par les 24 pays industrialisés membres de l'OCDE à l'ensemble des pays du Sud et 15 fois la contribution des Etats-Unis à l'APD.

Le recours aux déficits budgétaires n'est pas le monopole des Etats-Unis ; le graphique 10 donne ceux de la France entre 1978 et 1987. En 1985, ce déficit avait atteint la somme de 153 milliards de francs soit 27 milliards de dollars environ. Ce montant représente presque huit fois la contribution annuelle de la France en aide publique au développement (3,5 milliards de dollars en 1986) du Sud.

Dans le cas des Etats-Unis, la politique des déficits budgétaires affecte directement les taux d'intérêt américains ainsi que les fluctuations des taux de changes qui ont de sérieuses conséquences pour l'ensemble de l'économie mondiale mais où les plus pauvres subissent toujours les plus grands méfaits d'une telle instabilité.

Graphique 10. — Le déficit budgétaire en France



* Chiffre provisoire

Est-ce qu'il est encore possible d'agir par des réformes pour établir un minimum de rigueur dans les normes monétaires, financières et commerciales internationales ? Ou ce stade est-il dépassé auquel cas il y aurait lieu de penser en termes de restructuration de l'ensemble du système économique pour résoudre ces problèmes ainsi que ceux de l'endettement du Tiers-Monde qui en découlent ? Je me bornerai à exprimer mon doute sur l'efficacité de réformes partielles vu la gravité de la crise.

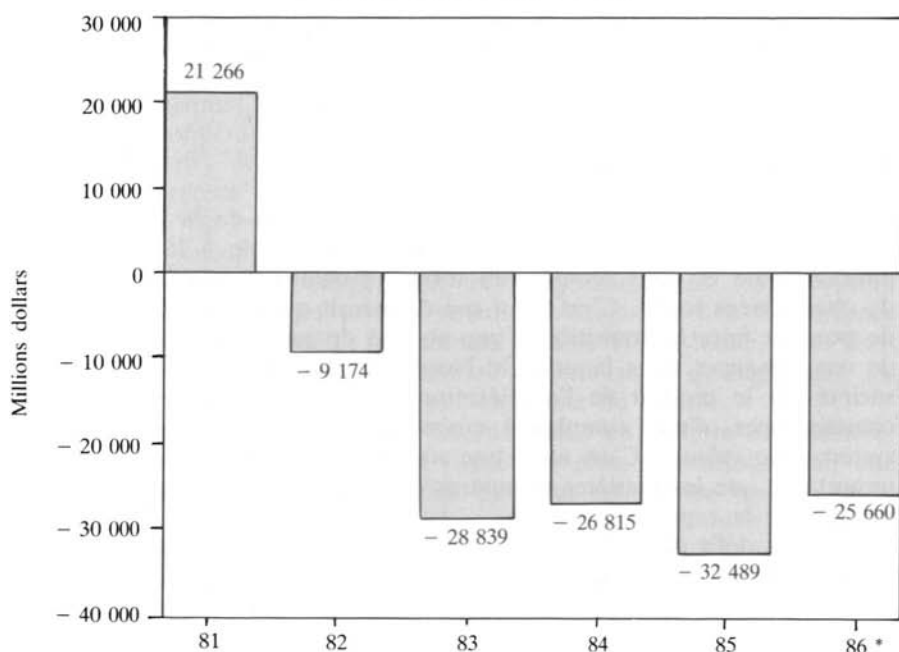
A côté de problèmes de cette envergure, l'aide au développement (ADP) doit être démystifiée quant à son importance quantitative par rapport aux problèmes que pose le développement car son total, en 1986, était inférieur à 40 milliards de dollars par an. La contribution des pays industrialisés à cette aide représentait moins de 0,35 % de leur PNB alors que celle des pays producteurs de pétrole, membres de l'OPEP, atteignait presque 1 % en moyenne. Il n'y avait que quatre pays dont la contribution se situait à 1 % du PNB ou plus : l'Arabie Saoudite (4,5 %), le Koweït (3 %), la Norvège (1,20 %) et les Pays-Bas (1 %).

Dans le scénario « B », le Sud se dirigerait vers un développement autocentré (« self-reliant ») avec une baisse de 25 % de l'APD, la coopération Sud-Sud serait renforcée, la priorité de la coopération serait accordée aux ressources humaines et à la communication, y compris l'information. La dette du Tiers-Monde pourrait être réduite à environ 400 milliards de dollars, soit le tiers du montant actuel.

Ce scénario de réforme permettrait également de redresser une situation où les échanges financiers résultent, depuis peu d'années, d'un *transfert net négatif* entre le Nord et le Sud. Le graphique 12 donne les chiffres pour l'Amérique Latine entre 1981 et 1982 ; on y voit que cette région du Tiers-Monde a un transfert net négatif dont le total, entre 1982 et 1986, représente, d'après la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID), 133 milliards de dollars. En 1987, le transfert net des pays du Sud aux banques du Nord était de 29 milliards de dollars alors que les nouveaux engagements des sources privées aux pays en développement ne font que diminuer — 36 milliards de dollars en 1984 contre 64 milliards en 1981.

Il améliorerait sensiblement l'ensemble des paramètres mais ferait entrer la planète dans le vingt-et-unième siècle avec 700 millions de personnes vivant au seuil de l'indigence, 600 millions d'analphabètes, tout en réorientant la coopération internationale vers des activités normatives — sans distinction entre Nord et Sud. Il ralentirait l'accroissement du fossé Nord-Sud, contribuerait à un meilleur respect des droits de l'homme et à une lente démocratisation au Sud et à un regain de crédibilité du système des Nations-Unies, mais les conflits armés conti-

Graphique 11. — **Transfert net des ressources**
Amérique Latine (1981-1986)



Source : BID.

* : estimations.

nueraient à faire près de 500 000 victimes par an et maintiendraient les dépenses militaires de l'an 2000 à leur niveau actuel.

La mise en œuvre de ce scénario ne serait pas facile, compte tenu de l'état où se trouve, de nos jours, la coopération internationale. Il est du domaine du possible si l'on commence dès demain. Mais serait-il suffisant pour résister à la lame de fond de mécontentement et d'impatience qui traverse le Sud ? La phase des réformes nous semble déjà dépassée car on a trop tardé et parce que les inégalités ont atteint un tel niveau que seule une transformation, ayant pour objet une redistribution au sein des pays et entre les pays, pourrait préparer la voie à une nouvelle forme de coopération internationale et à une paix durable.

Alors que la dette extérieure des Etats-Unis dépassera les 500 milliards de dollars pour l'année 1988, on observe que le Tiers-Monde a

payé à ses créiteurs, entre 1983 et 1987, 100 milliards de dollars de plus qu'il n'a reçu sous forme de prêts. Dans une telle situation, où l'on « découvre avec stupeur, au vu des derniers chiffres, que le Tiers-Monde subventionne les économies de pléthore, alors qu'un demi-milliard d'êtres humains n'y mangent pas à leur faim »¹¹. La transformation est le seul recours.

Scénario de transformation, scénario C

A mon avis, le scénario de la transformation ou de la redistribution est le minimum requis pour assurer un avenir viable à la coopération internationale et pour réduire, en termes humains et matériels, le coût du changement social. C'est celui qui donnerait quelques chances au Sud de pouvoir faire la transition d'une société de production à une société de connaissances dans laquelle le Nord est déjà engagé. Cette nouvelle société est le produit de l'accélération de l'histoire, de l'explosion des connaissances, d'une complexité croissante, d'une évolution rapide des systèmes de valeurs. C'est aussi une société où l'information devient plus importante que les matières premières et où les ressources humaines plus vitales que le capital.

Un des défis du scénario « C » est celui de la réalisation par le Sud d'un modèle de développement endogène. Dans des pays tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, le Bangladesh, le Pakistan et le Mexique, dont la population dépasse déjà, ou dépassera en l'an 2000, 100 millions d'habitants, le recours à un modèle de développement endogène est soit déjà acquis (Chine et Inde) ou a des chances de se réaliser d'ici au début du prochain siècle.

Ce modèle requiert une économie d'échelle, une masse critique, et un marché d'au moins 100 à 150 millions d'habitants. Le Nord ne se heurte pas au même degré de balkanisation que le Sud, grâce notamment aux efforts d'intégration économique en Amérique du Nord, en Europe Occidentale et en Europe Orientale.

La communauté internationale est composée, d'une part, de 25 pays dont la population totale s'élève à 4 milliards d'habitants (80 % de la population mondiale) et de plus de 140 pays représentant un total d'un milliard d'habitants (20 % de la population mondiale), d'autre part. La région qui souffre le plus de ce découpage est l'Afrique dont la moyenne est de 9 millions d'habitants par pays alors que la moyenne des pays membres des Nations-Unies est supérieure à 30 millions d'habitants.

11. Claire Brisset et B. Mohr. — « Lorsque le Tiers-Monde subventionne le développement des pays riches ». — *Le Monde Diplomatique*, pp. 8-9, décembre 1987, Paris.

Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale

Les gens commencent à comprendre que la question des intégrations économiques régionales est non plus seulement une question d'affinités historiques et culturelles mais est devenue une nécessité pour la survie. Dans les domaines de la science et des technologies avancées, les pays du Sud ont non seulement besoin de l'intégration économique pour des questions d'économie d'échelle mais également pour pouvoir coopérer dans ces domaines, dans un cadre Sud-Sud car le Nord est très réservé envers une coopération Nord-Sud dans ces domaines.

Harry Aarts, député néerlandais au Parlement Européen, dans un rapport très récent (janvier 1988), note que cette forme de coopération apparaît très rarement dans la coopération Nord-Sud : « Quoique la communauté européenne a d'importants programmes de coopération, ceux-ci sont limités à la coopération entre pays européens... trop souvent les industries occidentales privées voient un danger et une concurrence dans le développement de la technologie dans le Tiers-Monde. Mais dans le long terme le transfert de technologies ne peut qu'augmenter les opportunités commerciales à travers l'ensemble du monde. »

La question de la coopération internationale en matière de technologies avancées est peut-être ce qui justifie le plus, dès aujourd'hui, une intensification de la coopération Sud-Sud qui est encore bien faible si l'on en juge par le niveau des échanges commerciaux (voir graphique 13). Alors que le commerce Nord-Nord représente 56 % du commerce mondial, que le commerce Sud-Nord est de l'ordre de 18 %, le commerce Sud-Sud n'atteint pas 8 %.

Un des importants développements dans le Tiers-Monde a été la création, en 1987, de la « Commission Sud » qui comprend 28 personnalités de premier plan du Tiers Monde et dont le président est Julius Nyerere, ancien Président de la Tanzanie.

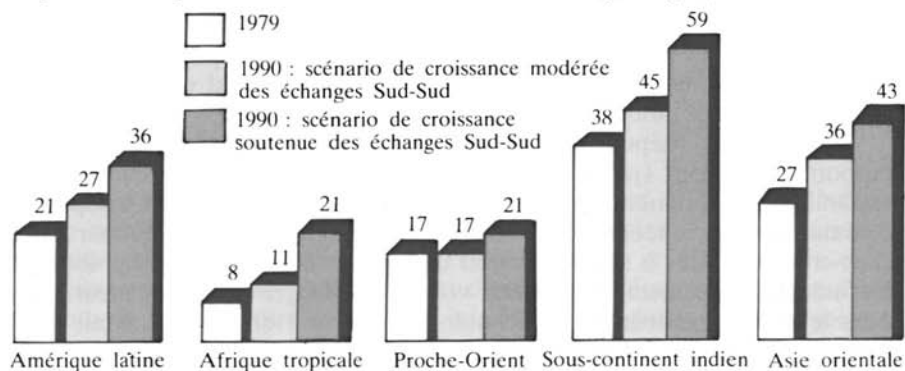
Un des signes encourageants de cette coopération Sud-Sud est le récent arrangement entre 45 pays du Tiers-Monde dans le cadre du système global de préférences commerciales (GSTP) au sein du GATT et qui sera soumis aux Ministres du Comité du GSTP qui s'est réuni à Belgrade le 12 avril 1988. Cet accord a requis plus de 1 000 réunions bilatérales entre les pays du Sud concernés. Il couvre près de 1 500 produits et représente un échange commercial de plus de 100 milliards de dollars entre les pays du Tiers-Monde ¹².

La coopération Sud-Sud facilitera la transformation du système international et favorisera une nouvelle coopération internationale qui sera moins axée sur l'aide mais sur des échanges plus équitables et plus équilibrés dans les domaines économiques, scientifiques et culturels.

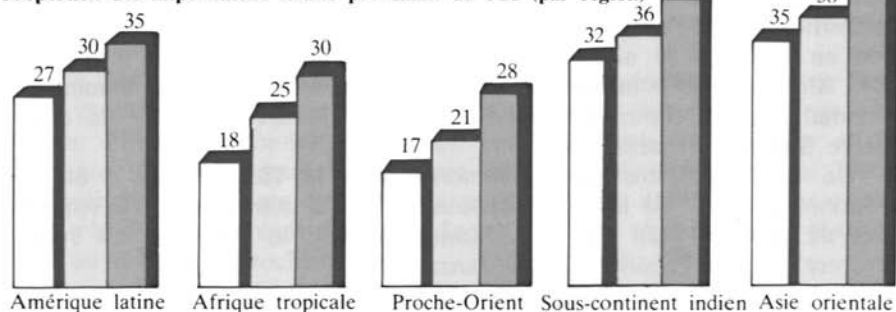
12. Voir SUNS. — *op. cit.*, n° 1854, 14 janvier 1988.

Graphique 12. — Commerce Sud-Sud (1987)

Proportion des exportations totales vers les marchés du Sud (par région)



Proportion des importations totales provenant du Sud (par région)



Note : Les chiffres correspondent à des pourcentages

Source : Base de données de l'ONUDI.

Lorsque le Sud démontrera son sérieux, le Nord ne manquera pas de le prendre au sérieux.

Le scénario « C » prévoit une forte baisse de l'aide publique au développement ; celle-ci devrait baisser à un niveau de 15 milliards de dollars dont la majeure partie serait pour une coopération multilatérale pertinente et efficace. L'endettement du Tiers-Monde serait réduit à 200 milliards de dollars. Il y aurait encore, à l'entrée du 21^e siècle, 200 millions de personnes dans l'indigence et plus de 300 millions d'analphabètes. On verrait cependant un grand progrès en matière des droits de

l'homme et une avancée modérée, mais durable, de la démocratisation. Les conflits armés continueraient mais leur nombre serait plus réduit ainsi que celui des victimes qui serait de l'ordre de 100 000 personnes contre 2 200 000 en 1987. Les dépenses mondiales en armements ne représenteraient plus que 500 milliards de dollars au lieu de 2 000 milliards selon le scénario tendanciel.

Comme nous l'avons dit plus haut, le scénario « C », dont la mise en œuvre est du domaine à la fois du possible et du désirable, est l'éventualité la moins catastrophique pour l'humanité dans son ensemble. C'est celle qui permettra, à travers une redistribution qui a trop longtemps tardé, de favoriser une communication culturelle non hégémonique qui serait l'enzyme d'un autre type de coopération internationale.

Le scénario « C » exigerait une refonte des organisations internationales, inter-gouvernementales à commencer par le FMI, la Banque Mondiale et l'ensemble du système des Nations-Unies. Pour cela, il y aurait lieu de repenser les finalités du multilatéralisme et tout le concept du développement qui a créé une fausse dichotomie entre les besoins des pays du Nord et ceux du Sud. De ce fait, le système des Nations-Unies s'occupe essentiellement du Sud alors que le Nord a mis sur pied d'autres institutions pour discuter de ses problèmes.

La globalisation des grands problèmes ne permet plus un apartheid dans la réflexion ni dans l'action. L'humanisme universel que tout le monde réclame passe par l'universalisation des aspirations à des actions communes et des visions dans le respect et le maintien de la diversité.

La mission du présent est de préparer l'avenir d'une coopération internationale au service de l'épanouissement des individus, du respect des droits de l'homme, de l'encouragement de la créativité et de l'innovation, à la construction d'une démocratie post-industrielle et de la paix.

La survie de l'espèce humaine exige le développement de nouvelles structures mentales et d'une éthique pour atteindre ces objectifs.

Revue *futuribles*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à *Futuribles* sarl

55, rue de Varenne, F 75341 Paris Cedex 07 - France

Nom

Prénom (pour les organisations, nom du délégué)

Organisation

Profession ou secteur d'activité

Adresse

Tél.

Je désire souscrire un abonnement à la revue mensuelle

« *Futuribles* » à partir de : ☐ janvier ☐ juillet

☐ France * ☐ CEE ☐ Etranger ☐ Par avion

☐ pour un an 460 FF 460 FF 500 FF 600 FF

☐ pour deux ans 850 FF 850 FF 930 FF 1 130 FF

Les étudiants peuvent bénéficier d'un tarif spécial.

* TVA incluse.

RÈGLEMENT

☐ chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de *Futuribles* sarl

☐ virement bancaire (CIC, Agence D, 2, boulevard Raspail, 75007 Paris - Compte n° 65D1 16804 08)

☐ sur envoi d'une facture

Date :

Signature,

La situation de l'alimentation dans le monde

Quelques idées fausses à balayer

Joseph Klatzmann ¹

Sur la faim dans le monde sont énoncés les chiffres les plus divers, et sur l'aide alimentaire des thèses éminemment contradictoires, arguant alternativement de la nécessité et de la perversité.

Joseph Klatzmann, sans prétendre s'ériger en arbitre de ces querelles, s'efforce de dresser un bilan objectif de la situation alimentaire mondiale en montrant la difficulté d'établir des statistiques pertinentes. Il exprime en même temps l'opinion d'un homme comptant en la matière plus de quarante ans d'expérience professionnelle.

Des hommes meurent de faim. Des centaines de millions trouvent de quoi survivre, mais ont quotidiennement faim — sans parler des milliards d'hommes qui

souffrent « seulement » de sous-nutrition ou de malnutrition. Une telle situation est scandaleuse, inadmissible à l'époque où l'homme conquiert l'espace.

1. Professeur à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, membre de l'Académie d'Agriculture de France, auteur, entre autres, de *Nourrir dix milliards d'hommes ?* (Paris, PUF, 2^e ed. en 1983) de *Aide alimentaire et développement rural* (Paris, PUF, avril 1988), ainsi que de *Attention, statistiques* (Paris, La Découverte, 1985).

La lutte contre ce scandale est tout à fait légitime, indispensable même. Mais cela n'est pas une raison pour dire n'importe quoi et populariser des invraisemblances. A l'inverse, d'autres font preuve d'un optimisme excessif. Il n'est donc pas inutile d'essayer de regarder les choses objectivement.

Les évaluations invraisemblables

A l'époque où a été lancé, pour la première fois, le chiffre de 50 millions de morts de faim par an, le nombre total de décès sur le globe atteignait environ 48 millions. Mais à peu près personne n'a cherché à faire cette comparaison et l'évaluation fantaisiste ci-dessus a connu une fortune extraordinaire. On a pu la lire, en 1981, sur l'affiche d'un candidat à la présidence de la République. D'autres chiffres aussi invraisemblables ont été avancés : 35 millions de morts de faim par an et même 175 000 par jour, ce qui correspond à 64 millions par an !

Je me suis un jour décidé à envoyer une lettre au journal *Le Monde*, dans laquelle je disais, entre autres, qu'il fallait distinguer entre les morts de faim et ceux qui meurent, indirectement, des conséquences de la sous-nutrition. La publication de cette lettre a été suivie, peu après, par celle de la réponse indignée d'un lecteur. Pour celui-ci, quiconque osait réfuter le chiffre des 50 millions de morts de faim par an était un ennemi des populations misérables du Tiers-Monde. Et voilà qu'en 1988, des Prix Nobel signent un appel dans lequel il est question de 40 000 enfants qui meurent de faim chaque jour. On a allumé, dans les jardins du Palais-Royal, 40 000 bougies pour attirer l'attention de la population française sur ce drame.

Or, 40 000 par jour, cela fait à peu près 15 millions par an. J'ai déjà entendu citer plusieurs fois ce chiffre de 15 millions d'enfants qui meurent chaque année, mais c'est la première fois que je vois attribuer tous ces décès à la faim (la deuxième plutôt, car après avoir écrit ces lignes, j'ai retrouvé dans mes notes une déclaration du docteur Kouchner — dont la bonne foi ne saurait être mise en doute — qui évoquait, en 1985, les 15 millions d'enfants qui meurent de faim chaque année).

J'ai fait des calculs, à partir de statistiques publiées par la Banque Mondiale. La mortalité infantile (enfants de moins d'un an) et la mortalité juvénile (enfants d'un à quatre ans), beaucoup moins importante, s'élèvent au total à 9 millions environ — et probablement plus, car beaucoup pensent que la mortalité infantile est sous-estimée dans le Tiers-Monde. Le nombre des décès d'enfants dépasse donc peut-être 10 millions — presque tous dans les pays du Tiers-Monde. Certains de ces enfants meurent de faim ; d'autres sont enlevés par des maladies infectieuses, par la consommation d'eaux polluées, et beaucoup d'entre eux meurent parce qu'une alimentation déficiente réduit leur résistance aux maladies.

Il faut certes dénoncer ce scandale. Mais pourquoi parler de 40 000 enfants qui meurent de faim chaque jour ? Même les décès provoqués indirectement par la sous-nutrition ne représentent qu'une partie des 9 ou 10 millions de décès annuels d'enfants. En effet, faute de soins médicaux, de vaccinations, des enfants convenablement nourris peuvent aussi mourir. Rappelons-nous les diphtéries, méningites, etc. dans la France d'autrefois.

Je suis tenté d'écrire qu'on ne défend pas

efficacement une cause en publiant des chiffres invraisemblables. Mais j'ai tort, puisque ces chiffres sont acceptés par tous.

Les incertitudes sur la situation alimentaire réelle

Je commence souvent mes conférences sur la situation alimentaire dans le monde en disant que pour apprécier la réalité, il faut comparer des consommations fort mal connues à des besoins qui ne le sont guère mieux. Ce jugement, en forme de boutade, est malheureusement à peine exagéré.

Des besoins moins bien connus qu'on ne croit

Au cours d'une carrière professionnelle de plus de quarante ans, j'ai vu varier souvent les opinions sur les besoins alimentaires. Et lorsqu'on m'a demandé il y a quelques années de faire une conférence sur les besoins énergétiques, j'ai essayé de rassembler des documents de sources diverses, ce qui m'a permis de constater les contradictions qui peuvent exister à un moment donné sur ce qui paraît pourtant être le problème le plus simple.

C'est surtout sur les besoins en protéines que j'ai vu les idées varier. Et peut-on affirmer que les opinions d'aujourd'hui ne seront pas remises en cause demain ? Les problèmes d'interprétation sont innombrables : les habitants des pays pauvres ont des besoins réduits, dit-on, parce que leur poids est inférieur à celui des Occidentaux. Mais n'est-ce pas justement parce que leur alimentation est insuffisante que leur poids est faible ? A l'inverse, il ne faut pas confondre les besoins des adultes actifs avec ceux de

l'ensemble d'une population. Si l'on admet que l'homme adulte doit trouver dans son alimentation 3 000 calories par jour, on arrive, sous certaines hypothèses, à 2 200 calories environ pour une population qui comprend des individus des deux sexes et de tous âges. Mais la répartition de la population par âges est très différente selon les pays, et il en est donc de même des besoins moyens.

Pourquoi les consommations sont mal connues

Si l'on veut se faire une idée sur les consommations alimentaires dans le monde, les bilans établis par la FAO constituent la seule source statistique qui couvre la quasi-totalité des pays.

Les statisticiens de la FAO sont des hommes compétents, capables d'interpréter au mieux les données qui leur sont envoyées par les différents pays. C'est pourquoi ils ne se font pas d'illusions. Même s'ils publient des chiffres à la calorie près, ils sont tout à fait conscients du peu de fiabilité de leurs statistiques (mais il n'en est sans doute pas de même de leurs lecteurs !).

Comment en effet évaluer le niveau alimentaire dans un pays dont la population est formée pour sa plus grande partie de paysans qui consomment leur propre production et, souvent, complètent leur alimentation par la chasse et la cueillette ? Or c'est justement dans ces pays où les évaluations sont particulièrement difficiles à faire que l'on dispose de moyens insuffisants pour l'élaboration des statistiques.

Et qu'on ne croie pas que les enquêtes de consommation auprès d'un échantillon de ménages, lorsqu'on peut en réaliser, apportent nécessairement la vérité. Il y a près de vingt ans, à une époque où les

bilans alimentaires de l'Algérie faisaient état d'une moyenne de 1 800 calories par personne et par jour, une enquête de consommation auprès d'un nombre important de ménages a donné un résultat plus élevé de 50 % : 2 700 calories. Il existe de sérieuses raisons de penser que ces deux évaluations étaient aussi fausses l'une que l'autre — ce qui ne signifie pas, pour autant, que la réalité se trouvait exactement à mi-chemin.

En dehors des difficultés objectives, certains pays peuvent délibérément adresser à la FAO des chiffres faux — supérieurs ou inférieurs à la réalité selon les cas.

Il y a plus. La FAO ne publie régulièrement que des moyennes nationales : une pour le Gabon et une pour la Chine. Que signifient ces moyennes pour des pays peuplés de centaines de millions d'habitants ? Et même dans les pays du Tiers-Monde les plus petits, l'existence d'énormes inégalités réduit singulièrement la signification des moyennes.

Enfin, il ne faut pas confondre les « disponibilités » des bilans alimentaires avec les consommations effectives. Il est impossible que la consommation moyenne des Français, tous âges confondus, dépasse 3 500 calories par jour, chiffre supérieur de 50 % peut-être aux besoins. La marge est importante entre ce qui arrive sur les marchés et ce qui se retrouve dans l'assiette du consommateur. Elle est plus grande encore de l'assiette à la bouche. Songeons à la haute valeur énergétique des produits jetés : le pain rassis, l'huile de la salade, l'huile des sardines, le gras de la viande, etc.

Les déchets d'assiette sont certainement moins importants dans les pays pauvres. Mais quelle est la signification réelle des disponibilités : avant ou après destruction d'une partie de la récolte par les rats ?

Pour toutes ces raisons, j'ai aujourd'hui renoncé, dans la typologie de l'alimentation que j'ai établie, à donner des chiffres, même en ordres de grandeur. Je ne dis plus que 20 % des habitants du globe mangent trop, 10 % souffrent de la faim, etc. Je me contente de dire que ceux qui compromettent leur santé par une alimentation excessive se comptent par centaines de millions, que des centaines de millions ont une alimentation dont la valeur énergétique est suffisante, mais qui est déficiente en certains éléments nutritifs essentiels, que des milliards d'hommes vivent en état de sous-nutrition et que des centaines de millions souffrent de la faim. Que ces derniers soient 500 millions ou « seulement » 200 millions ne change d'ailleurs rien à la nature du problème ; le scandale est le même.

Les illusions sur les ressources

Le monde produit assez d'aliments, entend-on dire. Simplement, les ressources sont mal réparties.

Il est vrai que les pays développés disposent d'excédents agricoles. Il est vrai aussi que, dans les pays pauvres, un approvisionnement plus important ne trouverait pas de débouchés, en raison de la misère des masses urbaines et rurales. Le problème de la répartition existe donc.

Mais il est absurde d'observer que les disponibilités mondiales correspondent à 2 700 calories par personne et par jour, avec une quantité largement suffisante de protéines, dont 25 grammes de protéines animales. Il est en effet impensable d'envisager une répartition rigoureux

sement égalitaire des ressources à l'échelle du globe, de sorte que les moyennes ci-dessus ne signifient rien.

Certains vont encore plus loin. Si l'on ne transformait pas de céréales en produits animaux, opération coûteuse en calories, la production actuelle, disent-ils, permettrait de nourrir 10 à 12 milliards d'hommes (toujours dans l'hypothèse d'une répartition strictement égalitaire). Heureusement, lorsque la population du globe atteindra ces chiffres, la production alimentaire sera beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. Il ne sera donc nécessaire ni d'essayer sans succès de la répartir d'une façon rigoureusement égalitaire, ni de proscrire, sans plus de succès, la transformation de produits végétaux en produits animaux.

Autre illusion : le Tiers-Monde vers l'autosuffisance

Si la société Française d'Economie Rurale a choisi pour thème de sa session de printemps 1988 « La situation alimentaire mondiale : conséquences pour les politiques agricoles », c'est parce que des voix autorisées annoncent que le Tiers-Monde se rapproche de l'autosuffisance alimentaire.

Certes, personne ne nie la gravité de l'évolution en Afrique. Mais celle de l'Asie est beaucoup plus favorable. Et l'on cite, surtout, les brillants résultats obtenus par l'Inde, dont les exportations agricoles dépassent aujourd'hui les importations. Les prévisions très pessimistes que l'on faisait il y a trente ans sur l'avenir de l'Inde ont donc été démenties : l'Inde est aujourd'hui autosuffisante. C'est, je crois, ce que l'on entend le plus dire aujourd'hui.

Mais autosuffisante à quel niveau ? Faute de mieux, consultons les statistiques de la FAO. Depuis longtemps, l'Inde se traîne autour de 2 000 calories par personne et par jour, et 5 grammes de protéines animales. Dans les dernières années, elle aurait atteint 2 100 calories, soit 500 de moins que la Chine.

En outre, il est hors de doute qu'il existe en Inde d'énormes inégalités de niveau alimentaire, entre les Etats, d'une part, et selon le revenu, d'autre part. L'écart est énorme entre les plus riches de l'Etat le plus riche et les plus pauvres de l'Etat le plus pauvre. D'après la FAO, 30 % environ des habitants de l'Inde seraient au-dessous du « seuil critique » de 1 500 calories par jour. Même si ce chiffre est exagéré (on accuse parfois la FAO de « forcer » un peu, pour attirer l'attention sur la gravité de la situation), il est certain que les habitants de l'Inde qui souffrent de sous-nutrition ou de faim sont très nombreux. On est donc encore, dans ce pays, très loin d'une autosuffisance satisfaisante.

Les nutritionnistes considèrent aujourd'hui que les besoins en protéines animales sont très faibles, pourvu que l'alimentation comprenne des protéines végétales de qualité, comme celles des légumineuses. Nous proposons néanmoins comme objectif une alimentation qui comprend des quantités appréciables de protéines animales. En effet, la qualité de la vie, c'est aussi celle de l'alimentation — et non pas la simple satisfaction de besoins physiologiques. Il n'est pas scandaleux de désirer consommer de la viande et des produits laitiers. Or, pour fournir une alimentation satisfaisante à l'ensemble de la population du globe, il faudrait augmenter considérablement la production agricole — et cela pour deux

raisons : d'une part, il faut plusieurs calories végétales pour produire une calorie sous forme de produits animaux ; d'autre part, une alimentation améliorée comprend des calories végétales qui coûtent cher aussi — celles des légumes et des fruits.

Il reste donc beaucoup, beaucoup à faire avant que le Tiers-Monde atteigne une autosuffisance alimentaire digne de ce nom. Il aura encore besoin, pendant longtemps, des excédents agricoles des pays développés.

L'aide alimentaire, responsable de tous les maux ?

Ceux qu'on appelle les « tiers-mondistes » se déchainent contre l'aide alimentaire — plus précisément contre l'aide alimentaire permanente que reçoivent certains pays, car l'aide d'urgence aux populations victimes de la famine suscite beaucoup moins de critiques, même si l'on sait qu'elle est mal répartie. Certaines attaques contre l'aide alimentaire sont fondées sur des faits précis, d'autres sur des raisonnements qui paraissent justifiés, d'autres enfin sont du domaine des affirmations sans preuves — et que personne ne cherche à vérifier. Que l'aide alimentaire, par exemple, puisse constituer un moyen de pression politique, ne fait guère de doute — encore que son efficacité dans ce domaine apparaisse infime à côté de celle de la prise d'otages.

Par contre, lorsqu'elle est accusée de décourager la production agricole locale, il s'agit d'une affirmation sans preuves, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'elle soit entièrement fausse. Voici quelques remarques au sujet de ces accusations. Même si la vente sur les marchés de

produits reçus au titre de l'aide alimentaire est susceptible de faire baisser les cours des produits agricoles locaux, les bas prix de ces derniers ont bien d'autres causes, à commencer par la politique agricole du pays concerné. Même si cette vente est susceptible de changer les habitudes alimentaires au détriment des produits locaux, il existe aussi bien d'autres causes à ces transformations, comme le désir des populations urbaines d'imiter le comportement des classes riches et les effets de la publicité (« Donnez du pain à vos enfants ; ils seront plus forts »).

D'autre part, lorsqu'on décrit les « effets pervers » de l'aide alimentaire, on raisonne comme si l'on se trouvait en face d'une paysannerie homogène, formée d'agriculteurs qui produisent assez pour nourrir leur famille et vendent des excédents, si les prix en valent la peine. Or ceux-là mêmes qui tiennent ce raisonnement dénoncent par ailleurs les grandes inégalités de la répartition des terres dans certains pays et l'existence de nombreux « paysans sans terre » — qui sont plutôt intéressés, du moins dans une perspective de court terme, à la baisse des prix agricoles.

Certes, après m'être efforcé d'analyser la question objectivement, je n'ai pas nié l'existence de certains « effets pervers » de l'aide alimentaire, mais ce n'est pas une raison pour dire n'importe quoi sur ce sujet (ainsi, il ne suffit pas de relever les prix payés aux paysans pour être sûr que la production agricole augmentera sensiblement, car le progrès se heurte à d'autres obstacles). Et ce n'est pas non plus une raison pour exiger la suppression de l'aide alimentaire, avant de se demander dans quelles conditions celle-ci pourrait être utilisée plus efficacement et même contribuer au progrès de l'agriculture.

Les opinions extrêmes des uns et des autres

En dehors des exemples que j'ai cités, il en existe beaucoup d'autres qui témoignent d'un extrémisme fondé sur des a priori idéologiques.

Alfred Sauvy le répète depuis des dizaines d'années : le plus difficile est de reconnaître les faits. Les idéologies empêchent de voir les réalités. Aussi entend-on proférer de tous les côtés des opinions extrêmes, avec une assurance dépourvue de toute réserve.

Les uns prônent un libéralisme total. Il ne faut pas aider le Tiers-Monde, dit Lord Bauer. « Si un projet de développement est rentable, il se trouvera toujours dans le monde une banque pour le financer ».

Personne ne nie aujourd'hui qu'il soit souhaitable, dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, de donner une place plus grande au marché. Mais s'il est un domaine dans lequel le « libéralisme sauvage » ne peut à lui seul résoudre tous les problèmes, c'est bien l'agriculture — en particulier en ce qui concerne les marchés internationaux.

D'autres accusent de tous les maux les pays développés, qui seraient totalement responsables des difficultés alimentaires du Tiers-Monde. Un titre tel que « Les stratèges de la faim » est à cet égard révélateur : la faim est voulue, maintenue volontairement — c'est bien ce que ce titre veut dire.

« La céréale du pauvre nourrit la vache du riche » : on se demande comment on peut écrire cela lorsqu'on sait que les pays importateurs du Tiers-Monde acquièrent chaque année près de 100 millions de tonnes de céréales, qui proviennent, pour la plus grande part, de pays développés. Certes, les vaches des pays

riches consomment du manioc de Thaïlande et du soja du Brésil — ce qui n'est d'ailleurs pas forcément un mal pour ces pays. Mais le bilan global infirme totalement l'affirmation citée ci-dessus.

Puisque le Tiers-Monde doit se nourrir lui-même, affirme-t-on, on en arrive à proférer, en toute bonne foi, des absurdités. Alors que le drame du Bangladesh est le manque de terres, l'énorme densité de la population, certains en arrivent à écrire que l'avantage dont bénéficie ce pays, c'est... sa nombreuse main-d'œuvre !

La palme des déclarations extrêmes revient sans doute à certains des adversaires des cultures d'exportation dans le Tiers-Monde. « N'achetez plus de produits alimentaires en provenance du Tiers-Monde » ai-je entendu un jour à la radio. C'est comme cela qu'on sauvera les petits paysans, en les incitant à revenir aux cultures vivrières !

Tout n'est pas faux dans les affirmations des tenants du libéralisme économique, ni dans les déclarations des autres sur les responsabilités des pays développés, sur les « effets pervers » de l'aide alimentaire, etc. Mais tous ces hommes de bonne volonté ne pourraient-ils pas faire un effort pour regarder la réalité objectivement, pour voir les faits tels qu'ils sont, même s'ils dérangent leur idéologie ?

L'interprétation abusive de graphiques et calculs

Un vif débat a opposé, il y a une vingtaine d'années, Michel Cépède et René Dumont. Ce dernier prônait la limitation des naissances dans le Tiers-Monde, tandis que son collègue de

l'Institut National Agronomique voulait montrer, à l'appui de la thèse opposée, que la production agricole augmentait plus vite là où la population croissait plus rapidement. La discussion portait sur l'interprétation d'un graphique et d'un calcul de coefficient de corrélation. Reprenant cette question quelques années plus tard et à nouveau très récemment, je croyais avoir montré qu'on ne saurait tirer grand-chose de l'analyse d'un tel graphique.

Voici quelques-unes des raisons de mon scepticisme : les indices de production et même ceux qui concernent la population sont incertains ; les résultats dépendent de la période choisie ; le calcul de moyennes sur plusieurs années n'élimine pas les effets de conditions météorologiques exceptionnelles ; ce n'est pas la croissance de la production agricole qu'il faut considérer, mais la variation de la production par habitant ; même si le facteur population joue, ses effets seront noyés dans ceux de nombreux autres facteurs, souvent non mesurables, comme la volonté politique — d'où l'inutilité d'une analyse multicritères.

Je dois avouer cependant qu'en faisant plusieurs graphiques montrant les relations entre croissance de la population et variation de la production agricole par habitant, j'ai trouvé presque toujours des corrélations négatives. Mais je me

garde de tirer de cette observation une conclusion catégorique.

Conclusion : réfléchissons avant d'affirmer

Quand il s'agit d'un problème aussi grave que celui de la faim et de la sous-nutrition, quand on sait qu'il serait indispensible de prendre des mesures réellement efficaces, il faut avoir le courage d'abandonner toutes les belles certitudes et s'efforcer d'analyser la réalité objectivement.

Je reconnais bien volontiers que cela est plus facile à dire qu'à faire. Je suppose même qu'une analyse attentive de tout ce que j'ai écrit révélerait que je suis tombé plus d'une fois dans les pièges que je dénonce. Mais si chacun faisait un effort de recherche d'objectivité, sans pour cela renoncer à ses conceptions philosophiques, peut-être réussirait-on à trouver un jour des bases d'accord et à proposer des solutions réalistes pour au moins améliorer la situation alimentaire des plus défavorisés. Cette situation, je le rappelle, constitue le grand scandale de notre époque, parce qu'il est hors de doute que les moyens techniques de régler l'ensemble du problème alimentaire mondial existent. Seule manque la volonté politique.

La croisade de l'Eglise pour un vrai développement

Pierre Drouin

Que de chemin parcouru depuis le temps où l'Eglise catholique envoyait derrière les Conquistadores ses émissaires, voire ses prélats, pour baptiser les indigènes qui n'avaient pas été massacrés. Ou même depuis les « missionnaires » du XIX^e siècle, pacifiques ceux-là, souvent courageux et d'un grand dévouement, mais qui n'envisageaient d'autres réponses à la misère que celle d'une conversion des âmes au Seigneur.

Après l'indépendance des nations du Sud, la Papauté a accompli un *aggornamento* très remarqué dans le sillage du Concile de Vatican II, dont les travaux s'achevèrent le 8 décembre 1965. C'est l'encyclique *Populorum progressio* publiée par Paul VI fin décembre 1967, qui engagea l'Eglise dans la prise en compte expresse des carences du développement des pays du Sud de la planète. Pour la première fois, le magistère de Rome attirait l'attention des fidèles et du monde sur l'injustice de cet état de choses, l'inégalité s'accroissant dans la répartition des moyens de subsistance destinés, à l'origine, à tous les hommes.

Vingt ans plus tard, le 30 décembre 1987 exactement, Jean-Paul II signait une nouvelle encyclique sur le même thème, intitulée comme d'habitude selon ses premiers mots : *Sollicitudo rei socialis*. Dès l'abord, le Pape entendait affirmer la continuité de cet enseignement et même le rattacher plus généralement à la « doctrine sociale de l'Eglise », affirmée en 1891 dans l'encyclique *Rerum Novarum*. En effet, rappelle le Pontife

romain, la question sociale est devenue mondiale. Des exégètes profanes et surtout athées ne manqueront pas de faire le rapprochement avec le glissement du marxisme vers les idées d'élargissement de la lutte des classes à la situation des nations riches et des nations pauvres, la naissance d'un nouveau prolétariat et la reviviscence du « dogme » de la paupérisation absolue, le fossé s'élargissant entre les pays du Nord et du Sud.

L'Eglise ayant toujours le souci de montrer qu'elle ne pratique pas « l'entrisme » dans les domaines qui ne sont pas les siens, justifie son engagement en soulignant le *caractère éthique et culturel* de la problématique relative au développement. Elle rappelle aussi combien lui importe l'application de la parole de Dieu à la vie des hommes et de la société, comme aussi aux réalités terrestres qui s'y rattachent, en offrant des « principes de réflexion », des « critères de jugements » et des « directives d'action ».

Au-delà des indices

Approfondir le concept de développement (« le nouveau nom de la paix » avait écrit Paul VI), tel est le but de la nouvelle encyclique, qui d'entrée de jeu affirme que les espoirs si vifs d'il y a vingt ans sont aujourd'hui beaucoup plus éloignés encore de leur réalisation. Jean-Paul II est un Pape voyageur, à l'écoute du plus grand nombre des peuples et il ne lui a pas fallu beaucoup d'imagination pour voir « la multitude incalculable d'hommes et de femmes, d'enfants, d'adultes et de vieillards, en un mot de personnes humaines, concrètes et uniques qui souffrent sous le poids intolérable de la misère ».

Pour Jean-Paul II, il ne faut pas regarder seulement les indices économiques et sociaux. Il en est d'autres également négatifs, des domaines culturel et politique : l'analphabétisme, l'impossibilité d'accéder aux niveaux supérieurs d'instruction, de participer à la construction de son propre pays, sans parler de tous les types de discrimination dont la plus odieuse est fondée sur la différence de race. Rangeons aussi parmi ces éléments négatifs : l'étouffement du droit à l'initiative économique, l'usurpation par un groupe social ou un parti du rôle de guide unique, la limitation des droits humains.

Les torts sont partagés dans l'aggravation de la situation des pays pauvres : les responsables des jeunes nations ont souvent mené une politique qui ne favorisait que les équipes dirigeantes ; les pays riches qui n'ont pas suffisamment répondu à leur devoir d'aide ; les mécanismes économiques et financiers fonctionnant souvent d'une manière quasi

automatique et rendant plus rigide la situation de richesse des uns et de pauvreté des autres.

Jean-Paul II insiste dans son texte sur trois symptômes spécifiques du « mal-développement » : la crise de l'urbanisation entraînant celle du logement, la gravité du chômage et les effets de la dette. Les causes ? L'existence de deux blocs, de deux systèmes qui cherchent à s'exporter, le commerce des armes et la tentation du protectionnisme.

Tout est-il si noir dans la perspective mondiale ? Jean-Paul II note tout de même des aspects positifs dans le panorama : la préoccupation partout plus vive pour le respect des droits de l'homme émanant non seulement des individus mais des nations et des peuples ; la conviction d'une indépendance radicale dans un monde pourtant divisé ; le souci de mieux respecter la nature ; l'effort de quelques pays du Tiers-Monde pour atteindre une certaine autonomie alimentaire et un degré d'industrialisation qui permettent de vivre dignement.

Trois erreurs

Après ce bilan, Jean-Paul II se demande quelle est la vraie nature du développement des peuples, et c'est sans doute la partie la plus neuve de l'encyclique. Le Pontife s'en prend en effet à trois conceptions erronées. La première est celle de la croyance en un progrès automatique illimité inspiré de la « philosophie des Lumières ». De même, le développement n'est pas un processus linéaire, automatique et par lui-même illimité. « A un optimisme mécaniste naïf s'est substituée une inquiétude justifiée pour le destin de l'humanité ».

Deuxième dérive préoccupante : l'économisme, c'est-à-dire la confusion des moyens et des fins. La pure accumulation des biens et services, même en faveur du plus grand nombre, ne suffit pas à réaliser le bonheur humain, on le comprend mieux aujourd'hui. La science et la technique ne libèrent pas. Si la masse des ressources mises à la disposition de l'homme n'est pas régie selon une intention morale et une orientation vers le vrai bien du genre humain, elle se retournera facilement contre lui pour l'opprimer.

Enfin, une notion toute nouvelle apparaît dans l'enseignement de l'Eglise catholique, celle de « sur-développement », qui consiste dans la disponibilité excessive de toutes sortes de biens matériels pour certaines couches de la société, rendant facilement les hommes esclaves de la « possession » et de la jouissance immédiate. « Plus on possède, plus on désire, tandis que les aspirations les plus profondes restent insatisfaites, peut-être même étouffées ».

L'appel à la solidarité devant les impérialismes de tout genre devient insistant vers la fin de l'encyclique. C'est le chemin de la paix et en même temps du développement. Que l'on n'attende pas de l'Eglise qu'elle dégage une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste. Elle n'a pas de solutions techniques à offrir face au problème du sous-développement. La doctrine sociale de l'Eglise n'est pas non plus une idéologie, mais « la formulation précise des résultats d'une réflexion attentive sur les réalités complexes de l'existence de l'homme dans la société et dans le contexte international, à la lumière de la foi et de la tradition ecclésiale... Elle a pour but d'*orienter* le comportement humain ».

La « théologie » de la libération

Depuis la première encyclique sur le développement, *Populorum progressio*, les théologies chrétiennes sur le Tiers-Monde s'étaient largement épanouies, notamment en Amérique Latine. L'une d'elles, baptisée « Théologie de la libération » fit, on le sait, couler beaucoup d'encre vers 1984-1985, du fait des positions prises à son égard par le Cardinal Ratzinger, Rome ayant craint des déviations de type marxiste ou des appels à la violence. En fait, l'ambition de la théologie latino-américaine — qui peut sembler à certains égards démesurée — est de prouver que le christianisme peut être l'inspirateur et l'accompagnateur d'une véritable révolution sociale où les rapports humains ne seront plus de maîtres à esclaves, de riches à pauvres, mais d'égal à égal, à partir de la reconnaissance du droit des pauvres¹.

Les défenseurs de ce courant auront dû être réconfortés par deux rubriques de la dernière encyclique papale. L'une est consacrée à la « priorité des pauvres » et rappelle la tradition de l'Eglise qui conduit aujourd'hui, étant donnée la dimension mondiale qu'a prise la question sociale, à demander aux nations et aux organisations internationales de considérer dans leurs plans la vraie dimension humaine, en donnant « la première place au phénomène croissant de la pauvreté ».

Plus explicitement encore, le Pape Jean-Paul II fait allusion dans son encyclique à la « théologie de la libération » en soulignant que cette aspiration à la libération « est quelque chose de *noble* et de *valable* » et en rappelant qu'un développement purement économique ne parvient pas à libérer l'homme, mais ne fait que l'asservir davantage.

1. Lire *Théologies chrétiennes des Tiers-Mondes* de Bruno Chenu. — Paris : Ed. Le Centurion, 1987.

L'affaire du CCFD

Sur le terrain, de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) d'inspiration catholique s'efforcent de mettre en pratique les enseignements pastoraux. Leur instrument principal est le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement). Ce dernier organisme a fait l'objet d'une polémique lancée par l'extrême droite, au travers d'articles l'accusant d'être un « cheval de Troie » du marxisme et de diriger une partie de ses fonds vers certains mouvements plus ou moins révolutionnaires. La hiérarchie catholique a réagi contre ces accusations et a redéfini l'action de ce Comité en juin 1986. Le président de la Conférence des évêques de France, le cardinal Decourtray vient de publier un texte encourageant le CCFD « à poursuivre résolument son action ».

Le réseau de ses réalisations concrètes au bénéfice du développement s'étend de plus en plus grâce à l'aide de 500 000 donateurs réguliers, de 20 000 bénévoles et d'une centaine de permanents travaillant en accord avec les évêques locaux. Dans les pays les plus pauvres : Ethiopie, Bangla-Desh, Burkina-Faso, Nordeste du Brésil, etc., des actions sont menées pour aider les paysans à mieux cultiver leur terre, améliorer les soins de santé, l'enseignement, etc.

Même type d'actions, au reste, chez les protestants grâce à la CIMADE dont l'efficacité sur le terrain est reconnue par tous. Le défi lancé par le sort du Tiers-Monde est une préoccupation commune à toutes les confessions chrétiennes. C'est un lieu privilégié de rencontres œcuméniques, tant pour assumer ensemble des responsabilités que pour proposer et coordonner des programmes d'action et des interventions d'urgence. Des organismes conjoints, temporaires ou permanents ont été constitués².

Même si les texte protestants concernant le Tiers-Monde ont moins de retentissement qu'une encyclique papale, les réflexions sur les désordres du monde actuel ne manquent pas. Il convient de signaler par exemple, les recherches du Centre de Villemétrie, fondé en 1954. Ce Centre a notamment été à l'origine d'un important colloque en avril 1986 sur le thème « Vers une éthique politique. L'éthique face à l'ingouvernementalité du monde actuel » dont les Actes viennent d'être publiés³ sous la responsabilité de Gérard Markhoff.

Face au tourbillon des sciences et des techniques, à la confrontation des puissances, aux exigences du « savoir vivre » dans une société aux aspérités multiples, aux stratégies d'entreprise, la demande d'éthique est en forte croissance. Le besoin d'un cap, la recherche de sens n'ont jamais été ressentis aussi vivement.

2. « Cahiers pour croire aujourd'hui », n° 12, 1^{er} mars 1988.

3. Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1987.

Rencontres prospectives

12-15 juin 1988, Amsterdam (Pays-Bas)

Huitième Symposium International de Prospective organisé par l'International Institute of Forecasters. *Contact* : Symposium Secretariat, c/o Organisatie Bureau Amsterdam bv, Europaplein 12, 1078 GZ Amsterdam, Pays-Bas. Tél. : (31) 20-44 08 07. Télex : 13499 RAICO.

20-31 août 1988, Alpbach (Autriche)

Le thème retenu cette année par l'Austrian College pour son « Alpbach European Forum » est « Crise du modernisme : changements dans la culture, l'économie et la société ». *Contact* : Austrian College, General Secretariat, Reichsratsstrasse 17, A-1010 Vienne, Autriche. Tél. : (22 2) 43 34 34. Tél. : 133559 oecol a.

29 août-2 septembre 1988, Genève (Suisse)

Le XIII^e colloque de l'AISFL traitera du sujet suivant : « Cohortes, générations et transformations sociales ». *Contact* : AISLF, XIII^e colloque, UNI II, CH 1211 Genève 4, Suisse.

3-8 septembre 1988, Pékin (Chine)

« L'avenir du développement : perspectives culturelles, économiques, scientifiques et politiques » est le sujet de la X^e conférence mondiale de la World Futures Studies Federation. *Contact* : Mrs Eleonora Masini, Casella postale 6203, Roma-Prati, Italie. Tél. : (39 6) 87 25 29. Télex : 613529.

16-19 septembre 1988, Paris (France)

SECUR PLUS, premier salon national de la protection sociale. *Contact* : PADCO, 64, rue du Rocher, F 75008 Paris. Tél. : 42 93 60 25. Télex : 281624 Padcof.

5-8 octobre 1988, Bordeaux (France)

Troisième congrès national de l'Association française de science politique. Au programme six tables rondes : L'historicité de l'Etat contemporain en Afrique noire en Asie et dans les pays arabes. La manifestation. Sagesse et démocratie. La construction de l'institution présidentielle. Les élites politiques locales. L'UDF et le RPR à la fin des années quatre-vingts. *Contact* : Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, AFSP, BP 101, 33405 Talence Cedex (France). Tél. : (33) 56 90 69 57.

23-27 octobre 1988, Vancouver (Canada)

Sous les auspices du gouvernement canadien, la Tourism Industry Association of Canada organise une conférence sur « le tourisme :

une force vitale pour la paix ». *Contact* : First Global Conference Tourism. A Vital Force for Peace. Vancouver Trade and Convention Center, Vancouver, British Columbia, Canada.

3-4 novembre 1988, Québec (Canada)

Troisième colloque international de la revue Politiques et management public, organisé avec le concours de l'Institut de Management Public (Paris) et l'Université Laval (Québec) « Quel projet pour les administrations et les entreprises publiques ». *Contact* : Revue Politiques et management public, 14, rue Corvisart, 75013 Paris, France. Téléphone : (33 1) 46 56 46 43.

16-18 novembre 1988, Montpellier (France)

« Communications : les années 1980 ». Dixième journées internationales de l'IDATE. *Contact* : IDATE. Bureaux du Polygone, rue des Etats du Languedoc, 34000 Montpellier (France) Tél. : (33) 67 65 48 48.

23-25 novembre, Madrid (Espagne)

Huitième colloque international des Dirigeants d'Entreprises d'Assurance sur « l'ouverture des marchés et les stratégies des sociétés d'assurance ». *Contact* : CAPA, 17, rue Lafayette, 75009 Paris, France. Tél. : (33 1) 48 74 93 83. Télex : CAPA 648559 F.

25-28 novembre, Paris (France)

Conférence du Club de Rome à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création. *Contact* : Secrétariat Général du Club de Rome, 68, rue Pierre-Charron, 75008 Paris (France).

28 novembre-2 décembre 1988, Valencia (Espagne)

« Technologies avancées et formation professionnelle dans un monde en développement », conférence européenne organisée par l'Association pour le développement de la formation professionnelle de Valence, patronée par la Generalitat Valenciana, en collaboration avec les Communautés Européennes. *Contact* : ADFP, Avinguda Antic Regne de Valencia, 46. 46005 Valencia, Espagne. Tél. : (96) 373 27 12.

6-9 décembre 1988, Amsterdam (Pays-Bas)

Euro. Comm. 88. *Contact* : Eurocomm. 88, H. Heringa, Project Manager, 90 Rai Gebouw bv, Europaplein, 107 8 G Z Amsterdam, Pays-Bas. Tél. : (31 20) 549 12 12.

Le monde et les Etats-Unis en 2013

Daniel Bell

Le célèbre sociologue américain Daniel Bell nous livre ici une large fresque sur le monde et les Etats-Unis à l'horizon 2013, en mettant l'accent tout particulièrement sur les problèmes idéologiques et institutionnels du management des sociétés modernes.

S'il remet en cause un grand nombre de prévisions alarmistes, par exemple sur la pénurie de matières premières, il montre par contre les dangers résultant de l'absence de structure adéquate de régulation au niveau international et national : « l'Etat-nation devient trop petit pour les grands problèmes, et trop grand pour les petits problèmes ».

Tout au cours de cet article, brossant un vaste tableau des changements possibles, l'auteur souligne les questions avant tout d'ordre socio-politique dont, selon lui, dépendra le visage de la planète à l'horizon de 25 ans.

Le choix de l'année 2013 est arbitraire. Il n'a pas de signification particulière, mais cet horizon est suffisamment éloigné pour nous donner quelque distance vis-à-vis des problèmes particuliers de l'actualité. Ce papier résulte d'une tentative d'identification des changements structurels prévisibles dans le monde et les Etats-Unis afin de fournir un cadre d'analyse prospective. Il ne prétend pas délivrer une prévision sur l'avenir.

J'estime que l'analyse doit se situer à trois niveaux : aux niveaux structurel (impacts sociaux des évolutions démographiques, technologiques, économi-

ques), politique (entendu comme résultant d'une constellation d'acteurs, jeux d'alliance et conflits entre nations) et culturel (les idéologies et les passions, les appartenances religieuses et les idéaux qui inspirent les croyances). Ces trois aspects ne sont pas étroitement corrélés car la société n'est pas à proprement parler un système tel que l'on puisse dire qu'une série de changements dans un domaine entraîne automatiquement des effets bien déterminés dans les autres domaines. Il y a cependant des interdépendances plus ou moins étroites.

L'analyse au niveau structurel permet

d'établir une matrice des activités qui caractérisent l'état d'une société et des rapports sociaux et fournit des points d'ancrage à certaines tendances lourdes. Mais on doit être attentif à plusieurs facteurs : les changements structurels n'entraînent pas automatiquement les changements dans les autres domaines, mais ils interpellent l'ordre politique, le système de régulation sociale. Au demeurant, les changements, notamment dans les domaines démographique et technologique, peuvent — à des horizons différents — entraîner des ruptures. Soulignons en outre que les changements structurels s'opèrent à l'échelle planétaire tandis que le système politique reste essentiellement national. La tension entre ces deux niveaux, et les efforts des Etats-Nations pour intervenir sur une économie de plus en plus mondiale (voir l'internationalisation du marché des capitaux échangés désormais en temps réel à travers la planète) constitue le problème politique majeur des 25 prochaines années¹.

Pouvons-nous prédire l'avenir ? Si l'on entend par là l'exacte configuration de la société mondiale ou même celle des

Etats-Unis en 2013, c'est peu vraisemblable. Les courants politiques et idéologiques, trop complexes et trop difficiles à imaginer, sont imprévisibles.

Un conte moral

Avant la Deuxième Guerre mondiale, peu d'observateurs ont prédit l'effondrement des anciens systèmes coloniaux — britannique, français, hollandais —, l'émergence rapide du Tiers-Monde et le nombre important de nouvelles nations, qui sont aujourd'hui des acteurs à part entière sur la scène internationale. Il y a dix ans, peu de commentateurs prédisaient l'avènement de Khomeini et la transformation de la politique au Moyen Orient, ou l'utilisation du terrorisme comme instrument d'une politique nationale.

Qu'arrivera-t-il à Cuba après la mort de Castro ? Cuba deviendra-t-il un nouveau Ghana après la mort de Nkrumah ? Quelqu'un se souvient-il de Nkrumah aujourd'hui ? La Yougoslavie est tombée dans un état de léthargie balkanique

1. Ce papier résulte d'un exercice régulier d'identification des changements structurels prévisibles dans la société mondiale. La première tentative fut menée, voici 25 ans, dans le cadre des travaux de la « Commission on the Year 2000 » de l'Académie américaine des Arts et des Sciences dont les premiers rapports furent initialement publiés dans un numéro spécial de *Daedalus* (été 1967), puis firent l'objet d'un livre dont j'ai assuré la coordination *Towards the Year 2000* (Boston 1979). En 1977, en tant que représentant du Gouvernement américain dans l'exercice Interfuturs conduit au sein de l'OCDE, j'ai présenté un autre essai intitulé « Social Forecasting. A Matrix 1978-2000 ». Ce papier fournit un cadre d'analyse et met en lumière un certain nombre de changements structurels que je reprends dans l'article aujourd'hui publié. Toutefois je mettais alors l'accent sur des problèmes de sécurité, de défense et d'idéologies qui ne sont pas repris ici. Un article fondé sur ma contribution au programme Interfuturs, intitulé « The Future World Disorder : The Structural Context of Crisis » a paru dans *Foreign Policy* (été 1977) et est repris dans mon livre *The Winding Passage* (Cambridge, MA : Abt Books, 1980).

L'article que publie aujourd'hui *Futuribles* (article paru en anglais dans *Daedalus*, été 1987 et traduit par J. Guilloineau) m'a été demandé par Gerald Rafshoon comme instrument d'analyse des problèmes qui nous attendent. Je lui suis reconnaissant de m'autoriser à le publier.

après la mort de Tito. Cela sera-t-il valable pour d'autres Etats autocratiques ? L'Espagne a réussi à négocier son passage difficile à la démocratie après plus de quarante ans de gouvernement franquiste. Cela sera-t-il vrai du Brésil, de l'Argentine ou du Chili ? Plus important peut-être : Gorbatchev peut-il moderniser ou même libéraliser l'Union Soviétique ? Nous ne le savons pas.

Nous avons tendance à projeter dans l'avenir les configurations actuelles. Mais au milieu des années 1990 et en l'an 2000, y aura-t-il une plus grande unité entre les deux Allemagnes et un alignement sur l'Union Soviétique ? Ceci s'est passé à Rapallo, en 1922, quand l'Union Soviétique et l'Allemagne ont conclu un pacte et quand les Russes ont reformé l'armée allemande, en violation du Traité de Versailles. Et en 1939, il y a eu le pacte Germano-soviétique entre Hitler et Staline. On peut au moins envisager de telles possibilités et cela pour deux raisons : les Russes tireraient un énorme bénéfice de la technologie allemande ; l'Allemagne, en perte de vitesse sur le marché mondial, trouverait dans la Russie d'énormes débouchés et aurait là, en échange, une source de matière première. Au niveau politique, cela ferait sans aucun doute éclater l'OTAN (qui, de toute façon, est en train de se scléroser) et fournirait aux Russes une zone de sécurité. Est-ce possible ? Peut-être. Impossible ? Sûrement pas.

On peut faire des prévisions quand on a un algorithme (ensemble de règles opératoires) qui nous dit dans quels « créneaux » les phénomènes peuvent se dérouler. Mais il n'existe aucun algorithme en politique. La surveillance étroite de chaque Etat par des personnes informées peut nous fournir une meilleure évaluation des développements, comme les

évaluations sur la sécurité nationale faites par la CIA, mais les très nombreuses interactions de toutes ces situations sont très difficiles à maîtriser. La société mondiale est comme un mobile de Calder géant, qui se déplace dans des équilibres instables sous les vents du changement, mais les configurations exactes sont difficiles à anticiper pour les vingt-cinq prochaines années.

Alors, que peut-on faire ? Il y a, dirait-on, quelques constantes : la démographie, les ressources, l'économie. Théoriquement, nous devrions donc savoir combien il y aura d'hommes sur la terre en l'an 2013 ou quel sera l'état de nos ressources. Pratiquement, nous ne pouvons le savoir. La difficulté tient au fait que le changement ne s'opère pas suivant une logique linéaire. Certains changements épousent ce qu'on appelle une « courbe logistique », en forme de S, qui se caractérise au départ par un grouillement (comme dans une épidémie quand les individus s'infectent mutuellement), puis cela diminue quand le sommet est atteint (le « point d'inflexion ») et le taux de croissance s'abaisse dans une proportion à peu près inverse de la proportion exponentielle du début. Mais les changements sociaux se développent rarement de façon aussi régulière que les phénomènes physiques. Il y a vingt-cinq ans, les démographes prévoyaient pour les Etats-Unis une population de 300 à 320 millions d'habitants en l'an 2000, en prenant comme base le baby-boom des années d'après-guerre. Mais le taux de natalité a commencé à décroître. Aujourd'hui, il est raisonnable de penser qu'en l'an 2000, la population des Etats-Unis sera approximativement de 265 millions d'habitants. La population mondiale, qui a augmenté très rapidement, a déjà dépassé le « point d'inflexion » et

son taux de croissance diminue. Nous n'avons par ailleurs aucune idée de l'évolution du taux de mortalité dans les zones comme l'Afrique sub-saharienne, où l'on estime qu'un dixième de la population est porteur du virus du SIDA.

Que peut-on faire dans ces conditions ?

Il est peut-être possible de définir des *structures de base* qui forment le moule de la vie des gens. Dans le passé une de ces structures évidentes a été le passage d'une société agricole à une société industrielle. Au début de ce siècle, presque la moitié de la population des Etats-Unis naissait dans des fermes ; un tiers de la main-d'œuvre y travaillait. Aujourd'hui, moins de 4 % seulement de la main-d'œuvre travaillent dans l'agriculture. Et beaucoup de ces gens ne gagnent pas leur vie exclusivement dans ce secteur. La principale raison de ce changement est l'extraordinaire augmentation de la productivité agricole au cours de la Deuxième Guerre mondiale, quand l'introduction des engrais chimiques et des pesticides l'a fait passer de 6 % à 9 % par an. Environ 25 millions de personnes ont donc abandonné le travail de la terre. Nombre d'entre elles était des Noirs, qui avaient un statut de métayers. Le métayage a été virtuellement éliminé et les Noirs sont allés s'installer dans les métropoles du Nord comme Chicago, Saint-Louis, Philadelphie et Los Angeles. A cause de l'industrie chimique, un très grand nombre de fleuves américains ont été pullués par l'écoulement des engrais et des pesticides. On voit ainsi comment interagissent au sein d'un « système social » différents facteurs.

Le monde en 2013

Changements structurels

Le déplacement vers l'océan Pacifique

La question essentielle est de savoir si, en l'an 2013, l'océan Pacifique sera le centre du pouvoir économique. Dans ce cas, les pays d'Extrême-Orient, conduits par le Japon et la Chine, les nations d'Asie du Sud-Est, les Etats-Unis et l'URSS seront les principaux partenaires économiques dans le monde ².

C'est un changement historique extraordinaire. Historiquement, l'Europe a été le centre du développement économique et de la civilisation. Le moule initial a été le bassin Méditerranéen. Après le dix-septième siècle, il s'est déplacé vers les rives de l'Atlantique et les pays de l'Europe du Nord. Depuis 1970, le déplacement s'est fait vers le Pacifique. Aujourd'hui, la grande expansion du commerce américain se fait avec les pays du Pacifique.

S'il y a un déplacement économique, ce qui est probable, y aura-t-il également un déplacement politique ? Et si cela se produit, est-il possible qu'une puissance politique dominante ne soit pas également une puissance militaire dominante ? Certainement pas. Qu'en sera-t-il alors de la nouvelle émergence du Japon, de la Chine, en tant qu'importantes puissances militaires ?

La principale « ligne de force économique » va du Japon à l'Australie. Le Japon a peu de ressources naturelles et

2. On l'oublie souvent, mais l'océan Pacifique baigne également les Fiji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon), six pays asiatiques (dont l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande), trois pays nouvellement industrialisés (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong) et les cinq pays les plus industrialisés de l'ouest, en plus de l'Union soviétique et de la Chine.

ne produit qu'une faible part de son alimentation. L'Australie a d'énormes réserves de charbon et d'uranium ; et c'est un des principaux greniers du monde. Nous pouvons avoir là, sous une forme nouvelle, la reprise de l'ancienne « sphère de prospérité mutuelle d'Extrême-Orient ».

Un certain nombre de questions toutefois se posent quant au devenir de ces pays :

Le Japon. Ce pays aura une population âgée très importante (plus de vingt pour cent au-dessus de soixante-cinq ans). Il s'agit peut-être de la principale entrave à sa puissance. On peut aussi se demander si les structures élitistes traditionnelles, qui ont maintenu la cohésion de la société, persisteront.

La Chine. Beaucoup de choses vont dépendre de la continuation ou non de la politique de Deng Xiaoping. Les grandes lignes de l'émergence historique de la Chine sont claires. Avec plus d'un milliard d'habitants, la Chine peut devenir le pays le plus grand et le plus fort de la terre. Une société aussi immense peut-elle être efficacement dirigée ? Les disparités locales entre les régions côtières en rapide développement et les zones plus arides et plus pauvres de l'Ouest ne vont-elles pas créer de nouvelles difficultés politiques intérieures ?

L'Union Soviétique. La question principale concerne sa capacité à sortir d'un système rigide de planification, incapable de réagir à une économie complexe. Politiquement, en Asie, la question est

de savoir comment le Vietnam peut vivre, depuis que l'une des plus grandes bases du monde, Cam Ranh Bay, construite par les Américains, est occupée par les Soviétiques et restera sans aucun doute sous leur contrôle. Avec une importante flotte soviétique à mi-chemin sur l'axe essentiel Australie-Japon, nous avons une cause possible d'explosion.

Les Etats-Unis. Il faut s'interroger sur la puissance économique et la volonté nationale de ce pays qui fera, ci-dessous, l'objet d'une analyse détaillée.

La stabilité politique en *Corée* (le pays pourra-t-il réaliser une transition à la brésilienne ?) et la stabilité politique en Indonésie (potentiellement, un des pays les plus importants, si on tient compte du nombre d'habitants et des ressources, mais corrompu et soumis aux tensions de différentes communautés) posent aussi problème.

Les questions les plus aiguës sont évidemment d'abord politiques : les relations entre la Chine et l'Inde, entre la Chine et le Vietnam ; un rapprochement possible entre la Chine et l'Union soviétique. *Si l'Union soviétique était capable de constituer un bloc eurasiatique, de l'Allemagne à la Chine, pour en faire le centre stratégique du monde, cela pourrait constituer le changement géopolitique essentiel du vingt-et-unième siècle.* Est-ce possible ? Peut-être. Pour l'essentiel, au vingt-et-unième siècle, nous assisterons au déclin de la civilisation centrée sur l'Europe et au déplacement du moule des activités vers l'Asie³.

3. L'intérêt des spéculations à grande échelle de ce genre n'a plus cours aujourd'hui. Il est cependant intéressant de revenir aux auteurs de la génération précédente afin de lire leurs réflexions. Un des plus significatifs commentateurs de ce type est Brooks Adams, le frère d'Henry Adams, et l'un des analystes les plus perspicaces de son temps. Dans de nombreux ouvrages, Brooks Adams a cherché à dessiner le cours de l'Empire, en utilisant comme indicateur le contrôle des métaux et des minerais, fondement de la puissance économique

La nouvelle division internationale du travail

L'ancienne division du travail, qui a donné sa forme à l'économie mondiale pendant deux siècles, de 1780 à 1980, a créé un ensemble de sociétés industrielles *centrales* (le Royaume Uni et l'Allemagne, puis les Etats-Unis, puis l'URSS et le Japon), avec des pays *périphériques*, principalement ceux du Tiers-Monde, qui leur fournissaient les

matières premières. Cette partition est en train de voler en éclats, et aucun modèle simple et unique n'apparaît. Pourtant la fabrication industrielle de produits standardisés se déplace de l'Occident vers l'Extrême-Orient et, dans une moindre mesure, vers le Brésil, le Mexique et les Caraïbes.

Les Etats-Unis et le Japon sont devenus des sociétés post-industrielles ; les secteurs dominants sont les services et la

et militaire. Dans un livre publié en 1900, *La Suprématie américaine* (« l'intérêt des Russes pour la Chine ». — New York : Macmillan, 1900), après avoir souligné le passage de la domination économique de l'Angleterre aux Etats-Unis, Adams concentre son attention sur l'Asie — et sur la Russie. Il écrit : « Les Américains semblent avoir enfin réalisé que le centre économique du monde se déplace vers l'ouest et qu'il a déjà probablement pénétré aux Etats-Unis... Parallèlement à notre grande chance, l'Europe s'enfonce régulièrement dans une infériorité économique particulièrement sensible dans les minerais qui sont au centre de l'industrie moderne. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, cette année, une seule nation était en tête de la production de métaux précieux, de cuivre, de fer et de charbon ; et cette année aussi, pour la première fois, le monde a fait ses opérations de bourse à l'Ouest et non à l'Est de l'Atlantique. »

Faisant remarquer que les principales ressources non exploitées se trouvaient dans le Shansi et le Hunan, en Chine orientale et centrale, Adams porte son attention sur la Chine comme centre de la rivalité américano-russe.

« La Russie doit jouer un rôle dominant en Asie dans l'avenir, non seulement à cause de sa position géographique mais aussi à cause de l'importance de l'enjeu qu'elle représente... Les Russes ont envahi la Perse, mis la main sur la Corée et tout indique qu'ils ont l'intention d'occuper Pékin et ainsi contrôler l'accès au Shansi et au Hunan. Ces provinces sont situées à l'Ouest et au Sud de la capitale, elles ne sont qu'à environ cinq cents kilomètres de ports maritimes et elles contiennent les mines les plus riches du monde. » Après un long développement sur les difficultés économiques et politiques de la Russie, Adams indiquait les dilemmes devant lesquels était placée la Russie et il réfléchissait aux conséquences d'une tentative de la Russie de dominer la Chine :

« De tels phénomènes poussent à conclure que la Russie doit, soit entreprendre une réorganisation sociale qui lui donnera une structure administrative moins coûteuse, soit obtenir de nouveaux biens qu'elle pourra hypothéquer. C'est-à-dire qu'elle doit avoir recours à l'expansion.

Ce qu'entraînerait une révolution sociale en Russie est au-delà de toute prévision humaine, mais ses effets seraient sans aucun doute sensibles dans le monde entier. Si les Russes et les Allemands s'entendaient pour dominer la Chine du Nord... en excluant les Etats-Unis, l'Amérique serait confrontée à un problème très grave.

Notre position géographique, notre richesse, et notre énergie nous rendent à même de participer au développement de l'Extrême Orient et d'en faire une part de notre système économique. En outre, les lois de la nature sont immuables. L'argent ira là où il rapportera le plus et où les investissements réalisés sont toujours protégés. A l'évidence, on ne peut exclure les Américains de Chine sans lutte... En conséquence, la question chinoise, doit être considérée comme le grand problème de l'avenir, comme un problème qu'on ne pourra éviter ; et, étant donné que ces grandes luttes pour la suprématie impliquent parfois un appel à la force, la sécurité veut qu'on soit armé et organisé pour parer à toute éventualité. »

haute technologie. Vers 1990, presque soixante-quinze pour cent de la force de travail sera concentrée dans les services. Le mot « services » évoque les fast-food et les bas salaires. Ce qui est trompeur. (En fait, l'expansion de ce secteur est presque également proportionnelle au déclin des choses faites à la maison, en particulier depuis que de plus en plus de femmes travaillent). Les principaux services sont financiers, viennent ensuite les services professionnels et de conception, les services sociaux (santé, éducation...), et, en bas de l'échelle, les services domestiques. Le centre vital de la société post-industrielle est constitué de ses services professionnels et techniques.

En réalité, il y a trois sortes de travail industriel : tout d'abord, une opération matérielle, standardisée qui apporte peu de valeur ajoutée et dans laquelle le coût du travail est très élevé ; ensuite, une production de groupe, spécialisée et adaptée, qui apporte beaucoup de valeur ajoutée ; enfin, des industries fondées sur l'information (ordinateurs, télécommunications, instruments scientifiques, pharmacie).

Ainsi, l'industrie sidérurgique aux Etats-Unis a connu des difficultés parce que c'était en grande partie une industrie standardisée, fabriquant des feuilles, des barres et des tiges d'acier pour la construction et l'industrie automobile. Le Japon et la Corée ont été les premiers à abandonner ces marchés. Aujourd'hui, la stratégie de l'industrie sidérurgique est la production d'aciers spéciaux employés dans l'aviation et les missiles ou la réalisation de petites usines capables d'exécuter rapidement des commandes particulières.

Dans la nouvelle production industrielle, la proportion des matières premières

diminue régulièrement dans les pourcentages d'emploi et de coûts : un câble contenant cinquante kilos de fibres optiques peut transmettre autant de messages qu'une tonne de fils de cuivre.

L'importance des matières premières diminue non seulement à cause de la miniaturisation (les puces) et de la réduction de la demande d'énergie, mais aussi à cause de la révolution dans la science des matériaux. On demande moins de matériaux particuliers — étain, zinc, cuivre — et plus de propriétés (tension, conductivité), avec les combinaisons qu'elles peuvent fournir.

Le second changement, concerne, lui, les centres financiers : les Etats-Unis deviennent le quartier général de l'économie pour une grande partie du monde. Londres, à mi-chemin (dans le temps) entre New-York et Tokyo, devient un centre de services financiers. Le point essentiel est *l'internationalisation du capital*. L'immense accumulation d'eurodollars « apatrides » (des dollars détenus par des pays et des banques extérieures aux Etats-Unis), qui n'étaient pas soumis à la réglementation financière américaine, avait permis de prévoir ce phénomène avant la fin du siècle.

Cette accumulation signifiait que les banques et les groupes pouvaient orienter leurs capitaux en recherchant des profits plus élevés, même quand ce type de comportement allait à l'encontre des intérêts nationaux de tel ou tel pays. *Cela signifie que peu de pays, peut-être aucun, sont capables de contrôler leurs flux monétaires. Cela implique la perte d'un des principaux leviers de pouvoir et d'influence.*

La question essentielle est de savoir quel genre de système monétaire international adopter maintenant.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 70, nous avons eu le système de Bretton Woods : système de taux de change fondé sur le dollar convertible en or. Ce système a été supprimé quand les Etats-Unis (tout d'abord sous Lyndon Johnson, ensuite sous Richard Nixon) ont « exporté » l'inflation (créée par la guerre du Vietnam) dans le reste du monde. Quand la France a commencé à demander à être payée en or et non plus en dollars, Nixon et John Connally (Secrétaire d'Etat au trésor) ont renié leur engagement. Le prix de l'or s'est envolé et le dollar est devenu la seule réserve monétaire internationale ; ce qui a entraîné de brusques changements de prix dans la plupart des pays, quand le dollar variait de façon imprévisible. (La plupart des prix, notamment celui du pétrole, sont fixés en dollars).

Des systèmes monétaires internationaux devront apparaître pour former l'armature de la nouvelle économie internationale. L'or est une solution simple ; les prix sont indiqués en or ; l'or peut être fondu. Cependant, il est aussi sujet à des manipulations ; il ne peut servir facilement d'étalon indépendant des contrôles politiques. L'Union soviétique et l'Afrique du Sud sont d'importants producteurs d'or, et sont capables de fausser l'étalon. L'or est également trop rigide et en grande partie inaccessible à la plupart des petits pays en voie de développement.

Deux autres possibilités : un « panier » des principales monnaies ou un « panier de marchandises » dans lequel les pays déposeraient des marchandises et en tireraient des crédits pour eux-mêmes. Ou, solution hardie mais rationnelle, un système de « réserve internationale », sur le modèle de la Réserve Fédérale, pour

contrôler les banques centrales nationales.

Tout cela peut sembler un peu ésotérique ; mais sans une nouvelle organisation structurelle internationale, l'économie mondiale restera imprévisible et instable. L'instauration d'un nouveau système monétaire ne réglera pas notre instabilité, mais elle permettra de mieux la contrôler dans les contextes nationaux.

Ajoutons à cela trois points supplémentaires :

a) Malgré la liberté de mouvement (et l'instabilité) du capital sur le plan international, les prix des matières premières — en particulier ceux des métaux — ont chuté et ils peuvent rester très bas jusqu'à la fin du siècle, ne s'élevant que très lentement, et limitant ainsi la possibilité, pour quantité de pays (surtout africains) de constituer un capital de base pour leur propre développement.

b) La partie immergée de l'iceberg. Si les capitaux peuvent se déplacer librement autour du monde, la plupart des hommes ne le peuvent pas. Si les emplois sont dispersés sur toute la terre, les hommes suivront-ils les emplois ? C'est possible dans certains pays. *Aujourd'hui, vingt-cinq millions de jeunes Philippins travaillent à l'étranger.* Mais combien d'Anglais partiront de chez eux ? Combien de Français ? Combien d'Américains ?

c) L'économie européenne deviendra-t-elle entièrement continentale ? La structure de la communauté européenne n'est qu'un squelette. L'écu est une unité monétaire européenne. En tant qu'économie intégrée, l'Europe pourra rivaliser avec les pays du Pacifique en ce qui concerne la production et la productivité. La question est celle de la volonté politique.

La troisième révolution technologique

En 2013, la troisième révolution technologique — la connexion des ordinateurs et des télécommunications (l'image de la télévision, la voix du téléphone, les informations de l'ordinateur, le traitement de texte) en un système unique et pourtant différencié, celui de la « nation cablée » ou même de la « société mondiale » — aura évolué.

La première révolution technologique, il y a deux cents ans, fut l'application de la force de la vapeur aux transports (les chemins de fer et les paquebots), aux mines de grande profondeur (les pompes à eau mues par la vapeur) et à la production en usines.

La seconde révolution technologique, il y a cent ans a été l'expansion de l'électricité (par exemple, les messages codés envoyés par fil, le télégraphe et le téléphone ; l'éclairage, qui a transformé no-

tre perception du jour et de la nuit ; la puissance pour les turbines et les élévateurs, permettant la construction de gratte-ciel), et le développement de la chimie qui, pour la première fois, a permis à l'homme de fabriquer des produits non naturels (par exemple, les matières plastiques et les produits issus de la pétrochimie).

La troisième révolution technologique sera aidée par les communications en langage naturel et les machines à traduire. Nous allons assister à une expansion de la robotique, des messages et du courrier électroniques, la recherche d'informations par simple appel, des services organisés par terminaux interactifs. L'étendue des changements possibles et probables est immense ; ils ont déjà rempli plus d'un programme de télévision (trop souvent de mauvaise qualité) ⁴. A partir de ce tableau macrosocial, il faut signaler le genre de changement

4. Une révolution technologique « mûrit » quand on peut noter son taux de diffusion et les changements sociaux qu'elle entraîne. En fonction de leur impact, il y a trois types de technologies : *les technologies de transformation* qui remplacent les modes précédents (comme le moteur a remplacé le cheval, ou comme le transistor a remplacé le tube sous vide) et qui créent d'importants changements de structure ; *les technologies spécifiques* qui étendent l'utilisation de technologies existantes (comme les téléphones cellulaires) ; et *les niches de technologies* qui exécutent des tâches spécialisées. Si l'on considère les années à venir, on peut identifier trois changements technologiques majeurs en perspective, chacun se situant dans le cycle innovation-production-diffusion :

1 - Les systèmes optiques. Il s'agit essentiellement de technologies spécifiques, comme les fibres optiques qui remplacent le cuivre dans les transmissions, ou les disques optiques (c'est-à-dire à laser) en compétition avec les systèmes électroniques dans la mise en mémoire et la recherche d'informations.

2 - La science des matériaux. Essentiellement la céramique.

3 - La supraconductivité. Potentiellement une technologie de transformation. Si l'on arrive à résoudre certaines difficultés technologiques, on pourra assister à un changement radical dans notre utilisation de l'énergie. Aujourd'hui, dans beaucoup de régions des Etats-Unis (la Californie ou le Sud), les services d'électricité ont besoin d'avoir d'importantes réserves pour pouvoir faire face aux heures de consommation de pointe, en été par exemple. (En Californie, le Kilowatt coûte aux compagnies, vingt cents en été et quatre cents en hiver). Avec de grosses bobines magnétiques on pourra stocker l'électricité dans des régions ou des maisons. Et, ce qui est plus important, on pourra transporter l'électricité pour un prix moindre. On pourra ainsi avoir un grand nombre d'éoliennes au Montana (ou au Canada) et transporter l'énergie produite dans d'autres régions du pays où on pourra la stocker pour les usages saisonniers ou pour les heures de pointe.

qui nous attend — l'élimination de la géographie comme variable contraignante : par exemple, le changement de nature des marchés.

Historiquement, un marché était un lieu où des fleuves ou des routes se croisaient : les marchands et les caravanes s'arrêtaient, les paysans apportaient leurs produits, les artisans leur savoir-faire. Dans la nouvelle économie, ce n'est plus vrai. Prenons le marché libre du pétrole. On l'appelle « le marché de Rotterdam », parce que des tankers, qui ont une capacité supérieure aux quantités déjà achetées et du pétrole à vendre, vont à Rotterdam à cause de son immense port protégé et de ses grandes capacités de stockage. Là, des courtiers passent des contrats et renvoient les tankers vers de nouvelles destinations. On l'appelle toujours le marché libre de Rotterdam. Mais le marché n'est plus à Rotterdam. Où est-il ? Partout. C'est un réseau fondé sur le telex, la radio et l'ordinateur. Les courtiers sont dans le monde entier, ils passent leurs contrats par le biais du réseau et renvoient les bateaux en haute-mer vers de nouvelles destinations.

Le travail se détache de plus en plus des lieux, les opérations de leur centre de direction (la CitiBank Visa à Sioux Falls, l'American Express à Fort Lauderdale). Les réseaux de communication, avec une interaction en temps réel, et les milliers de données expédiées à des milliers de kilomètres, signifient la fin des vieilles habitudes géographiques. Nous assistons donc à un changement d'une très grande

importance géographique et sociologique — *le changement de la nature des marchés qui de « lieux » deviennent des « réseaux ».*

Les frontières

La principale frontière est évidemment l'espace. Aux Etats-Unis, la commission Paine a proposé un plan de quarante ans pour l'exploration et la colonisation de l'espace. Est-il possible qu'en 2013, il existe des stations orbitales permanentes ?⁵ Il est même possible qu'il y ait quelques postes avancés sur Mars comme il y en a dans l'Antarctique. De nombreux projets existent pour la fabrication très avantageuse de produits dans l'espace (par exemple pharmaceutiques). Il existe aussi des projets de panneaux qui dirigeraient vers la terre l'énergie solaire ; de même, la plupart des satellites dans l'espace seront alimentés par des miroirs solaires.

La biotechnologie. Le contrôle des organismes par les manipulations génétiques. Nous sommes encore loin, techniquement et commercialement parlant, d'une « quatrième » révolution biotechnologique. La plupart des efforts poursuivis aujourd'hui dans ce domaine s'orientent vers l'agriculture (où la surabondance a freiné le travail) et vers la pharmacie. Les progrès en médecine sont indéniables. Au-delà se posent des questions plus difficiles sur les modifications génétiques (par exemple, les hormones de croissance), les identifications génétiques fœtales, les fécondations in vitro, le clonage...

5. La construction d'une station spatiale a été prévue par la NASA en 1993 ou 1994, pour un coût évalué à 8 milliards de dollars. Mais une étude achevée en 1987 indique que le coût serait probablement de 16 milliards de dollars. On ne sait pas si cela peut remettre en cause le calendrier prévu.

Les bombes à retardement : les régimes politiques et la démographie

Jusqu'ici, cette étude a essayé d'envisager (avec prudence) le côté positif, fondé sur les possibilités technologiques sous-jacentes. Cependant, leur réalisation peut être entravée par deux problèmes extrêmement difficiles à résoudre. La plupart des gens mettent l'accent sur les problèmes des ressources (alimentation, énergie, eau, métaux et minerais). Je pense qu'ils se trompent, comme j'essaierai de le montrer rapidement plus tard. Il y a cependant deux problèmes *structurels* qui constituent des bombes à retardement extrêmement menaçantes. La première est la structure politique ; la seconde, découle de la démographie. Les deux méritent qu'on s'y arrête.

Nous avons aujourd'hui une économie internationale, lourdement interdépendante et presque intégrée, reliée en « temps réel ». Avec quelques changements importants dans le domaine des transports, cette économie pourrait aussi être reliée physiquement. Considérons la possibilité d'un avion balistique supersonique. Aujourd'hui, le Concorde est limité dans ses possibilités de vitesse ; mais avec le développement d'un avion balistique, la durée du trajet de New York à Tokyo, ou de Londres à Tokyo, serait d'environ cinq heures, de Tokyo à Sydney de trois heures et celle de New York à Sydney de cinq heures. Le monde est sur le point d'être réuni par la communication, et peut-être par le transport. *Pourtant, tandis que l'économie internationale est de plus en plus intégrée, beaucoup d'Etats sont fragmentés.* Le processus est celui de l'accordéon, on s'étend et on se contracte à des moments diffé-

rents. En Belgique, la fragmentation est linguistique et nationale ; au Canada, elle est linguistique ; en Irlande, elle est religieuse ; en Espagne, elle se fonde sur des nationalismes locaux ; au Nigéria, elle est tribale. Les divisions suivent les « lignes de faille » historiques. Mais, parce que cela se produit dans beaucoup d'endroits différents, on est amené à soupçonner l'existence d'un problème structurel commun sous-jacent : *l'Etat-nation devient trop petit pour les grands problèmes de la vie, et trop grand pour les petits problèmes de la vie.*

Il est trop petit parce qu'il n'existe pas de mécanismes internationaux efficaces pour traiter les problèmes des mouvements de capitaux, les déséquilibres commerciaux, les pertes d'emplois et les différentes vagues démographiques qui vont déferler dans les vingt prochaines années.

Il est trop grand parce que le pouvoir concentré dans un centre politique national implique que ce centre devienne progressivement insensible à la variété et la diversité des besoins locaux, et que les centres locaux perdent la capacité de contrôler efficacement les ressources et de prendre leurs propres décisions.

En bref, l'échelle n'est pas adaptée.

Coup d'œil sur l'histoire. Quelle était la nature du New Deal de Franklin D. Roosevelt ? Pour certains, c'était du « socialisme rampant », pour d'autres du « capitalisme d'épargne ». En réalité, *il s'agissait d'une réponse à un changement d'échelle.* De 1900 à 1930, il y a eu un développement des entreprises nationales et des marchés nationaux. Mais le pouvoir économique et compensateur effectif est resté aux mains des Etats. Le New Deal a consisté à créer des mécanismes nationaux efficaces pour régler

les problèmes économiques nationaux : une Commission pour la Bourse et les valeurs, pour la régulation des marchés financiers ; un système de sécurité sociale nationale ; une aide fédérale pour l'assistance aux chômeurs.

De telles adaptations d'échelle n'existent pas aujourd'hui. En outre, étant donné la multiplication des souverainetés nationales à la suite de l'éclatement de l'ancien système colonial, cela n'est pas près de se produire. L'Organisation des Nations Unies est impuissante ; l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et l'Organisation Internationale du Travail le sont plus encore. En résumé, il n'existe pratiquement pas d'organisations internationales, économiques ou de coordination pour répondre au pouvoir économique international. Et l'État politique national devient de plus en plus incapable d'affronter ce genre de problèmes. *Ainsi, nous assistons à une intégration économique internationale et à une fragmentation politique nationale.*

J'ai laissé de côté beaucoup de choses : l'avenir des relations américano-soviétiques, les États-Unis et l'Amérique Latine, le Moyen Orient, l'Afrique, l'Afrique du Sud et la possibilité d'une explosion politique, la montée des tensions ethniques dans le monde, la prolifération des armements nucléaires... Cela suffit dites-vous. Mais permettez-moi de souligner la logique de ce que j'essaie de faire. Je ne tente pas de fournir une vision exhaustive de la société mondiale ; mon propos est d'identifier des cadres significatifs dans lesquels on puisse voir apparaître des changements *structurels* dans la société mondiale. Et la plupart des tensions que j'ai citées sont essentiellement politiques et relèvent d'un autre type d'analyse.

La population mondiale est d'environ cinq milliards d'habitants. Compte tenu des projections actuelles, elle pourrait doubler en quarante ans et passer à dix milliards. En l'an 2000, elle serait de six milliards. Pourra-t-on nourrir tous ces gens ? Y aura-t-il assez d'emplois ? C'est ainsi qu'en général on pose les questions. Je pense que ces estimations sont fausses et que les vraies questions sont ailleurs. Pour un grand nombre de raisons, ces projections ne se réaliseront pas : les taux de croissance de la population par exemple, sont déjà en train de diminuer et la question de la nourriture est mal posée.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problème. Au contraire, il existe plusieurs problèmes distincts, dont l'un constituera, effectivement, une bombe à retardement très menaçante dans les vingt années à venir.

Tout d'abord, nous devons séparer les chiffres. En Europe, la population diminuera probablement. C'est déjà le cas en Allemagne de l'Ouest et en Hongrie et cela arrivera bientôt dans d'autres pays. En Afrique, et dans une moindre mesure en Amérique Latine, les populations connaissent toujours une augmentation rapide. Dans ces pays, le problème vient moins du nombre total — en Afrique, la proportion de terres cultivables par rapport à la population est encore favorable — que de l'urbanisation.

Aussi, le problème essentiel est celui des mégalo-poles. Nous connaissons les énormes agglomérations urbaines de New York, de Tokyo-Yokohama et de Londres, qui regroupent chacune plus de vingt millions de personnes dans chaque zone. C'est dans les villes du Tiers-Monde qu'il risque d'y avoir des problèmes : Mexico, trente millions d'habi-

tants en l'an 2000 ; Shanghai, vingt-cinq millions ; Bombay et Djakarta, dix-sept millions chacune. Dans ces villes, les problèmes d'infrastructures et de services risquent d'être extrêmement graves, comme ils le sont aujourd'hui au Caire et à Calcutta.

Mais la principale bombe à retardement c'est *l'élargissement du fossé entre les classes d'âge, dans les différentes régions du monde*. Dans toute l'Afrique, la proportion des moins de quinze ans est de quarante à cinquante pour cent de la population. Dans presque toute l'Amérique latine — en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes — la proportion de jeunes est d'environ quarante pour cent. En Asie, elle est de trente à quarante pour cent, aux Etats-Unis et au Canada, de vingt-deux pour cent. En Europe, à l'exception de l'Irlande, la proportion est de vingt pour cent ou moins.

Ces déséquilibres signifient qu'au cours des vingt prochaines années, des vagues démographiques vont balayer le monde. Dans les pays où le déséquilibre est le plus important, la proportion de ceux qui vont entrer dans le monde du travail va plus que doubler.

Prenons l'exemple du Mexique. Aujourd'hui, le Mexique compte quatre-vingts millions d'habitants, dont quarante-deux pour cent ont moins de quinze ans. Qu'advient-il de ces jeunes ? Le chômage y est de vingt pour cent (y compris le sous-emploi). On ne peut y augmenter facilement les réserves de capitaux. Le pays a connu une inflation effrénée. Logiquement, les Américains n'ont que trois choses à faire s'ils veulent aider les Mexicains :

a) — leur donner de l'argent (du capital) — qu'ils ne peuvent absorber actuelle-

ment à cause d'une ancienne dette très importante ;

b) — leur acheter des biens — ce qui enlèverait des emplois aux Américains ;

c) — prendre une partie de leur population — ce qu'ils ont déjà fait dans une certaine mesure, même si beaucoup sont en situation clandestine.

Le Mexique n'est qu'un exemple d'un problème majeur dans le monde entier. Prenons un autre exemple : il y a moins d'un an, à cause d'une baisse de ses revenus tirés du pétrole, le Nigéria a expulsé entre cinq cent mille et un million de Ghanéens en quinze jours (personne n'a de chiffres exacts). Le monde y a attaché peu d'importance, mais la situation peut se répéter sans fin.

Dans le quart de siècle qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe a connu le même problème. Cependant, à cause d'une économie en expansion, les pays du Nord ont accueilli des travailleurs immigrés venus de Yougoslavie, de Turquie, de l'Italie du Sud et de Grèce. Aujourd'hui, certains pays essaient de renvoyer ces travailleurs ou leurs enfants, mais des groupes importants restent (comme les Turcs de Berlin, et de Munich). Les enfants nés en Allemagne de parents turcs et à qui l'on n'accorde pas la nationalité allemande sont aujourd'hui très vulnérables.

La partie européenne de l'Union soviétique connaît le même déclin de la croissance de sa population. Les régions d'Asie centrale sont loin devant, avec une augmentation de près de quatre pour cent par an. Elles sont en grande partie musulmanes. A la fin de ce siècle, la population russe sera sans doute une minorité en Union soviétique. Etant donné la répartition des âges, il est probable que trente-cinq pour cent de l'armée soviétique sera musulmane.

Les Soviétiques sont dans une mauvaise passe : ils ont le choix entre faire venir des populations d'Asie dans leurs territoires européens — ce qui est très difficile, à cause du manque de logements et de services, et, en outre, des perspectives de tensions ethniques de plus en plus nombreuses — ou donner les moyens nécessaires au développement des activités économiques en Asie, afin de fournir des emplois à la population jeune. Ceci exige une utilisation des ressources actuelles, mais risque d'entraîner la perte d'une partie du contrôle politique dans ces régions. Ce qui peut donner aux Soviétiques une raison pour se rapprocher de l'Allemagne.

Les ressources

Par ressources, j'entends la nourriture, l'eau, l'énergie, les métaux et les minerais, les forêts et les marécages, le problème de l'ozone. Contrairement à l'opinion répandue, il ne s'agit pas de questions essentielles ni même de contraintes majeures. Je vais être brutal et même péremptoire : toutes les estimations, celles du Club de Rome ou de Global 2000, sont fondées sur des projections qui exagèrent la demande et se trompent souvent complètement sur les approvisionnements.

Prenons un exemple révélateur de la logique et de ses insuffisances. Le Club de Rome a acquis la notoriété avec ses études sur les « limites à la croissance », en 1973, parce que leur publication a coïncidé avec le choc pétrolier et la peur de manquer de pétrole. Cependant, le cuivre avait été choisi en premier ; on en prédisait la disparition prochaine. Cependant, en quelques années, le prix du cuivre a doublé. Vu ce prix très élevé, Israël, le Panama et le Zaïre ont réouvert des mines fermées depuis longtemps (en

Israël, depuis l'époque du roi Salomon), et ils ont commencé à extraire, avec de nouvelles techniques, de grandes quantités d'un minerai de cuivre à basse teneur. En même temps, à cause de ce prix-là, les consommateurs se sont mis à remplacer les tubes de cuivre par des tubes de plastique et à trouver d'autres matériaux de substitution. Le prix du cuivre s'est effondré. Il y a quelques années, Sohio a acheté Kennicott Copper, et Arco a acheté Anaconda en pensant que le prix du cuivre pourrait remonter. Ils ont échoué. La raison : le remplacement du cuivre par les fibres optiques. Aujourd'hui, AT & T possède les plus grandes réserves de cuivres du monde. Arco et Sohio ont subi des pertes de plusieurs milliards de dollars. Et il y a actuellement des excédents de cuivre. L'Index du Fonds monétaire des prix des métaux était, en 1987 quarante pour cent inférieur à celui de 1980. C'est un conte moral.

La nourriture. Il y a dix ans, il n'existait que cinq grands exportateurs de céréales et de grains : les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine et un ou deux autres pays plus marginaux. Aujourd'hui, presque tous les pays au monde sont auto-suffisants et cherchent des marchés pour exporter. L'Inde en est l'exemple parfait. Le seul grand importateur de céréales est l'Union soviétique, et cela peut changer.

Le rapport Global 2000 concluait que la demande mondiale de nourriture augmenterait régulièrement pendant vingt ans, que la production de nourriture diminuerait dans les pays développés et que les prix doubleraient. C'était en 1980. Mais la production globale de nourriture a augmenté partout, en particulier aux Etats-Unis où les fermiers se sont lourdement endettés pour étendre

leurs superficies. Aujourd'hui, nous avons des excédents mondiaux.

Jusqu'au vingtième siècle, on enregistrait presque une famine par an, quelque part dans le monde. Aujourd'hui, les famines sont rares. Celle de l'Ethiopie et des régions environnantes est le résultat d'une combinaison de la sécheresse et de la destruction du système de petit stockage par les autorités politiques.

C'est la question clef dans presque tous les cas : les problèmes de nourriture sont politiques. En Ethiopie, Mengistu a détruit l'ancien système afin de réinstaller les populations ; une famine que l'on aurait dû pallier s'est étendue. La Birmanie, pays traditionnellement exportateur de riz, a dû en importer depuis la dictature militaire de Ne Win ; pourtant la topographie du pays est restée la même. Les régions céréalières d'Union soviétique sont géographiquement semblables à celle du Nord Dakota et du Saskatchewan ; les Américains ont des excédents, les Soviétiques importent. La raison (en dehors du climat) est que la collectivisation ne marche pas, et les Russes essaient lentement de sortir de cette impasse.

Si la famine n'est pas un « problème », la malnutrition, en revanche, en est sûrement un ; mais c'est le résultat de la pauvreté et des échecs de la croissance économique ; ces échecs sont politiques et culturels.

L'énergie. Nous ne savons pas si nous allons manquer de pétrole en 2013. Les projections actuelles indiquent qu'une crise pétrolière pourrait survenir au début des années 1990. Nous ne savons pas où il sera possible de s'en procurer, (argileux, géothermie). La question n'est d'ailleurs pas là. Une meilleure exploitation et une meilleure conservation ont permis d'utiliser plus efficacement l'énergie. En 2013, de nouvelles techno-

logies apparaîtront à l'horizon : les diodes émettrices de lumière qui remplaceront les ampoules électriques et les feux de circulation ; la supraconductivité, qui agrandira les grilles de puissance, sans doute dans des éoliennes et des panneaux solaires.

L'eau. Le problème est de plus en plus important, surtout aux Etats-Unis, mais c'est en grande partie un problème dû au gaspillage, à la mauvaise utilisation et à la pollution. A nouveau, il ne s'agit pas d'un problème de ressource, mais d'un problème économique et politique : la nécessité d'une meilleure utilisation des ressources rares.

En tenant compte de tous ces impondérables, peut-on faire le portrait complet et cohérent du monde en 2013 ? La réponse est non. Peut-on poser les principaux problèmes politiques ? Les plus évidents sont la démographie et les déséquilibres dans les classes d'âge. Le problème le plus diffus mais le plus grave sera la fragmentation politique. La suprématie du Pacifique est manifestement le changement structurel majeur dans les années qui viennent et il est d'une extraordinaire importance historique et économique.

Les Etats-Unis en 2013

L'esquisse du monde en 2013 nous permet déjà de voir les grandes lignes de l'image des Etats-Unis et leurs problèmes à cette époque. Ni autosuffisants, ni à l'abri des chocs qui se produisent dans la société mondiale, *en fait, les Etats-Unis sont encore plus vulnérables — et c'est le point de départ le plus évident.*

L'essentiel des profits des grandes sociétés dépendent des investissements et des ventes réalisés à l'étranger ; des capitaux étrangers très importants sont investis aux Etats-Unis, où ils sont mêlés de façon inextricable au capital national ; les marchés des capitaux sont internationaux ; de plus en plus d'entreprises américaines à l'étranger cessent d'être multinationales mais partagent les risques avec des sociétés étrangères. J'évoquerai rapidement cinq questions : le nouvel aspect de l'économie américaine (implicitement, l'endroit où les gens travailleront et le type de travail qu'ils feront) ; la structure administrative et de direction du système politique américain ; la démographie (essentiellement, le nouvel aspect de la société et le rôle d'une population vieillissante) ; la structure familiale ; et pour finir, une structure de classe à quatre niveaux.

La nouvelle économie

Géographiquement, l'économie des Etats-Unis est en train de se répartir sur les deux côtés. Les seize Etats côtiers comptent aujourd'hui quarante-deux pour cent de la population. Dans les années 80, cet ensemble représentait soixante-dix pour cent de la croissance des salaires et des revenus des sociétés. Ce cadre continuera : en réalité, les Etats du Middle West, à deux exceptions près, pourront être pris dans un mouvement économique à long terme et se retrouver dans le creux de la vague. Les raisons en sont évidentes : le déclin de la production industrielle traditionnelle, de l'agriculture et de l'énergie (Louisiane, Texas et Oklahoma).

Cependant, posons le problème en

termes plus historiques et géographiques. Historiquement, presque toutes les grandes villes ont été situées près de l'eau. L'eau a permis les transports lourds et a été à l'origine des routes qui ont contourné les montagnes et les collines (peut-on imaginer une grande ville qui ne soit pas située sur un océan, un lac ou un fleuve ?). La situation des villes dans la société industrielle était en effet déterminée par l'interaction des transports par eau et des ressources. Regardons la carte des Etats-Unis, et partons de la région industrielle des Grands Lacs — Supérieur, Huron, Michigan, Erié, Ontario — avec le Saint-Laurent qui s'en va vers l'Atlantique et, en dessous, l'Ohio qui coule vers le Mississipi.

Les ressources. Il y avait du minerai de fer dans la Mesabi Range, au-dessus du lac Supérieur, et du charbon au Sud de l'Illinois et à l'Ouest de la Pennsylvanie. La combinaison du minerai de fer et du charbon a donné l'acier, et la production automobile ; la fabrication de produits de caoutchouc et d'autres industries en ont découlé.

Le centre industriel des Etats-Unis est défini par les grandes villes de cette région : Chicago, Detroit, Cleveland, Buffalo, Pittsburg. Toutes sont menacées de déclin si elles ne réussissent pas à se transformer en centres financiers ou de haute technologie. Pittsburg s'en sort assez bien avec Carnegie-Mellon et son université. Chicago est un grand centre de transport. Detroit et Cleveland connaissent de vrais problèmes.

Regardons la situation des villes, des industries et des services. Les villes centrales existent pour des raisons de prestige et de statut, mais l'activité économique s'éloigne du centre. AT & T et IBM ont construit des immeubles très visibles à New York, mais IBM est encore en

grande partie concentré dans le comté de Wetchester et AT & T au nord du New Jersey. La plupart des cinq cents entreprises sélectionnées par *Fortune*, autrefois situées à New York, se sont aujourd'hui déplacées : General Electric, General Foods, Nabisco et American Airlines ne sont que quelques exemples. Les activités bancaires et financières se sont ressaisies.

Dans le Middle West, il y a eu deux exceptions spectaculaires à ce déclin. L'une d'elles est la région de Minneapolis-Saint-Paul, qui est devenue un centre de haute technologie et d'ordinateurs. L'autre est la bande de soixante kilomètres qui va de Detroit à Ann Arbor où, aujourd'hui, les deux tiers des robots et des outils assistés par ordinateurs sont fabriqués par de *petites* entreprises (deux mille ateliers) et où l'on trouve neuf écoles d'ingénieurs (avec cinq cents centres de recherche et de développement) etc.

Regardons les nouveaux modèles : la route 128, une route circulaire autour de Boston avec les nouvelles entreprises les plus importantes (Digital Equipment, Wang, Prime Computer, Data General) situées au bord, et les entreprises de logiciels toujours au centre, près des universités. Silicon Valley qui s'étend de San Francisco à San José. Dans le New Jersey, la route n° 1, de Newark à Trenton avec, au centre, Princeton, est la région qui connaît la croissance la plus rapide des Etats-Unis.

Dans la mesure où les nouvelles technologies de communication rendent l'interaction plus facile et moins coûteuse, nous assistons également à la disparition des modèles de travail existants (par exemple, davantage de gens travaillent à domicile à temps partiel, de nouveaux modèles de travail horaire). L'idée de

« travail artisanal » est trop réduite et trop simple.

En 1980, le recensement américain a donné une nouvelle définition de la zone métropolitaine : elle se caractérise non seulement par des agglomérations centrales, mais par des « tissus migratoires ». Les gens, en particulier ceux qui ont des enfants, vont s'installer encore plus loin pour avoir plus de place.

La Nouvelle Angleterre a été le modèle de la transition. Historiquement, c'était un centre de petites industries, fabriquant du textile et des chaussures, mais ces industries ont cessé. Aujourd'hui, la région est devenue un centre important de haute technologie. D'autres régions peuvent-elles faire la même chose ? Tout dépend de l'économie mondiale et de la stabilité politique internationale. Il y a d'énormes marchés pour les nouvelles technologies — ne serait-ce que « câbler » la plupart des nations. Mais qui peut dire qu'on retrouvera une stabilité politique au Moyen Orient, en Afrique ou en Amérique Latine ?

Il y a un point encore qu'il faut noter : la plupart des centres de haute technologie se développent près des universités : MIT-Harvard ; Stanford ; Princeton ; Ann Arbor ; Pittsburg-Carnegie-Mellon. La bonne santé et la vitalité de ces énormes centres de recherche universitaire, qui se multiplient aujourd'hui grâce au développement des sciences et de la biotechnologie, doivent retenir l'attention.

L'anachronisme administratif

La grande force des Etats-Unis, c'est leur stabilité politique. Les candidats battus aux élections ne prennent pas les armes ; l'armée ne dirige pas ; les prési-

dents changent. Les investisseurs étrangers, en particulier ceux d'Amérique latine ou du Moyen Orient, investissent aux Etats-Unis pour des raisons évidentes de sécurité et de stabilité.

Cependant, ainsi que je l'ai déjà évoqué, *l'Etat national est devenu trop important pour les petits problèmes de la vie*. Le New Deal était adapté à son époque. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une décentralisation efficace. Sans cela, en 2013, les Etats-Unis connaîtront un véritable désordre.

Les administrations qui se sont succédées de Nixon à Reagan ont parlé de rendre des fonctions aux Etats et aux Comtés. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Les Etats-Unis comptent cinquante Etats. Au Texas, la distance entre Brownsville au sud et Amarillo au nord-ouest, ou entre Amarillo et Texarkana, au nord-est, de l'autre côté de l'Etat, est la même qu'entre Bruxelles et Moscou ! Mais il y a aussi de petits Etats : le Delaware, Rhode Island, le Connecticut. La population de New York est supérieure à celle de la Suède, de la Norvège, du Danemark et de la Finlande réunis. Bientôt la population de la Californie sera plus importante que celle des trois pays du Benelux.

C'est théoriquement au niveau des Etats que s'exerce le contrôle des dépenses de santé, mais les complexes de soins se développent de part et d'autre de la frontière qui sépare par exemple la Georgie de la Caroline du Sud et ils sont obligés de respecter deux systèmes administratifs avec des politiques différentes. Dans de nombreux Etats, il existe jusqu'à quatorze échelons de direction, depuis le village jusqu'aux autorités de l'Etat, pour lesquels les électeurs doivent se prononcer. La région de New York compte plus de 1 400 gouvernements

locaux — villages, municipalités, parcs, zones d'épandage — dont chacun possède un certain degré de pouvoir administratif.

Les Etats-Unis comptent trois mille Comtés. La plupart de ceux du Middle West s'étendent sur une superficie de vingt-cinq miles carrés ; ainsi chacun pouvait se rendre au chef-lieu du comté, où se trouve le tribunal, en une journée de cheval. Aux Etats-Unis, il existe cinquante mille écoles de districts, dont beaucoup (à nouveau dans le Middle West) ont très peu d'élèves, et qui sont reliées à d'autres districts par transports scolaires en autocars. Pourtant, ces districts sont égaux en ce qui concerne les subventions gouvernementales.

Cependant fournir des services de façon efficace, être responsable de la diversité des besoins — depuis les soins aux personnes âgées concentrées dans certaines régions, jusqu'aux problèmes des minorités dans d'autres régions — devient de plus en plus difficile à maîtriser. Et les coûts s'élèvent de façon effrayante.

Il est bien évident que personne ne va supprimer la structure des Etats, et pour d'excellentes raisons tant traditionnelles qu'affectives. Cependant, il est nécessaire de mettre en place différentes formes d'organisation régionale ou de réunion d'Etats afin d'échapper à des structures trop rigides ou trop déséquilibrées.

La démographie

L'âge

Vingt-huit millions d'Américains ont soixante-cinq ans et plus, ce qui représente douze pour cent de la population. Vers 2020, il y aura environ 60 millions

de personnes âgées, soit vingt pour cent de la population. Non seulement il y aura plus d'Américains, mais il vivront évidemment plus longtemps. En 1960, une personne de 65 ans pouvait espérer vivre encore quelques années. Aujourd'hui, elle peut espérer vivre encore près de dix-sept ans. Vers 2013, en raison des incertitudes du progrès de la médecine, nous n'avons pas d'idée précise de ce que sera l'espérance de vie — mais il est évident que la longévité aura augmenté.

Un nouveau problème. Les personnes âgées de plus de quatre vingt-cinq ans ne représentent que neuf pour cent des personnes âgées. En 2013, elles pourront en représenter dix-sept pour cent ! Et nous verrons couramment des familles de quatre ou cinq générations !

Les conséquences de ces changements sont diverses. A une extrémité de l'échelle, l'augmentation de la dépendance chronique et du besoin de soins des personnes âgées, constitue un fardeau de plus en plus lourd sur les jeunes ; à l'autre extrémité le nombre de personnes qui travaillent augmente par rapport au nombre de retraités (de plus en plus de gens âgés travailleront, car le Congrès a supprimé l'âge limite obligatoire de la retraite à soixante-dix ans).

Les nouveaux immigrants et les nouvelles minorités

Les Etats-Unis ont toujours été un pays d'immigration. Aujourd'hui, l'origine change. La moitié de l'augmentation de la population viendra des immigrants. Etant donné les modifications de la législation, la majorité vient d'Amérique latine ; un nombre moindre, quoique important, vient d'Asie.

En 2013, la population blanche âgée représentera soixante-quatorze pour

cent de la population totale de 265 millions d'habitants. Les Noirs, avec 35 millions, représenteront treize pour cent ; les Hispaniques, avec 25 millions, environ dix pour cent. La fécondité des femmes d'origine hispanique, en tant que groupe, est soixante pour cent supérieure à la moyenne des Etats-Unis. Immigration et fécondité élevée font que la population d'origine hispanique a augmenté de quarante pour cent depuis 1970.

Soixante-dix pour cent des Hispaniques résident dans quatre Etats : la Californie, le Texas, l'Etat de New York et la Floride. Mais le terme « hispanique » est trop vague pour désigner une population composée principalement de trois groupes avec trois types de problèmes différents : les Américains-Mexicains, les Cubains, les Portoricains. Il y a aussi de plus petits groupes venant d'Haïti et d'Amérique centrale. Les trois quarts des Américains-Mexicains vivent en Californie et au Texas ; soixante pour cent des Cubains vivent en Floride et soixante pour cent des Portoricains vivent à New York et dans le New Jersey. Cette population est très jeune : l'âge moyen est de vingt-trois ans contre trente pour l'ensemble de la population des Etats-Unis, et a tendance à se marier plus jeunes. En 2010, la majorité de la population de Californie et du Texas sera probablement d'origine hispanique. Sauf pour les Cubains, le niveau d'éducation et de revenu des Hispaniques est très bas. Trente-cinq pour cent abandonnent leurs études au collège, et seulement trois pour cent ont une formation professionnelle.

Dans les villes, la composition de la population change rapidement : depuis 1960, la ville de New York a perdu 276 000 blancs non hispaniques. Dans la

Tableau 1. — Villes et populations minoritaires (1985)

(en millions)

	Population totale	Population minoritaire	% de population minoritaire
New York	7,3	4,0	55
Philadelphie	1,3	0,690	53
Baltimore	0,715	0,379	53
Chicago	3,08	1,875	61
Detroit	1,3	0,809	62
Cleveland	0,545	0,301	55

même période, elle a accueilli 415 000 Hispaniques et 145 000 Noirs.

Etant donné la concentration des jeunes chez les Noirs et les Hispaniques, le niveau relativement bas d'éducation (seulement neuf pour cent des Noirs et huit pour cent des Hispaniques ont un diplôme équivalent au brevet), l'éclatement des familles et le taux des naissances illégitimes, on voit la gravité des problèmes à venir.

La famille

Dramatique mais troublant. Les trente dernières années ont vu des changements extraordinaires dans les structures et les modèles de la famille. A quoi ressemblera la famille en 2013 ? Etant donné l'importance des changements qui se sont déjà produits, on ne peut que prédire leur poursuite. Regardons les statistiques.

En 1950, les hommes ayant un emploi, une femme et deux enfants représentaient soixante-dix pour cent de ceux qui

travaillaient. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que quinze pour cent. En 1950, vingt et un pour cent seulement des femmes mariées travaillaient. En 1980, ce chiffre est passé à cinquante pour cent. Les chiffres sont encore supérieurs pour les femmes mariées ayant des enfants : en 1979 (chiffres les plus récents) soixante pour cent des femmes mariées, ayant des enfants âgés de six à dix-sept ans, travaillaient.

L'instabilité de la famille contemporaine : il ne s'agit pas seulement du pourcentage de divorces mais de la façon dont ils ont lieu. Non seulement, des couples plus jeunes divorcent, mais ils le font plus tôt dans leur mariage.

Parmi les femmes d'une cinquantaine d'années, un quart des mariages ont été rompus quand les femmes avaient atteint quarante-trois ans. Parmi les femmes qui ont aujourd'hui la trentaine, un quart des mariages se sont terminés quand elles avaient vingt-neuf ans. Ainsi, de plus en plus d'enfants passent une partie de leur jeunesse dans des familles monoparentales, puis dans des familles « mixtes » avec un beau-père ou une belle-mère.

Qu'est-ce que cela annonce ? Cinquante-six pour cent des femmes âgées de trente-cinq à trente-neuf ans en 1985, prévoient que leur mariage aboutira à un divorce avant la fin de leur vie.

Naissances illégitimes. En 1984, des femmes non mariées ont donné naissance à 770 000 enfants, soit vingt et un pour cent de toutes les naissances de l'année. Parmi les Noires, le chiffre est de cinquante-huit pour cent.

Structure de la famille. Avec plus d'enfants qui naissent dans des couples non mariés ou dans des couples dissous quand les parents sont jeunes, cinquante pour cent des enfants noirs et quinze pour cent des enfants blancs vivent dans des familles sans père, et sont issus de couples non mariés ou dissous. Les enfants noirs de six ans passeront soixante pour cent de leur enfance avec un parent seulement (contre vingt-deux pour cent en 1970). L'enfant blanc de six ans passera trente pour cent de sa jeunesse dans une famille sans père, ou monoparentale (contre seulement huit pour cent du temps des Blancs qui ont aujourd'hui plus de trente ans).

La structure de classe à quatre niveaux

Que pouvons-nous dire de l'avenir ? Les ouvriers qui, aujourd'hui, représentent environ vingt pour cent de la force de travail et qui sont concentrés dans les usines, ne représenteront plus que dix pour cent en 2013 avec la baisse du nombre d'emplois industriels. Les classes en progression sont celles des cadres, des professionnels et des services — les services étant l'alimentation, le nettoyage, les services personnels (coiffeurs, etc.) et la sécurité — qui tous ensemble ont augmenté de cinquante pour cent en dix ans !

Etant donné les tendances économiques et technologiques, un autre point fondamental apparaît clairement : puisque nous sommes en train de devenir une économie de services, l'augmentation a lieu aux deux extrémités : les services spécialisés (financiers, de conception...), et les services décrits ci-dessus. La plus forte croissance sur le plan de l'emploi a eu lieu dans les petites et moyennes entreprises plutôt que dans les immenses sociétés, et cela va se poursuivre. (De

Tableau 2. — Nombre d'employés par secteur

	En millions	% de Noirs
Cadres supérieurs et professions libérales	22,6	5,7
Techniciens, commerçants, employés administratifs	30,8	8,0
Employés des services	13,6	17,5
Agriculteurs	3,0	7,7
Ouvriers qualifiés	13,5	7,2
Ouvriers	20,0	14,3
Chômeurs	8,0	20,0

Chiffres de 1980.

1970 à 1980, on a créé 14,3 millions de nouveaux emplois dans les services et il n'y a eu pratiquement aucune augmentation d'emploi industriel).

Pour dessiner un tableau plus précis, je propose un système à quatre niveaux :

a) une « classe moyenne supérieure » (*upper middle class*) composée de cadres supérieurs et de spécialistes, représentant environ vingt-cinq pour cent de la population ;

b) une classe moyenne (*middle class*) composée de techniciens, de cadres administratifs et d'ouvriers qualifiés représentant trente-cinq pour cent de la population ;

c) une classe de services (*service class*) représentant environ vingt-cinq pour cent de la population ;

d) une classe inférieure (*under class*) représentant quinze pour cent de la population, et comprenant des individus sans emploi stable, faisant des « petits boulots » et des travaux sans qualification.

Cette structure de classes révèle aussi des divisions raciales. La majeure partie de la classe des services et de la classe inférieure sera composée de Noirs et d'Hispaniques non cubains. Les concentrations dans certains Etats et dans des villes centrales créeront également un mélange explosif sur le plan politique.

Historiquement, la théorie politique a été fondée sur l'idée que « ceux qui ne possèdent rien » représenteraient la plus grande partie de la population et menaceraient « ceux qui possèdent ». La théorie marxiste a reprécisé cette notion, affirmant qu'il s'agirait d'une majorité de travailleurs issus de la classe la plus basse. Ces deux propositions sont fausses aujourd'hui. Mais le problème demeure. Nous aurons peut-être, professionnellement et psychologiquement, une majo-

rité de gens « qui possèdent ». Accepteront-ils de soutenir « ceux qui ne possèdent rien », en particulier ceux qui auront des problèmes de bien-être et de dépendance ? La classe ouvrière pourra disparaître en tant que groupe significatif, mais l'apparition d'une nouvelle classe, avec une classe inférieure, créera de nouvelles tensions.

La barrière est l'éducation. A nouveau, les Noirs et les Hispaniques sont désavantagés. On peut ouvrir une petite affaire de service (nettoyage, service à domicile, etc.) sans grande formation, mais même la direction d'une petite entreprise exige aujourd'hui qu'on puisse utiliser un certain nombre de machines. Les nombreux emplois nouveaux dans les services (par exemple dans les services de conceptions, ou ceux qui utilisent un ordinateur) sont sans aucun doute au-dessus de leurs compétences.

D'une façon générale, les tensions traditionnelles entre classes pourront être remplacées par des tensions raciales et ethniques. (Mais si les Noirs et les Hispaniques sont une minorité aux Etats-Unis, les Blancs sont une minorité dans le monde et cela aussi peut représenter un problème explosif.)

Sociologiquement, l'élément le plus significatif est l'éclatement de la notion de classe moyenne. Celle-ci a toujours été très vague, mais elle n'en possédait pas moins une réalité psychologique dans la définition que la plupart des Américains se donnaient d'eux-mêmes. L'éclatement de la famille traditionnelle a signifié que les revenus véritables de la classe moyenne ont changé de sens ; ces divergences vont continuer. Etre propriétaire de sa maison, point d'ancrage social le plus important des quarante dernières années, est devenu un but difficile à

atteindre. L'augmentation des prix des services, en particulier pour les femmes qui travaillent, soulève des questions sur ce qu'est le niveau de vie de la « classe moyenne ». Les identifications sociales et culturelles pourront devenir plus importantes que le statut de l'activité (sauf pour ceux qui seront au sommet de la structure à quatre niveaux) pour former la source de cohésion et d'identité psychologique.

Le changement social le plus important à cet égard est le nouveau rôle des femmes. Au niveau professionnel, les femmes sont davantage concentrées dans les professions de santé, d'éducation et dans la fonction publique que les hommes, et dans ces secteurs d'activités, l'emploi est hautement dépendant des fonds publics. La politique des générations devient plus importante : les personnes âgées forment maintenant un groupe dont la cohésion est de plus en plus grande et dont les intérêts sont à peu près intouchables. La mobilisation croissante des groupes minoritaires est encore plus certaine. Les problèmes régionaux vont devenir plus sensibles. L'importance conférée par la société aux barrières dans le domaine de l'éducation pourra faire naître des sentiments populistes. La réduction du secteur de la grande industrie et l'extension des petites entreprises accroîtront l'espoir d'indépendance de quantité de personnes, cependant, la brève existence d'un grand nombre de petites sociétés et le bouleversement des structures constituées intensifieront l'insécurité de l'emploi et des revenus.

La structure sociale traditionnelle des Etats-Unis est en train d'éclater et nous n'avons pratiquement pas d'état des lieux, et encore moins de guides pour l'avenir.

Conclusion

J'ai cherché à fournir quelques faits et certaines analyses. Je n'ai pas voulu imposer de solutions même si et certaines directions sont implicites à la formulation des problèmes.

La variable clef est *l'échelle*. Les sociétés marchent bien (dans des circonstances normales — pas comme au Moyen Orient sous l'emprise de passions irrationnelles) quand la taille des institutions est adaptée — en particulier, les institutions économiques et politiques. Elles sont de moins en moins en phase. Sur le plan international, nous avons besoin de créer de nouvelles institutions qui puissent rivaliser sur le plan politique avec la nouvelle échelle des activités économiques, à commencer par le système monétaire international. Sur le plan intérieur, nous avons besoin d'une meilleure définition du type d'activités gouvernementales et de ressources qui devraient être engagées — et à quels niveaux —, afin que le gouvernement devienne attentif aux services dont la population a besoin. Qu'est-ce qu'une fonction légitime de proximité ? Doit-on la confier à une entité plus grande ? Quantité de services, qui sont actuellement assurés par le gouvernement pour des raisons historiques ou politiques, peuvent certainement l'être avec de meilleurs résultats par le marché. Certaines activités du marché ont des effets qui débordent leur secteur et exigent un cadre gouvernemental plus efficace. Ce sont des problèmes qui demandent une habileté et une direction politiques.

J'ai peu parlé de l'Europe, de l'Afrique ou de l'Amérique Latine — ce qui peut faire penser que je les considère aujourd'hui comme hors de la scène de l'histoire. Nullement. En dehors des princi-

pales questions politiques, qui vont bien au-delà du cadre de cet article on peut imaginer que, pour un Nord-Américain (ainsi que pour les hommes d'autres régions du monde), la nature même des questions économiques structurelles peut entraîner un mouvement vers des économies *continentales* conçues comme de nouvelles unités de commerce et de gestion.

Prenons l'exemple du continent nord-américain : le Canada a des ressources (le bois, l'énergie, les métaux), les Etats-Unis la compétence technologique et la formation, et le Mexique la force de travail pour ce type de structure nouvelle. Prendre le continent comme une région économique commune ne résoudra certainement pas tous les problèmes, mais ce sera un départ — sans aucun doute préférable au protectionnisme. Pour le Canada, il y aura le risque d'une nouvelle érosion de l'identité nationale, puisqu'il s'agit d'un pays de quatre mille cinq cents kilomètres d'un océan à l'autre, sur seulement cent cinquante kilomètres du nord au sud. Une plus grande intégration économique avec les Etats-Unis pourra aussi conduire à une nouvelle forme de fragmentation : la Nouvelle Ecosse sera liée plus directement à Boston et à la région de la Nouvelle Angleterre, Toronto au Middle West, Vancouver et la Colombie Britannique à Seattle et à la région pacifique du nord-ouest. Sur la frontière sud, nous pourrions voir le Mexique déborder au sud de la Californie et au sud-ouest du Texas, créant peut-être, à cette occasion, des tensions entre les deux langues et les deux nationalités. Dans ce cas, comme dans de nombreux autres, la logique économique est remise en cause par la logique politique et culturelle.

La vision d'une Europe qui serait une

entité économique et culturelle unique est depuis longtemps le rêve de beaucoup — en particulier comme contre-poids économique et politique aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, ainsi qu'au Pacifique. Dans les institutions d'Europe occidentale et du Japon, les problèmes économiques ont été subordonnés aux problèmes militaires et de sécurité, car les deux régions ont été en grande partie sous la menace des armes soviétiques et sous la protection du bouclier américain. Si les tensions militaires et de sécurité devaient diminuer, les logiques de l'économie et de la culture auraient une plus grande liberté de manœuvre : la possibilité d'une communauté européenne pourrait devenir réalité en 2013.

Le régionalisme a également été l'espoir de nombreux Latino-américains, espoir remis en question par l'échec argentin d'un côté, et par le déséquilibre brésilien de l'autre. Mais ces espoirs se sont également embourbés dans les tensions politiques, l'extrême pauvreté et la pression des populations (sauf en Argentine), qui ont menacé de bouleverser ce continent pour les vingt-cinq années à venir.

Si l'échelle est notre variable clef, son aspect politique et social est ce qui nous éloigne du gigantisme et de la bureaucratie. S'il existe un consensus dans les sociétés occidentales, c'est sur l'idée que le choix de l'individu et de la collectivité locale sur le plus grand nombre de sujets possibles est une valeur souhaitable. C'est le fondement de la réaction à la planification centralisée ou au *dirigisme* des pays socialistes, ainsi que de la réaction aux programmes d'Etat et à la bureaucratie gérant la sécurité de la population dans les pays démocratiques. L'économie privée et les dispositions nécessaires pour que les communautés puissent prendre leurs propres décisions

en matière de sécurité et de besoins sociaux, vont en réalité de pair, bien que l'une soit considérée comme conservatrice et les autres comme socialistes.

Quant à savoir si l'on peut faire craquer les bureaucraties encroûtées — la planification centralisée dans le système politique soviétique et l'organisation administrative dans le système politique américain — c'est une autre question. La nature des nouvelles technologies de production favorise une nouvelle sorte d'artisans — l'entrepreneur qui exploite des niches technologiques ou des marchés spécialisés. Le système constitutionnel américain, qui protège la liberté, est en lui-même un mécanisme de changement.

Quand on repense aux prédictions de nos téméraires ancêtres — l'optimisme eschatologique de Marx, les prophéties raciales de Gobineau et de Houston

Steward Chamberlain, les impitoyables prédictions de la géopolitique de Karl Haushofer — on se souvient non seulement de la contingence des événements créés par des personnalités et des idées puissantes, mais aussi de la force des espoirs quand de nouvelles élites renforcent leurs pouvoirs et leurs privilèges en frustrant ceux qui rêvent de créer des sociétés plus justes et plus équitables. Un effort rigoureux pour identifier les changements structurels — devant le poids écrasant des impondérables politiques et culturels, sans parler des vagues irrationnelles de haine et de colère — conduit à l'idée de réaliser la futilité de tels efforts « rationnels ». C'est un peu comme de tenir une chandelle dans un ouragan afin de voir s'il existe des chemins où continuer d'avancer. Mais si l'on ne peut même pas allumer et tenir une chandelle, alors il n'y a plus devant nous que les ténèbres.

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Revue éditée par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

42^e ANNÉE

N° 1

JANVIER-MARS 1988

- Les politiques du temps de travail.
Giovanni GASPARINI.
- Les stratégies syndicales vis à vis du temps de travail.
Anne AUTRAND.
- Les fonctions sociales du temps de travail diversifié.
William GROSSIN.
- Deux ou trois enfants : les nouveaux arbitrages des femmes.
Christine CASTELAIN-MEUNIER et Jeanne FAGNANI.
- Les femmes et le pouvoir dans les entreprises.
Hélène Y. MEYNAUD.
- Débats sur la réforme de l'assurance vieillesse.
Françoise BENHAMOU.
- Pour une nouvelle approche des toxicomanies chez les jeunes.
Hubert FLAVIGNY.
- La représentation des jeunes dans l'entreprise en Allemagne Fédérale.
Francis KESSLER.

Abonnements : 4 numéros trimestriels + 1 numéro hors série

France : 300 F - Autres pays en \$ US : 75

S.P.P.I.F. - B.P. 22 - 41353 VINEUIL - Tél. : 54.78.77.41

Prix du numéro : 75 F

Principaux points de vente à Paris :

FNAC (Montparnasse et Forum), **GIBERT** (26, bd St-Michel), **PUF** (49, bd St-Michel), **Sciences Politiques** (30, rue St-Guillaume), **DUNOD** (30, rue St-Sulpice), **LGDJ** (20, rue Soufflot), **DALLOZ** (11, rue Soufflot).

Change-t-on d'avis en vieillissant ?

Michel Grignon ¹

Augmentation de l'espérance de vie, chute de la fécondité : nos sociétés vieillissent, ce qui se traduit par l'accroissement de la part des personnes âgées dans l'ensemble de nos populations, mais aussi par un vieillissement à tous les âges, et donc une élévation de l'âge moyen de chaque génération.

Ce vieillissement entraînera-t-il d'importants changements en termes de valeurs et de comportements ? Nombreux sont ceux qui dénoncent le risque de voir nos sociétés, en vieillissant, se recroqueviller sur elles-mêmes et adopter des positions conservatrices frileuses d'autant plus préoccupantes qu'il est plus que jamais nécessaire de faire preuve de capacités d'adaptation et d'innovation.

L'étude du Crédoc sur « Les effets du vieillissement sur les opinions et les attitudes » dont M. Grignon dégage ici les principales conclusions, est de confronter ces descriptions du vieillissement aux résultats de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations des Français » afin de déterminer ce que pourrait être l'opinion du troisième âge.

Les résultats en sont contrastés. Si on observe bien une augmentation des opinions traditionnelles et plutôt conservatrices avec le vieillissement, si par ailleurs la crainte devant certains risques s'amplifie avec l'âge, on s'aperçoit également qu'il n'y a pas d'âge fatidique à partir duquel les opinions basculent. Ce n'est que progressivement qu'elles évoluent et de façons différentes selon les thèmes. De plus, des indices permettent de penser que les personnes âgées de demain n'auront pas forcément des avis semblables à ceux de leurs aînés.

1. Chercheur au Crédoc jusqu'en septembre 1987, Michel Grignon fait aujourd'hui partie de la branche « Recherches et Prévisions » de la Caisse Nationale des Allocations familiales. Ce texte a été initialement publié dans *Consommation et Modes de Vie*, Chroniques du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie), n° 28, avril 1988.

Conservatisme et pessimisme ne sont pas l'apanage des personnes âgées

Contrairement à l'idée générale, les opinions des plus âgés ne sont pas toujours en opposition avec celles des plus jeunes, et l'équation souvent menée entre âge élevé et conservatisme est loin d'être une règle.

Les personnes âgées parfois proches des jeunes

Les jugements sur l'évolution du niveau de vie des retraités depuis 10 ans rapprochent les moins de 35 ans des plus de 60 ans, pessimistes à 60 %, et les opposent aux 35-55 ans, majoritairement optimistes.

De même, le pourcentage des partisans de la transformation de la société est comparable chez les 18-20 ans (73,7 %) et chez les 61-65 ans (69,4 %).

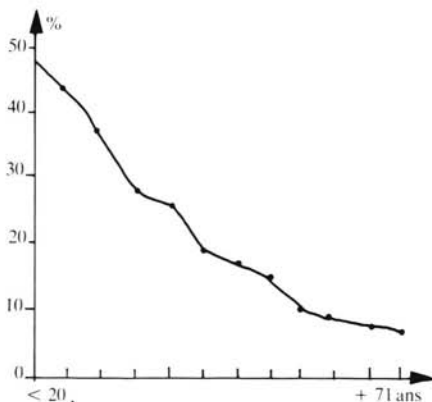
Glissement progressif vers la vieillesse

Sur les thèmes où les plus âgés sont les plus pessimistes, il y a souvent progression continue et non pas rupture nette entre les personnes âgées et les autres. Par exemple, les prévisions sur les conditions de vie dans les 5 ans à venir sont toujours plus sombres à mesure que l'âge augmente : la part d'opinions optimistes tombe assez régulièrement de 49 % entre 18 et 20 ans à 7 % après 71 ans (graphique 1).

Contrairement à une idée très répandue, les déclarations de petite pathologie ressentie montrent, elles aussi, qu'il n'y a pas toujours rupture entre les jeunes et les plus âgés. D'une part, les personnes âgées ne déclarent pas plus que les jeunes souffrir de « petite pathologie ». D'autre part, l'évolution avec l'âge de

Graphique 1 — Le pessimisme à court terme croît avec l'âge

(Pourcentage d'individus déclarant que les conditions de vie seront un peu ou beaucoup mieux dans les cinq ans à venir.)

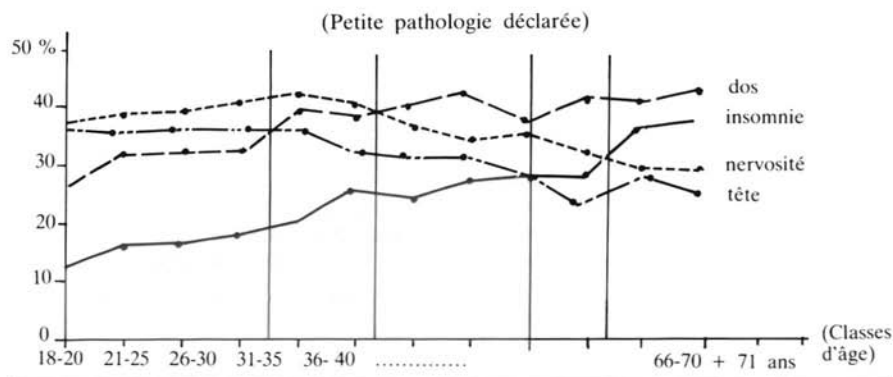


Source : Crédoc.

cette pathologie est très progressive. Schématiquement, mis à part l'« état dépressif » qui concerne environ 13 % de toutes les classes d'âge, on peut noter un double effet de chassé-croisé : le mal au dos supplante le mal de tête chez les personnes âgées, et l'insomnie est l'équivalent chez les vieux de la nervosité des jeunes (graphique 2).

Les ruptures dans l'opinion se font à des âges différents selon les thèmes. Lorsqu'il y a coupure entre l'opinion des classes âgées et celle des plus jeunes, elle ne se situe pas à un âge déterminé, mais varie en fonction de la question posée. Ainsi, les enquêtés de moins de 50 ans sont toujours plus optimistes (de 7 à 12 points) sur leur niveau de vie personnel que sur celui des Français en général. Les plus de 55 ans au contraire sont nettement plus

Graphique 2 — Des jeunes nerveux aux vieux insomniaques



optimistes pour le niveau de vie des autres que pour le leur. Il y aurait là une frontière de la population âgée autour de 50-55 ans.

Mais au sujet de la santé, la coupure se fait plutôt à 45 ans : les classes d'âge plus jeunes sont satisfaites de leur santé à 90 %. Après 45 ans, le taux de satisfaction n'est que de 80 %.

Enfin, à propos des efforts financiers en direction des personnes âgées, la frontière est double : autour de 35 ans, la part de ceux qui trouvent ces efforts insuffisants passe de 20 à 27 %, puis à 65 ans, elle passe de 27 à 32 % (tableau 1). En quelque sorte, si frontière il y a, elle est alors à géométrie variable selon les thèmes, et il n'existe pas d'âge frontière au-delà duquel on adopte une opinion de « vieux ». Cette relativité de l'âge ruine en grande partie les raisonnements mécanistes qui identifient le poids des opinions conservatrices à la part des plus de 60 ans dans la population. Du reste, dans le domaine des retraites, on assiste à un effet semblable de la relativité de l'âge : en envisageant d'élever l'âge minimum

de la retraite de 60 à 65 ans, voire 70 ans, ne repousse-t-on pas la frontière de la population réputée âgée ?

Tableau 1 — 35 ans, 65 ans, les deux rapprochements vers le 3^e âge

(Pourcentage de réponses : « Les efforts financiers en direction des personnes âgées sont insuffisants ».)

Classes d'âge	%
18-20 ans	15,6
21-25 ans	20,3
26-30 ans	21,9
31-35 ans	22,1
36-40 ans	27,0
41-45 ans	26,4
46-50 ans	24,8
51-55 ans	24,0
56-60 ans	27,2
61-65 ans	26,7
66-70 ans	31,4
71 ans et plus	32,3

Source : Crédoc.

Poids du passé et vieillissement individuel

Si l'augmentation de l'âge minimum des retraités a été évoquée pour résoudre le problème du financement de leurs prestations, c'est aussi parce que les générations qui arriveront à 60 ans dans le futur seront plus en état de travailler que ne l'étaient celles du passé. On suppose que l'on sera à l'avenir moins vieux biologiquement à 60 ans qu'on ne l'est aujourd'hui au même âge.

Ces changements d'une génération à l'autre se retrouvent sur le plan des opinions, et les différences entre classes d'âge peuvent tenir aussi bien à un effet de génération (poids du passé) qu'à l'effet cycle de vie (vieillissement individuel). L'opinion sur le niveau de vie dans les cinq ans à venir est l'exemple parfait d'un effet de génération : ce ne sont pas les individus qui changent d'avis en vieillissant, puisque la part des optimistes dans chaque génération est à peu près stable de 1978 à 1985. En revanche, les générations plus jeunes (nées entre 1925 et 1936) sont toujours plus optimistes que les plus âgées (nées entre 1907 et 1918) (tableau 2).

L'opinion sur le niveau de vie des retraités est au contraire bien marquée par un effet de cycle de vie : quelle que soit la génération, le passage à 60 ans marque une croissance du pessimisme (tableau 3).

Ces quelques résultats montrent bien que l'opinion du troisième âge résulte autant de son passé historique que du vieillissement physiologique des indivi-

du. Et les soixante dix années à venir n'ont donc aucune raison de « produire » le même troisième âge. Ainsi, la simple croissance de la part des personnes âgées dans la population n'autorise pas à prédire l'opinion dominante future de cette population.

Tableau 2 — Pessimisme : un effet de génération pour l'évolution des conditions de vie...

(Pourcentage « mieux » et « beaucoup mieux » à la question sur l'évolution des conditions de vie dans les cinq ans à venir.)

Génération	1978	1985	Δ
1931-36	16,4	15,8	- 0,6
1925-30	17,0	13,4	- 3,6
1919-24	11,5	9,0	- 2,5
1913-18	8,4	6,2	- 2,2
1907-12	8,1	7,7	- 0,4

Source : Crédoc.

Tableau 3 — ... Un effet de cycle de vie pour le niveau de vie des retraités

(Opinions sur le niveau de vie des retraités depuis 10 ans : % de réponses « moins bien » et « beaucoup moins bien ».)

Génération	1978	1985	Δ
1931-36	21,3	27,7	+ 6,4
1925-30	24,7	33,4	+ 8,7
1919-24	25,0	41,9	+ 16,9
1913-18	28,5	34,4	+ 5,9
1907-12	31,2	34,5	+ 3,3

Source : Crédoc.

Actualités prospectives

Idées et faits porteurs d'avenir

Pétro-choc 2000

Plusieurs scénarios ont été élaborés par la Direction française des Hydrocarbures sur l'évolution du prix du pétrole à l'orée du troisième millénaire. Parmi eux, un troisième choc pétrolier a été envisagé : l'une de ses variantes aboutirait rapidement à réserver exclusivement le pétrole à ses usages les plus spécifiques d'où la perte de son rôle d'énergie directrice au plan international.

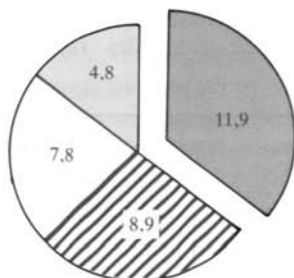
« L'industrie pétrolière en 1986 », DGEMP et Direction des Hydrocarbures, Ministère de l'Industrie, des P et T et du tourisme (France).

Europe 1992 : l'automobile

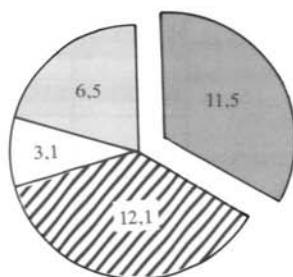
L'achèvement du marché intérieur de la Communauté Européenne est l'objectif prioritaire que les Etats-membres ont assigné à la Commission en ratifiant l'Acte unique en Juillet 1987.

Ce programme ambitieux vise à supprimer, au cours des cinq années à venir, les derniers obstacles (physiques, techniques, fiscaux, administratifs) à la libre circulation des biens et services à l'intérieur de la CEE. Le but recherché est de renforcer la compétitivité globale de l'industrie européenne, tout en supprimant certains coûts, évalués par la Commission à 90 milliards de francs par an, tels que les frais résultant de contrôles

Production de voitures en 1986
(en millions de véhicules)



Immatriculations en 1986
(en millions de véhicules)



Europe Ouest	Japon
Amérique Nord	Reste monde

Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Graphique CPE.

douaniers ou de protections nationales spécifiques.

Pour faire la part des choses entre l'incantation mythique et l'ordre de mobilisation générale que suscite cette nouvelle étape de la marche européenne, nous analyserons le cas du marché de l'automobile, en raison de son importance et de sa forte intégration dans l'économie européenne.

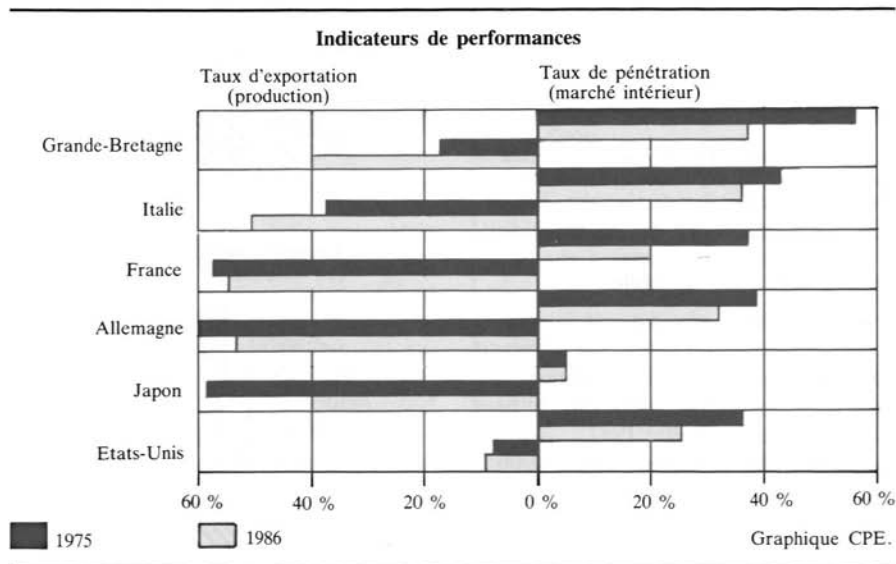
Un marché mondial qui se conjugue désormais à trois

Deux faits majeurs sont intervenus au cours des quinze dernières années :
— une modification des rapports de

force entre l'Europe, développant ses implantations sur certains marchés tiers (Espagne, Brésil, pays de l'Est) et les États-Unis, se repliant sur le marché d'Amérique du Nord,

— la percée spectaculaire de l'industrie japonaise tant sur le marché intérieur américain (contingenté à 18 % depuis 1981) que sur celui des 17 pays de l'Europe de l'Ouest (pénétré à 17 % en 1986).

Depuis 1975, la production de voitures japonaises a progressé à un rythme particulièrement soutenu : + 5 % l'an en nombre de véhicules contre + 1,5 % en Europe et + 1,2 % en Amérique du Nord.



Comme dans le même temps, l'Europe a connu, par rapport à l'Amérique du Nord et au Japon, l'accroissement le plus sensible des immatriculations annuelles (3,3 millions de voitures supplémentaires

en 1986 par rapport à 1975), l'effet d'entraînement sur la production de la zone n'a été que de 1,8 million de véhicules, le reste, 45 %, bénéficiant pour l'essentiel à l'offre nipponne.

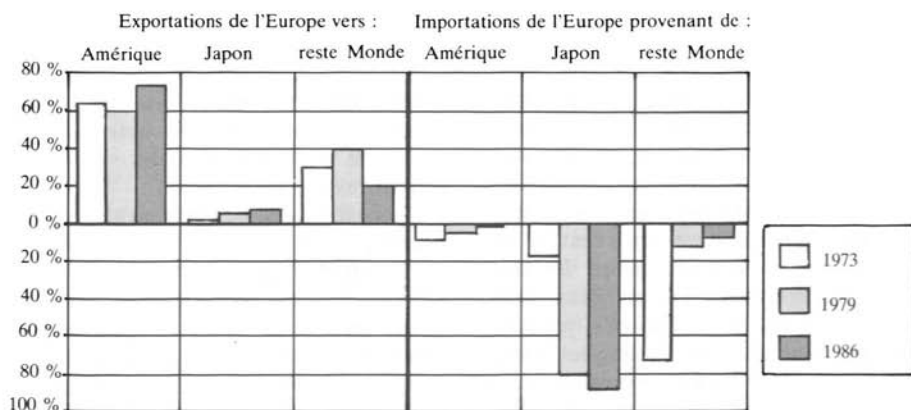
Les échanges intra-communautaires représentent, en 1987, environ 40 % du commerce mondial de l'automobile

L'internationalisation du marché de l'automobile se traduit en particulier par un commerce de plus en plus intégré entre les 17 pays de l'Europe de l'Ouest : rapportées au total des exportations de ces pays en produits de la branche automobile, les ventes intra-zone sont pas-

sées de 66,4 % en 1973 à 70,4 % en 1986. Pour les seuls composants de voitures, les échanges intra-européens sont passés de 70 % à 74 % dans le même temps.

En ce qui concerne les échanges de voitures avec le reste du monde, l'Europe de l'Ouest vend essentiellement en Amérique du Nord (74 % en 1986) et achète de plus en plus au Japon (89 % en 1986 contre seulement 19 % en 1973).

Echanges d'automobiles de l'Europe de l'Ouest
(en % du total des ventes ou des achats avec le reste du monde)



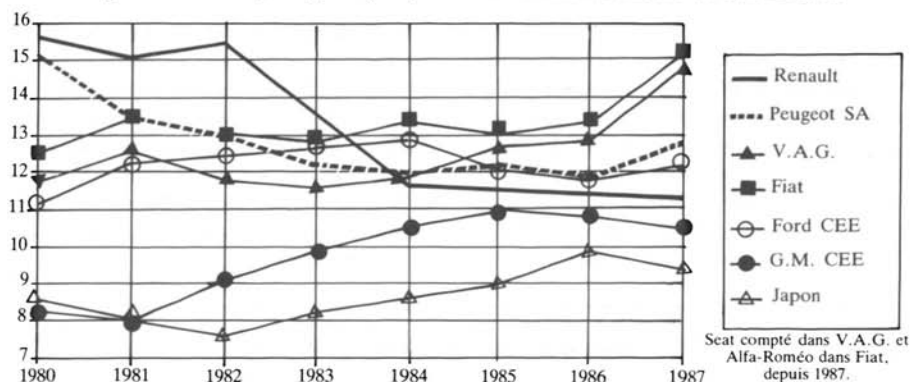
Relativement efficace, le système défensif de la CEE devra s'adapter

A l'entrée de la Communauté, l'avantage prix hors taxes des voitures japonaises, de l'ordre de 20 % en 1986, n'est pas compensé par un droit de douane qui ne s'élève qu'à 10,4 %. Cela a conduit

certains Etats-membres à prendre des mesures de limitation à l'importation nipponne (moins de 1 % du marché en Espagne et en Italie, 3 % en France) alors que le taux de pénétration a atteint en moyenne 9,8 % dans la CEE en 1986 et 15,4 % en RFA.

La suppression de ces quotas en 1992,

Taux de pénétration des principaux groupes sur le marché automobile de la CEE à 12



Source : D.G.I.

Graphique CPE.

sans l'instauration d'une politique commerciale communautaire en mesure de contenir cette pénétration, menacerait la plupart des constructeurs généralistes européens et, en premier lieu, Fiat et Renault qui réalisent plus des 3/4 de leurs ventes européennes sur les trois marchés fermés à l'importation japonaise ainsi que PSA, concerné pour 2/3 de ses ventes. Cette politique devrait également aborder la question des véhicules hybrides, partiellement fabriqués en Europe ou résultant d'accords de coopération bilatéraux entre constructeurs européens et japonais par exemple. En matière de décloisonnement technique, l'Acte unique limite l'harmonisation aux exigences essentielles relatives à la santé et à la sécurité.

Dans le domaine automobile, le rapprochement des réglementations est déjà bien avancé. Reste à régler la question, mise en chantier en 1970, de l'homologation européenne des véhicules : après l'adoption de 42 directives techniques

d'application sur 45, le principe de la réception communautaire bute sur le problème de l'admission des véhicules originaires des pays tiers.

L'élaboration des récentes normes européennes, en matière de pollution, a montré la difficulté de concilier des intérêts divergents entre constructeurs qui ont choisi différentes voies de développement (pot catalytique, système Pulsair, mélange pauvre, carburation pilotée par calculateur). En l'absence de spécifications européennes, c'est le principe de la reconnaissance mutuelle des règles nationales qui prévaudra.

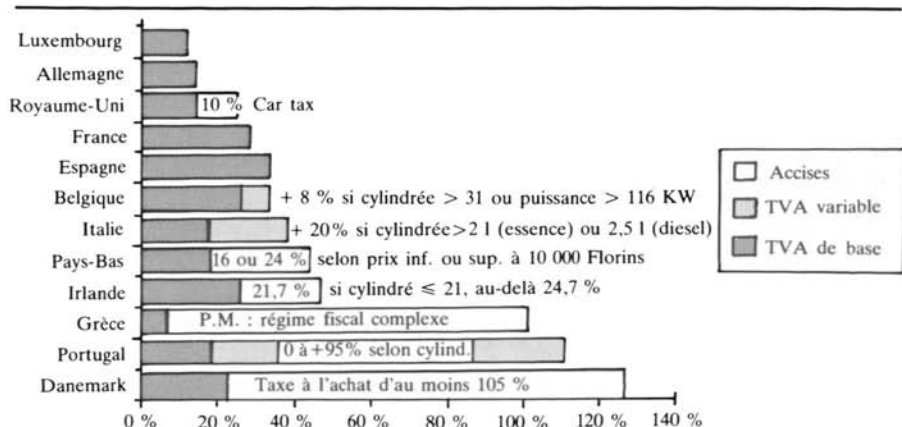
Enfin, le rapprochement des fiscalités applicables aux ventes de voitures neuves est à l'évidence la tâche la plus difficile à réaliser.

En effet, chaque Etat-membre de la CEE est, jusqu'à présent, resté maître de ses mesures fiscales et, d'ici à 1992, toute harmonisation dans ce domaine reste soumise à la règle de l'unanimité.

L'éventail très ouvert des taux actuels de

TVA et de taxes diverses applicables à l'achat de voitures dans les douze pays de la CEE est éloquent :

Outre le cas de certains droits d'accises (carburants, alcools, tabacs), l'exercice visant à l'harmonisation fiscale (engagé



Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles.

Graphique CPE.

par la CEE) porte essentiellement sur la TVA, alors que, pour l'automobile, la dispersion la plus grande s'observe sur les autres taxes à l'achat de voitures : la Commission préconise un taux normal de TVA, compris entre 14 et 20 % qui devrait, selon elle, supprimer les transferts de ventes entre Etats-membres, contre l'avis de certains pays, dont la France, qui considèrent cette fourchette de 6 points comme trop grande pour éliminer de tels risques.

En conclusion, les six grands constructeurs automobile de la CEE (y compris Ford et General Motors) détiennent 77 % du marché oligopolistique européen en 1987, avec des parts comprises entre 11 et 15 %, face à une menace japonaise contenu à 9,4 % alors qu'elle s'élève à 17 % dans l'Europe de l'Ouest élargie à 17 pays.

La suppression des dernières frontières

intérieures de la CEE doit, avant tout, renforcer la compétitivité globale de l'industrie européenne et non pas être un avantage supplémentaire donné aux constructeurs extra-européens. L'avertissement du PDG de Peugeot SA est clair : « Il n'est pas concevable que le grand marché intérieur se fasse sur les ruines de Volkswagen, de Fiat, de Renault et de Peugeot ». La CEE doit donc être à même de définir sans ambiguïté et de mettre en œuvre une politique vis-à-vis des pays tiers, avant tout commerciale, mais aussi industrielle afin de dynamiser d'ici à 1992 les structures du secteur automobile, des constructeurs aux équipementiers, face à l'offensive asiatique.

Bruno Pralat

CPE Bulletin, n° 45.

La flexibilité de l'emploi

Après la faillite, largement admise, des modèles d'économie dirigiste et du libéralisme sauvage, est-ce du côté des sociétés animales, et en particulier du modèle d'organisation que constitue la société des fourmis, qu'il faudra désormais chercher les solutions à la crise qui affecte notre système de production et notre société ?

La question est plus sérieuse qu'il y paraît à première vue. Le très officiel laboratoire d'éthologie et de sociobiologie de l'université de Paris 13 poursuit en effet des recherches qui révolutionnent notre vision traditionnelle de l'organisation sociale très complexe et de la division du travail poussée à l'extrême, que l'on croyait totalement rigide chez les fourmis. On décrivait souvent la fourmilière comme un modèle d'efficacité, qui préfigurait dans le monde animal l'organisation taylorienne du travail, fleuron le plus achevé de la société industrielle triomphante. On a pu y voir aussi la préfiguration d'organisations totalement figées, abolissant toute marge d'autonomie individuelle. Les images du film *Métropolis* de Fritz Lang : ces longues files d'hommes-insectes s'enfonçant pesamment dans les entrailles de la terre-usine, rouages d'écervelés au service d'une société totalitaire, sont encore dans nos mémoires.

La crise économique a mis à l'ordre du jour le thème de la flexibilité de l'emploi, permettant à des travailleurs, que leur éducation initiale préparera à se former tout au long de leur vie professionnelle, de s'adapter à l'évolution des techniques et aux nouveaux métiers qu'elles génèrent. La flexibilité apparaît comme la clé de la société de communication qui se construit sous nos yeux, comme l'organisation scientifique du travail était la clé de la société industrielle triomphante.

Cette rupture avec les formes d'organisation du travail figées semble nous éloigner définitivement du modèle de la fourmilière. Or, c'est précisément un modèle de société où les individus se révèlent adaptables que les travaux de l'équipe de Paris 13 décrivent chez les fourmis.

Certes, la structure sociale des fourmis est très poussée :

- quelques individus sexués, mâles et femelles, assurent la reproduction de l'espèce,
- les ouvrières, femelles stériles, se partagent les autres tâches : élevage du couvain, approvisionnement en nourriture, entretien du nid, défense,
- 40 % des fourmis restent inactives (dont les mâles).

Ces fonctions apparaissent réparties en fonction de différences observables d'âge (comme chez les abeilles) et de morphologie (taille, mandibules) qui constituent des castes. Mais non seulement les individus savent pratiquement tout faire au début, avant de se spécialiser, lorsque s'organise la colonie lors de la fondation d'une nouvelle colonie ; mais une plasticité, une variabilité du comportement individuel se révèle en cas de besoin, permettant la constitution de groupes fonctionnels, de « castes comportementales ».

Dans une colonie qui se crée par essaimage, ou à partir d'une femelle, on constate que les individus se répartissent très vite (avant la dixième ouvrière) en groupes fonctionnels.

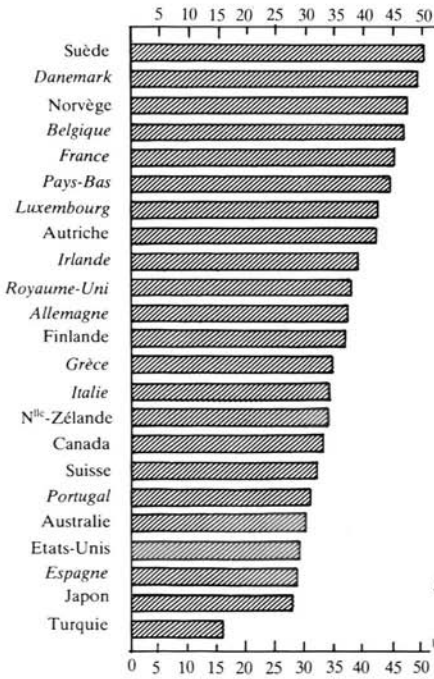
Dans une colonie encore immature, les jeunes ouvrières n'en apparaissent pas moins comme des généralistes qui participent à toutes les tâches. C'est dans les sociétés matures que les tâches se spécialisent véritablement et que la division du travail s'établit en fonction de l'âge. Mais une plasticité comportementale subsiste toujours : si on supprime un groupe fonctionnel, il peut se régénérer, notamment à partir d'ouvrières peu actives.

C'est donc un modèle naturel d'auto-organisation sociale et d'adaptabilité que nous présentent les fourmis qui nous renvoient ainsi à nos propres problèmes de société !

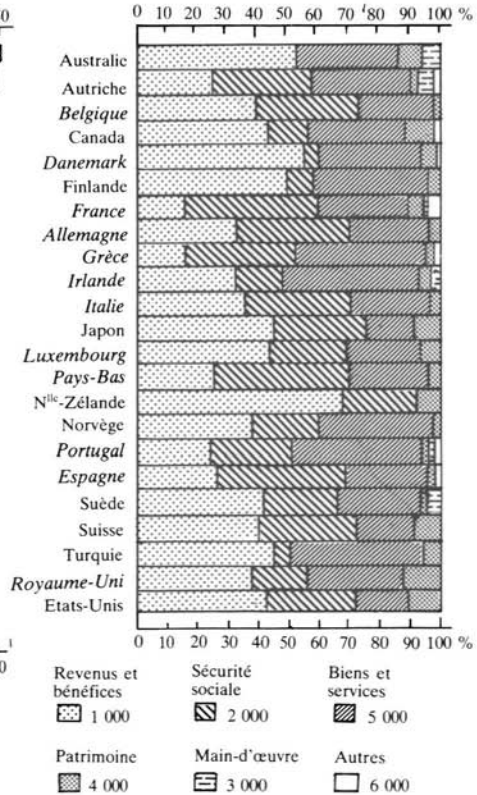
Michel Gault

Les prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE

Prélèvements obligatoires en % du PNB
1985



Prélèvements obligatoires : répartition par nature
en % de l'ensemble des prélèvements, 1985



Source : OCDE.

Agriculture-alimentation en URSS

Les autorités centrales soviétiques ont adopté une série de mesures pour promouvoir les « activités agricoles auxiliaires ». La superficie des parcelles pri-

vées et l'effectif de cheptel autorisé pour les travailleurs ruraux ont été augmentés et, pour répondre aux nombreuses demandes des citadins, de nouvelles parcelles ont été dégagées pour de telles activités. Les sociétés industrielles ont

été encouragées à accroître leurs activités agricoles auxiliaires et des mesures ont été prises pour améliorer les structures de vente et de commercialisation de ces produits.

Toutes ces mesures sont destinées à stimuler l'autonomie collective de la population en matière de production alimentaire. Actuellement, les kolkhozes et les sovkhos assurent plus de 75 % de la production agricole. Les parcelles privées fournissent 60 % de la production de pommes de terre, 32 % des légumes, 29 % du lait et de la viande et 30 % des œufs. Environ 80 et 25 %, respectivement, de la population rurale et urbaine se livrent à ce type de production agricole auxiliaire, soit au total plus de 150 millions de personnes. Cette production a plusieurs fonctions importantes :

- accroître l'autosuffisance alimentaire (laquelle atteint 90 % de la consommation pour la population rurale) ;
- augmenter les gains des travailleurs ruraux et réduire ainsi les écarts de rémunération entre les travailleurs ruraux et urbains ;
- assurer une source précieuse d'approvisionnement alimentaire pour l'ensemble de la population ;
- offrir des loisirs productifs à certaines catégories de travailleurs.

Source : *Pravda* (Moscou), 24 juillet 1987.
Izvestia (Moscou), 1^{er} août, 18 août 1987.
Bulletin d'information Sociale, n° 4, décembre 1987.

Technologie appropriée

La médecine naturelle pourra peut-être jouer un rôle dans la contraception, à travers la nutrition. Une expérience très innovante a lieu en ce moment à l'Université de Cuzco, au Pérou.

Au moyen de la greffe de deux plantes

originaires des hauts plateaux des Andes, un groupe d'étudiants développe un nouveau légume, le « pisonay » qui existe surtout dans la région du Urubamba, fleuve sacré des Incas.

Le laboratoire de Reproduction et Biologie du Développement, de l'Université de San Marcos, à Lima, signale que le pisonay qui était utilisé par les femmes du Cuzco pour éviter la grossesse et contrôler leur fertilité possède effectivement des propriétés contraceptives.

Voici un bon exemple de ce que l'on appelle une Technologie appropriée : le Pérou, pays en développement, met à profit un savoir-faire séculaire et populaire pour développer à partir d'une méthode scientifique expérimentale un procédé de contraception naturel et original.

S.V.

Source : *El Pais*.

Pollution atmosphérique

Une gigantesque poubelle de vingt-sept millions de tonnes de déchets urbains est incinérée chaque année par les 524 installations actuellement en fonction dans les pays de la Communauté Européenne. C'est une véritable montagne d'ordures qui, au lieu de nous submerger, s'envole ainsi en fumée. Mais ceci n'est pas sans conséquences en termes de pollution atmosphérique...

Parmi les substances les plus polluantes produites aujourd'hui par les installations en question, on enregistre 28 000 tonnes de poussières, 570 tonnes de plomb, 31 tonnes de cadmium, 68 tonnes de mercure, 144 000 tonnes d'acide chlorhydrique et 1 150 tonnes d'acide fluorhydrique, sans compter la dioxine et les substances organiques chlorées qui peuvent être produites lorsque les conditions

de combustion ne sont pas appropriées. Toutes ces émanations, à la différence des déchets solides, se répandent au gré des vents sans se soucier des douanes encore existantes aux frontières internes de la Communauté, et des législations éminemment différentes d'un pays à l'autres...

L'ordinateur explosif

Comment s'assurer de la fidélité de ses clients ? En introduisant dans le produit une bombe dont seul le fournisseur peut — au cours de ses visites régulières — retarder l'explosion. Comment empoisonner ses concurrents ? En leur offrant gratuitement des produits contenant un virus qui bientôt contaminera l'ensemble de son système. Tout cela est fort joliment raconté dans un article de Maurice Arvonny publié dans Les Echos du 9 mars 1987. Le récit, que nous reproduisons ci-dessous, mérite assurément d'être médité. L'ordinateur, naguère cerveau électronique, est encore bien éloigné de l'homme, mais il s'en rapproche. Il est désormais comme lui frappé par des maladies contagieuses.

En France, la société Loriciels vient de détecter un « virus » dans un programme. Aux Etats-Unis, en Israël, plusieurs cas de « contamination logicielle » ont été signalés.

De quoi s'agit-il ? Essentiellement, d'un perfectionnement des « soft bombs », ces pièges que les fournisseurs de logiciels installent parfois dans leur programme pour faire pression sur leurs clients.

Prenons un exemple. La société X fabrique un programme de comptabilité pour la firme Y. Un contrat est établi qui prévoit une redevance mensuelle et une

maintenance régulière du programme pour empêcher la firme Y de recopier le programme, puis de dénoncer le contrat, le fabricant « glisse » dans le programme une « bombe », une séquence d'instructions qui, lorsqu'elle est exécutée, désorganise le système d'exploitation de l'ordinateur¹ et peut provoquer, par exemple, l'effacement de fichiers importants. Un test interdit l'exécution de cette séquence avant une certaine date, par exemple six mois après la mise en service. Le technicien chargé de la maintenance recule chaque mois la date butoir, ce qui fait que la bombe n'explosera jamais tant que le contrat est en cours. Mais si l'utilisateur le dénonce, et veut ensuite utiliser la copie qu'il a faite du logiciel, la bombe explosera aussitôt.

Ce moyen de protection, somme toute compréhensible sinon admissible, semble avoir été transformé en système d'attaque destiné à nuire. Il suffit d'ajouter à la bombe un petit programme de copie, qui la duplique dans le système d'exploitation de l'ordinateur, et de là dans d'autres programmes. Cette « pilule empoisonnée » peut alors passer d'un ordinateur à un autre, soit parce que des disquettes écrites sur le premier ordinateur sont exécutées sur le second, soit parce que les calculateurs, mis en réseau, échangent des informations. La bombe devient donc un « virus », qui peut aisément envahir tous les ordinateurs d'une même société.

A priori, le mal ne devrait pas contaminer des ordinateurs dont le système d'exploitation est différent. Mais comme une standardisation s'est produite — les

1. Le système d'exploitation est un logiciel, fourni avec l'ordinateur, qui assure les communications avec l'extérieur et gère l'allocation des ressources — mémoire, fichiers, etc. — aux programmes qu'exécute l'ordinateur.

micro-ordinateurs compatibles avec le PC d'IBM utilisent tous les systèmes MSDOS de la firme américaine Microsoft, la plupart des mini-ordinateurs font appel à UNIX, créé par ATT, — cette standardisation accroît les possibilités de contamination.

L'imagination des programmeurs n'ayant pas de limites, de nombreuses variantes sont envisageables. On peut remplacer la bombe par un empoisonnement progressif. L'hebdomadaire *le Point* a rapporté dans son numéro du 25

janvier un cas d'empoisonnement décalé à l'université hébraïque de Jérusalem. La bombe-virus, sans exploser, ajoutait régulièrement au système d'exploitation des séquences d'instructions qui ralentissaient son fonctionnement. D'après cet hebdomadaire, une explosion devait couronner cet empoisonnement à la date du 13 mai 1988, quarantième anniversaire de la disparition de la Palestine. A cette date tous les fichiers accessibles par l'un des programmes contaminés devaient être détruits.

Appel pour un projet social et culturel européen

L'Europe est à l'ordre du jour : pas un programme politique, pas un discours qui ne fasse référence à l'idée européenne. Mais quelle Europe ? L'Europe dont on nous parle, c'est l'Europe institutionnelle, l'Europe technologique, qui conçoit des outils dont on ne connaît pas toujours l'usage, l'Europe financière, des conglomérats, des O.P.A. Certes, nous avons besoin d'institutions supra-nationales efficaces, certes nous devons devenir une centrale de matière grise et un continent de pointe en technologie, indépendant donc économiquement fort.

Notre ambition ne se limite pas là. 1993 peut être le début d'une Renaissance, le point de départ d'une aventure inédite ; la conquête d'un art de vivre le troisième millénaire, le lieu où s'élabore une nouvelle culture, où s'invente un nouveau projet de société.

Pour un espace social et culturel

Nous désirons une Europe fédérée par une ambition et un projet social et culturel, une Europe qui aborde de front les vrais problèmes sociaux, notamment celui du chômage et le risque d'une société à deux vitesses. Nous désirons aussi une Europe plus proche de la vie quotidienne, une Europe du réel : l'Europe des sportifs, des travailleurs, des artistes, des enseignants, des automobilistes, des médecins et des agriculteurs ; l'Europe des programmes communautaires de télévision, etc. ; une Europe qui n'oublie pas qu'elle se développe au sein d'une nature vivante.

Nous refusons :

- une fuite en avant vers une société où l'on encourage le développement de la technologie, sans que l'on envisage ses conséquences sociales : la diminution massive du travail ;
- une démarche qui privilégie uniquement le développement des groupes industriels géants sans se préoccuper de l'avenir des micro-entreprises, qui encourage les industries

agro-alimentaires sans se préoccuper des agriculteurs et envisage de mettre en friche la moitié des campagnes d'Europe ;

— le développement aveugle de la techno-science, notamment en matière d'informatique et de fabrication du vivant, sans l'ouverture d'une réflexion collective et la mise en place d'instances éthiques d'évaluation ;

— les pouvoirs lointains et abstraits qui ne laissent pas de place à des contre-pouvoirs proches et accessibles.

Nous n'admettons pas l'étouffement de l'expression des minorités, que l'on écrase les différences, que sous prétexte de rentabilité on envahisse nos écrans par une production culturelle qui n'est pas la nôtre.

Imaginons ensemble

Nous voulons élaborer un projet.

Aucun projet collectif ne peut naître « d'en haut », élaboré par des experts ou des philosophes. L'Europe ne pourra naître que d'une mobilisation des hommes qui la composent.

L'Europe est le lieu privilégié pour l'expression de nouvelles idées. Elle est mosaïque, disparate, désordonnée : tant mieux. La créativité ne peut s'exprimer dans des sociétés rigides, bloquées sur des systèmes de valeurs monolithiques.

Mobilisons les associations européennes (celles qui existent et celles que vous créerez demain), parce que ce sont des structures souples, nées spontanément « d'en bas ». Organisons un réseau associatif européen, imaginatif, puissant, reflet des différences qui sont notre richesse, « un réseau pour cultiver l'Europe ». Ensemble, élaborons un nouvel éco-système social où le temps, le travail, les revenus trouvent un nouvel équilibre ; où la technologie soit à sa juste place : celle d'un outil au service d'une éthique culturelle ; où nous pourrions dépasser les frontières des langues et des susceptibilités pour produire un discours culturel spécifique, mais ouvert à la planète ; où nous pourrions inventer un nouvel art de vivre, développer la technologie mais respecter la nature, promouvoir l'économie et ressourcer les cultures ; où face aux systèmes de régulation sociale puisse s'épanouir l'homme autonome.

*Guy Aznar, Bernard Barthalay, Janine Delaunay,
Hugues de Jouvenel, Philippe Laurette, René Passet, Jacques Robin¹.*

1. On en outre apporté leur appui à cet « appel » les associations suivantes : ARIES (Association de Recherche, d'Information et d'Echanges Européens), Club Victor Hugo pour les Etats-Unis d'Europe, Des Idées pour l'Europe, ECUROPA, Futuribles International, GRIT (Groupe de Réflexion Inter et Transdisciplinaire), Observatoire International de Prospective Régionale, Université rurale européenne. Secrétariat provisoire : Des idées pour l'Europe, 22 rue Dussoubs, 75002 Paris. Tél : (1) 48.87.44.05. Fax : (1) 48.87.06.22.

Analyses critiques

DELAUNAY, Jean-Claude ; GADREY, Jean. — *Les enjeux de la société de service.* — Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1987. 329 pages.

Cet ouvrage, publié avec le concours du Centre National des Lettres, se compose de deux parties : la première, de nature historique, porte sur les services dans la pensée économique de 1700 à nos jours, tandis que la seconde procède à une analyse des rapports sociaux de service. Les auteurs, universitaires l'un et l'autre, fondent leur réflexion sur une démarche théorique, ce qui confère à leurs travaux une originalité certaine, allant de pair toutefois avec une certaine difficulté de lecture.

Pour eux, l'investigation historique constitue un préalable irremplaçable : elle permet en effet de faire justice d'un certain nombre d'idées reçues ; elle conduit à mettre en perspective les discours actuels sur les services et à en apprécier la part de nouveauté, fournissant ainsi des matériaux essentiels pour dégager une problématique d'étude.

Les cadres conceptuels de l'analyse économique des services s'élaborent aux XVII^e et XVIII^e siècles. La rétrospective des différents auteurs étudiés dans l'ouvrage est particulièrement riche : King, Boisguilbert, A. Smith bien sûr, J.B. Say, Sismondi, J.S. Mill, Saint Simon, mais également Storch. Le débat sur le caractère improductif des services, qui ne peuvent s'accumuler en un capital, est retracé de manière approfondie.

Poursuivant leur réflexion, les auteurs consacrent de longs développements à la conception marxiste des services. Selon eux, il paraît excessivement simpliste de considérer que, pour Marx, les services seraient tous improductifs de valeur et de plus-value bien que pouvant, dans certains cas, être productifs de profit. Cherchant à dégager toutes les « potentialités interprétatives » des écrits de Marx, ils s'efforcent de construire une

argumentation qui nous a paru difficilement accessible et n'évite pas totalement, selon nous, le piège de la casuistique et du débat d'initiés.

Cette analyse est complétée par l'examen des travaux menés au XIX^e siècle qui, s'opposant aux conceptions d'A. Smith, visent à reconstruire l'unité perdue de toutes les activités. D'après cette nouvelle problématique, tous les services sont productifs, toute activité est un service.

Au XX^e siècle, le tertiaire retrouve une spécificité avec les recherches, devenues célèbres, d'Allan Fisher, Colin Clark et Jean Fourastié, empreintes de positivisme et d'exigences statistiques jusqu'alors inconnues : classification des activités, mesures de productivité...

L'ouvrage, reprenant notamment les travaux de D. Bell, montre clairement la tendance inexorable à la croissance des services liée à une montée de l'emploi dans ce secteur faiblement productif ainsi qu'à un déplacement de la demande vers les biens et services tertiaires.

Le rappel des travaux de V.R. Fuch nous paraît également très intéressant : ainsi que l'indiquent les auteurs, Fuch étudie véritablement cette « économie de service » pour ce qu'elle est, dans sa relation à l'industrie, mettant en relief un grand nombre de ses dimensions sociales nouvelles et évoquant l'exigence d'approches théoriques elles-mêmes renouvelées.

Tout autre apparaît la vision de J. Gershuny selon laquelle la tendance majeure qui se dessine n'est absolument pas celle du glissement vers une société de service, mais, au contraire, l'émergence d'une société de self-service fondée sur une consommation croissante et renouvelée d'objets industriels dans la sphère domestique.

Les débats actuels sur le rôle des services dans l'économie sont évoqués de manière synthétique et les apports de C. Stoffaes, J. Attali et M. Aglietta viennent clore cette vaste rétrospective de la théorie des services, d'une lecture parfois ardue, mais d'une grande richesse intellectuelle.

La seconde partie de l'ouvrage porte sur les rapports sociaux de service.

Conçu comme un préalable à toute réflexion de fond, un bilan des principaux niveaux de repérage et de classification des services est d'abord dressé. Les auteurs mettent en évidence deux types d'approches.

La première correspond à ce qui est présenté comme un rapport social de service à l'intérieur duquel peuvent fonctionner tant des activités de production de biens que de services.

La seconde correspond à la description technique des activités de service. L'hypothèse formulée dans l'ouvrage est alors la suivante : l'étude des services en tant qu'activités suppose l'articulation de ces deux approches. Selon J.C. Delaunay et J. Gadrey, c'est à cette condition que l'on pourra mieux comprendre l'imprécision des contours physiques des

services et, réciproquement, l'impulsion que ces activités donnent au développement du rapport social de service comme rapport tendancielle-ment dominant.

Une argumentation subtile est développée tendant à établir que la distinction habituelle entre la production de biens et celle de services ne peut se résumer à l'application de critères « unilatéraux et inexacts » fondés sur l'opposition entre matérialité et immatérialité ou sur le caractère direct ou indirect de la relation entre producteurs et consommateurs.

Toutefois, malgré leur volonté de se démarquer d'une opinion largement répandue, les auteurs n'en parviennent pas moins à admettre l'existence de différences, au niveau des formes matérielles et des rapports sociaux, entre la production industrielle typique et les services.

D'intéressants développements sont consacrés au débat sur le caractère substituable, ou, au contraire, complémentaire, entre biens et services. Rappelons à cet égard que, sur un thème très proche — investissement matériel/investissement immatériel — les travaux que nous avons menés au Crédit National ont conclu à la complémentarité de ces deux types d'investissement au sein de systèmes complexes, mêlant de plus en plus étroitement la production de biens et de services.

Nous sommes donc en parfait accord avec les auteurs lorsqu'ils indiquent que cette réalité systémique ou fonctionnelle permet de comprendre l'une des difficultés d'évaluation de la productivité dans les services : la quantité de prestations immédiates délivrée en un temps donné par chaque prestataire tend, en effet, avec la globalisation de l'offre et de la demande, à constituer un critère second vis-à-vis de l'efficacité d'ensemble du système sur les usagers.

La thèse développée dans l'ouvrage, présentée par les auteurs comme une ligne-force de leur recherche, est alors la suivante.

Les rapports classiques de socialisation des biens supposaient l'extériorité des usagers relativement au procès de production et l'établissement avec eux de relations reposant sur des biens de plus en plus simples.

Par différence, les rapports de socialisation des services supposent une transformation du système de relations internes au procès de prestation lui-même, dans la mesure où les frontières de ce dernier se déplacent, avec l'intégration plus poussée des usagers qui deviennent eux-mêmes partie prenante à ce processus.

C'est donc tout le système qui se trouve affecté, non seulement à la marge, mais en son intérieur même.

Il en découle que la socialisation des activités tend à s'effectuer aujourd'hui au sein de l'entreprise ou de l'unité de prestation, et non sur le marché.

Pour les auteurs, la société de service est déjà une réalité. Ce qui

importe est de la comprendre dans sa structure, et de saisir les enjeux que celle-ci recouvre.

D'une part, dans le contexte de crise de la structure marchande capitaliste, le développement des services semble donner une nouvelle chance au marché. Mais, d'autre part, pour que ces activités atteignent leur plein régime de croissance, la thèse soutenue dans l'ouvrage est qu'elles doivent s'inscrire dans une autre structure de relations que celle façonnée par le capitalisme traditionnel.

Tel est l'un des enseignements majeurs auquel aboutit la démarche de J.C. Delaunay et J. Gadrey.

Avouons que les arguments invoqués ne nous paraissent pas toujours convaincants, peut-être en raison des difficultés de lecture de cette recherche qui répond à « une ambition théorique fondamentale ». Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un ouvrage exigeant, d'une grande densité, qui devrait constituer sans nul doute une véritable référence dans le domaine du développement continu des services.

Marie-Christiane Kaplan

SCARDIGLI Victor. — *L'Europe des modes de vie*. — Paris : Editions du CNRS, 1987.

L'Europe s'est faite en Amérique, depuis deux siècles. Prenez une carte du Nord-Est des Etats-Unis, et vous verrez les villes de Paris, Berlin, Rome, Athènes s'égrener d'Est en Ouest sur quelques centaines de kilomètres, de Belfast jusqu'à... Syracuse. L'« American way of life » (peut-on encore en parler au singulier ?) descend en droite ligne de modes de vie européens débarqués dans les têtes de dizaines de millions d'immigrants, et fondus dans le célèbre « melting pot » en un chatoyant cocktail. C'est pourquoi on peut se sentir parfois plus Européen à Boston, Montréal ou San Francisco, cousin reçu à bras ouverts, qu'à Madrid, Londres ou Strasbourg où l'on n'est souvent qu'un voisin étranger.

L'Europe au quotidien va-t-elle se faire aussi de ce côté-ci de l'Atlantique ? Une communauté de modes de vie finira-t-elle par émerger, après une longue résistance des cultures nationales aux forces homogénéisantes de la technique et de l'économie ? Victor Scardigli s'est penché sur cette question depuis le début des années 70, d'abord au CREDOC, ensuite dans le cadre de ses activités au CNRS. Il nous propose dans « L'Europe des modes de vie » un échantillon fourni de ses travaux et de ses réflexions sur le sujet.

On trouvera dans cet ouvrage un aperçu du cheminement intellectuel de l'auteur en même temps qu'un état de ses conclusions les plus récentes. En effet, si le but affiché est la présentation synthétique de deux séries de travaux menés les premiers en 1974-1975, les seconds en 1984, la méthode de construction a consisté à juxtaposer des textes écrits à différentes époques autant qu'à développer une réflexion actuelle à partir de données d'enquêtes et de travaux passés. Ce qui nous fait mesurer, et ce n'est pas sans intérêt, l'évolution des idées en cours depuis une bonne décennie.

La première partie du livre (convergences économiques et conflits culturels des années 70) a été rédigée en grande partie au cours des années 70. Elle nous propose une Europe en route vers un « modèle post-industriel » homogène, où les modes de vie reflèteraient les stades différents d'évolution des structures productives : régions encore à prédominance rurale (Italie du Sud), régions en transition (France-Ouest), régions à maillage industriel dense (France-Nord et Est, Allemagne, etc.) ; enfin, régions « post-industrielles » (pays scandinaves) dont le Royaume-Uni, curieusement, est exclu d'autorité malgré sa structure typique d'activités. A ces contrastes d'origine économique se superposent des « luttes d'influences culturelles » entre modes de vie traditionnel-rural et moderne-urbain, central et périphérique, septentrional et méditerranéen. La thèse de Victor Scardigli (modèle années 70) est claire : si la croissance économique reprend, les modes de vie européens vont s'aligner en cinq à dix ans sur un modèle post-industriel unique. Les niveaux de vie, les rythmes de vie, les styles de consommation, vont devenir les mêmes de Gènes à Glasgow et de Perpignan à Copenhague. Cette homogénéisation sera en grande partie une victoire des cultures de l'Europe du Nord, anglo-saxonnes et protestantes, sur les cultures méridionales : l'égalisation des rôles masculins et féminins se généralisera, l'alimentation frugale et diététique vaincra les spaghettis et la cuisine à l'huile d'olive. L'uniformisation s'accompagnera d'un appauvrissement culturel général et d'autres conséquences négatives : les inégalités se creuseront entre les régions du centre et celles de la périphérie dominées et marginalisées (Irlande, Italie du Sud) ; le repli sur « la famille nucléaire, seule institution sociale de base » ne permettra pas de compenser les angoisses et les pathologies engendrées par le déracinement, la disparition des repères et des rythmes traditionnels, le sentiment d'impuissance ou d'inutilité, la dégradation des conditions de la vie urbaine...

La seconde partie du livre, plus consistante, traite des années 80 et présente des données comparatives concernant successivement les niveaux de vie et les budgets de consommation, le logement et l'usage de l'automobile, l'éducation, la protection et la vie sociale, le rapport au

travail, les systèmes de pensée et les structures d'opinions... Les observations présentées contredisent largement les conclusions de la première partie.

Avec l'élévation des niveaux de vie, les structures de dépenses de consommation européennes convergent effectivement en se rapprochant du « modèle » américain ; et pourtant les spécificités nationales se maintiennent dans de très nombreux domaines : les oppositions entre cultures septentrionales et méridionales, notamment, continuent à se manifester avec vigueur ; les habitudes alimentaires, entre autres, se perpétuent dans toute leur variété. Les indices globaux qui décrivent l'occupation des logements révèlent à la fois le caractère général du phénomène d'individualisation des modes de vie (lié au faible niveau de la vie familiale, y compris dans les pays méditerranéens) et l'homogénéisation des normes du confort domestique... mais l'on sait par ailleurs que bien des différences nationales, régionales voire microrégionales persistent dans l'architecture et les rapports au logement comme dans l'organisation familiale. Le mode de vie « motorisé » s'est répandu partout en Europe, le rattrapage des retards de niveau de vie s'est accompagné d'un rapprochement remarquable des taux de possession d'automobiles et d'équipements ménagers... et pourtant mille différences subsistent dans la façon de les utiliser : l'élévation du niveau de vie national, par exemple, ne suffit pas à expliquer le niveau de sécurité routière — la France, avec la Belgique, battant de tristes records d'accidents de la route ; et Victor Scardigli parle d'une fonction « ostentatoire » (classement social) de l'automobile plus importante au Sud qu'au Nord — mais ne faudrait-il pas parler plutôt de codes, de système d'images et de comportements associés à l'automobile, différents dans chaque pays et au sein de chaque catégorie sociale ?

Les chiffres disponibles pour décrire l'éducation, la protection sociale, la communication, font apparaître le même curieux mélange de rapprochement, et de maintien et de renouvellement des différences entre les Nations d'Europe. Les statistiques globales de la scolarisation, de l'enseignement supérieur, de la protection sociale, font clairement apparaître un modèle européen de l'Etat-Providence bien distinct des modèles américain ou japonais, par exemple ; mais V. Scardigli n'insiste certainement pas assez sur l'hétérogénéité de ce modèle, qui s'exprime dans un équilibre propre à chaque Etat entre gestions et financements publics et privés, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, des retraites ou de l'aide aux familles... De même, le constat d'un alignement progressif (par saturation) des taux d'équipement en téléviseurs et téléphones ne permet pas de conclure à l'émergence de comportements homogènes vis-à-vis des médias : il faudrait comparer les données existantes concernant les temps passés à communiquer et recevoir des mes-

sages, les contenus de ceux-ci, les transformations de la réglementation et de l'intervention de l'Etat dans le domaine des télécommunications et de la télévision... et l'on observerait sans doute autant de particularités nationales et régionales toujours renouvelées que de tendances à l'homogénéisation.

La dernière partie analytique de l'ouvrage s'intéresse aux systèmes de valeurs, d'attitudes, d'opinions autant qu'aux modes de vie proprement dits. Reprenant des données d'origines très diverses (COFREMCA, J. Stoetzel, publications de la CEE...), l'auteur s'interroge en particulier sur les rapports au travail, un domaine où l'unité européenne est particulièrement inexistante. Les adeptes des idées à la mode sur la « France paresseuse » seront étonnés d'apprendre que si notre pays figure parmi ceux où les indices de satisfaction à la reprise du travail le lundi et d'obéissance dans le travail sont au plus bas, l'Allemagne est notre digne voisine dans ces domaines, et l'indice d'« esprit d'entreprise » est trois fois plus faible à l'Est qu'à l'Ouest du Rhin... Gardons-nous donc du simplisme dans l'explication de la compétitivité industrielle ! Les attitudes vis-à-vis de la durée du travail, la place et les aspirations des femmes, les préoccupations et les systèmes d'opinion en général restent dominés par des caractères nationaux bien tranchés ; les différences entre pays du Nord et du Sud s'y affirment notamment avec vivacité.

Victor Scardigli, modèle années 80, prend finalement le contrepied du Victor Scardigli pessimiste des années 70 pour nous livrer une conclusion très hégelienne. Thèse : le kaléidoscope des cultures européennes n'a rien perdu de ses couleurs et de ses contrastes, on peut toujours y lire par exemple des clivages entre les peuples de la Méditerranée, ceux du centre de l'Europe et ceux des rives de la mer du Nord, dont les origines remontent probablement au néolithique. Antithèse : une « culture de consommation » homogène se diffuse partout, organisée à l'identique autour de l'automobile, du logement et des équipements domestiques standardisés, des nouveaux outils de l'information et de la communication, de conceptions assez voisines du rôle de l'Etat dans l'éducation et la protection sociale. Synthèse : dans le creuset bouillonnant se construit une nouvelle Europe des modes de vie, tissu des contradictions multiples entre un ordre économique et technique uniformisant les résistances des régions et des groupes sociaux, réaffirmant et reconquérant continuellement leur identité. Les nouvelles technologies et les patrimoines culturels ancestraux peuvent se fertiliser réciproquement en donnant naissance à une vaste culture européenne capable de concilier ou de réconcilier toutes les richesses du passé et de l'avenir. Les régions périphériques naguère menacées d'écrasement vont bénéficier de nouveaux atouts économiques et politiques, l'Italie et l'Espagne jouant par exemple un rôle croissant dans les relations de l'Europe avec l'Amérique du Sud, l'Afri-

que et les pays arabes. L'Europe des modes de vie ne se construira pas sur le triomphe des cultures de l'Europe du Nord et les décombres de celles de la Méditerranée ; mais au contraire, par une osmose équilibrée entre les valeurs anglo-saxonnes et scandinaves (ascétisme, efficacité économique voire productivisme...) qui diffusent vers le Sud, et les valeurs plus caractéristiques des pays du soleil (temps libre, loisirs et jouissance de l'instant) qui remontent vers le Nord.

On souscrira volontiers à cette belle conclusion, même si elle dépasse sur un certain nombre de points les observations censées l'étayer. Est-ce Victor Scardigli qui a changé depuis ses travaux des années 70, ou les tendances d'évolution des modes de vie en Europe qui se sont transformées ? Les deux, bien évidemment. L'auteur a changé, comme nous tous, en prenant conscience de l'ampleur des mutations qui bouleversent les économies et les sociétés européennes : nul ne croit plus aujourd'hui à une crise grave mais passagère, qui se résoudrait par le retour à une croissance semblable à celle des années 60 et 70. Et les quinze dernières années, en outre, ont sans doute vu la transition d'une dynamique uniformisante et hiérarchisante, dans laquelle les pays à la pointe du développement industriel tendaient à imposer leurs modèles, à un régime d'évolution bien différent : l'affirmation des différences culturelles devient compatible avec l'internationalisation des techniques et des structures économiques, et la structure en réseau prend le pas sur la pyramide hiérarchique. Dans le cas de la France, cette transition avait été décrite lors d'un travail collectif sur l'avenir des modes de vie effectué dans le cadre de la préparation du 9^e Plan¹. Elle a vraisemblablement eu lieu aussi dans les autres pays, selon des modalités, des calendriers et des rythmes propres à chaque Nation. En observant le nouveau mouvement d'homogénéisation — différenciation des modes de vie, c'est l'Europe de l'ère post-industrielle que nous voyons se construire sous nos yeux.

Michel Gaspard

SEURAT, Sylvère. — *La coévolution créatrice*. — Paris : Edition Rivages, Les Echos, 1987.

Ah le bel ouvrage que voici ! Maturé de près d'un demi siècle d'expérience de la vie des entreprises, pétri d'humanisme, ciselé dans une langue riche, ouverte, inventive,... en vérité, c'est du travail d'orfèvre ; un régal.

1. *Comment vivrons-nous demain ?*. — Paris : La Documentation Française, 1984. (Collection des rapports du 9^e Plan).

Sylvère Seurat, le fondateur d'Eurequip, nous livre ici la synthèse d'une vie de réflexions et de pratique de l'entreprise.

Ce pourrait être un testament. Souhaitons qu'il n'en soit rien et qu'il n'ait de cesse de continuer à alimenter en idées fortes les jeunes générations — dont je suis.

Pourtant l'auteur n'est pas véritablement un chercheur, au sens académique du terme.

C'est un concepteur, un trouveur d'idées puisées dans le concret, un intégrateur de visions complémentaires nourries de dizaines d'années de conseil. Loin des compilations répétées des travaux de plus ou moins illustres universitaires du microcosme de la recherche manageriale, il invente son propre chemin, tout en prenant soin cependant de le baliser ici ou là de références connues.

Il est ainsi en quelque sorte chercheur dans ces « universités du réel » que sont pour lui les entreprises.

Son propos ? Il est tout à la fois riche dans sa diversité et simple dans la linéarité de sa présentation : trois acteurs, systèmes ou ensembles de systèmes, vivent et évoluent conjointement : l'homme, l'entreprise, l'environnement. Dans le fonctionnement quotidien, ils coexistent étroitement imbriqués les uns aux autres. Dans le changement, ils coévoluent en interaction permanente.

Fonctionnement et évolution, l'être et le devenir, c'est la dualité centrale de l'ouvrage.

Sylvère Seurat se passionne visiblement plus pour « l'évolution », pour la discontinuité, pour la nouveauté, pour ces innovations, « en grandes boucles » — innovations que la littérature anglo-saxonne qualifie de radicales alors que pour notre part nous parlons de rupture ou de révolution.

Ce n'est pas que le « fonctionnement » serait moins noble, moins important. D'ailleurs, Sylvère Seurat et Eurequip ont beaucoup donné pour aider les entreprises à améliorer l'opérationnel, à mettre de l'huile dans les rouages. Des campagnes de progrès à la qualité totale, les consultants d'Eurequip, Hervé Serieyx en tête, ont démontré qu'il y avait là matière à compétitivité, à travers nombres d'améliorations de l'existant, d'innovations incrémentales « en petites boucles ».

Si l'auteur nous entraîne de façon privilégiée vers le champ de l'évolution, c'est que les enjeux stratégiques y sont considérables, c'est que la donne concurrentielle peut y être totalement bouleversée. C'est aussi que le vécu et l'expérience lui ont appris que, sur longue période, des améliorations même remarquables du fonctionnement d'une activité en déclin inexorable ne peuvent rien face aux lames de fond de l'évolution, génératrices de marchés nouveaux et d'opportunités considérables.

Entre le présent d'une lutte continue au coude à coude pour un

gâteau condamné à rétrécir, et le futur d'une compétition nouvelle encore à concevoir pour des enjeux enthousiasmants mêmes s'ils sont encore incertains, Sylvère Seurat nous propose « d'apprendre à apprendre à apprendre » les règles du futur jeu.

Naturellement, l'évolution est à la fois destructrice et régénératrice en un processus de « destruction créatrice » décrit par Schumpeter.

Sylvère Seurat choisit lui de s'ouvrir au-delà du seul pré carré de l'économie et de mettre en œuvre pour son propre compte la technique de créativité dite du « transfert analogique ». Il va puiser dans le champ de la biologie : l'évolution simultanée des trois systèmes Homme-Entreprise-Environnement devient coévolution, au sens des biologistes, « pour traduire les interactions entre les évolutions de diverses espèces réunies au sein de mêmes écosystèmes ».

Pour qualifier cette « coévolution », Sylvère Seurat a l'optimisme militant et merveilleusement contagieux. Il choisit de ne retenir que l'espoir, la régénération, la construction : la coévolution est pour lui d'abord créatrice.

De là la description des comportements clés de l'entreprise stratège : ouverture-réaction mais plus encore anticipation-préaction ; de là, ses trois horizons si complémentaires présentés en une allégorie belle et saisissante :

- le projet tel le sommet que l'alpiniste se prépare à conquérir,
- le progrès du fonctionnement tel les quelques pas qu'il s'apprête à parcourir dans l'instant,
- et entre les deux la stratégie, telle la ou les voies qu'il se propose d'emprunter alors qu'encore éloigné il scrute et caresse la paroi du regard.

Sa description des mécanismes de l'innovation est là encore très imagée, faite de résonances diverses en des creusets fertiles. L'entreprise favorable aux innovateurs, aux développeurs, aux « mutants » sera « anthropogène » et saura alors afficher son projet, déléguer les responsabilités, communiquer, favoriser les incitations internes et externes, évaluer les performances. A l'opposé, l'entreprise anthropophage sera stérilisante.

La description du contexte favorable de « l'Entreprise stratège », où chacun d'entre nous aspirerait sans doute à œuvrer, constitue ainsi la seconde partie de l'ouvrage. Au-delà, l'auteur choisit de ne pas aborder spécifiquement l'environnement mais plutôt de consacrer sa troisième et dernière partie à l'homme, acteur élémentaire essentiel et microsystème dans l'entreprise.

Sa classification des comportements individuels doit beaucoup à Marcel Filiu et va des mutants (novateurs et/ou promoteurs) aux accompagnants, aux attendants jusqu'aux opposants,... Sa préférence pour les

premiers est éclatante et légitime. Ses exemples sont explicites même s'ils font tous appel à des cas d'innovations quasiment programmées et délibérées, fruits d'un effort, d'une volonté, d'un projet à finalité connue : le Manhattan project avec Oppenheimer, ou le spatial avec Von Braun. Sa conclusion sur l'importance de l'existence d'un parrain directement placé au sommet de la hiérarchie pour soutenir le mutant et le protéger serait sans doute à nuancer. Des exemples différents, caractéristiques d'une activité innovatrice effervescente, auraient pu être retenus pour illustrer les situations de bouillonnement d'innovations « émergentes » au sens de Mintzberg, c'est-à-dire non délibérées, non prédéfinies. Ainsi Burgelman (1983) analyse-t-il le positionnement du parrain à un niveau intermédiaire :

— d'un côté, le parrain doit être proche de la multitude des creusets des mutants potentiels de l'entreprise, pour cotoyer et repérer rapidement sur le terrain le creuset qui entre en résonance ;

— de l'autre côté, il doit conserver suffisamment de hauteur de vision, pour entrevoir le potentiel, les contours et les enjeux stratégiques de l'innovation.

Le rôle du sommet est alors plus fait de bienveillance, de compréhension, d'encouragement, de tolérance puis de rationalisation et de réorganisation, une fois l'innovation assimilée et intégrée.

Mais qu'importe ces nuances mineures sur le fond. Les caractéristiques des mutants, les voies pour tenter d'encourager ces comportements, les dangers de la « maladie économique » qui guette les opposants, les attendants voire les accompagnants dépassés,... ces thèmes font tous l'objet de descriptions réussies, parlantes et vraies. Quel beau passage que celui consacré à la formation, sorte « d'hygiène préventive » et en particulier à la « formation invisible » : l'entreprise est non seulement susceptible d'apporter à chacun une formation continue explicite, formalisée à travers des enseignements précis, elle apporte surtout cette partie cachée de l'iceberg de la formation que constitue l'apprentissage informel, diffus, présent naturellement par le jeu des relations de travail, du rayonnement de personnalités fortes, des qualités de formateurs naturels de quelques pédagogues qui s'ignorent. Hélas, le même mécanisme joue tout autant dans l'entreprise « anthropophage » qui alors peut déformer plus qu'elle ne forme ; mais Sylèvre Seurat préfère taire ces cas-là pour ne s'intéresser qu'au peuple élu des organisations ouvertes, motivantes, communicantes, receptacles fertiles de comportements de mutants.

Pour prendre, cette « mayonnaise vertueuse », véritable alchimie humaine, doit selon Sylèvre Seurat s'appuyer sur une formation première tout à la fois spécialisée et large (cette nouvelle dualité, paradoxale en apparence, vient après de multiples autres, chacune illustrant des dilemmes jamais totalement résolus). La notion de formation en T de

Peter Drucker avec une barre horizontale de culture large et une spécialisation verticale, le « monotechnicien pluriconceptuel » d'Henri Laborit, confortent l'idée de Jacques Lesourne selon laquelle le bon généraliste est aussi spécialiste d'un domaine. J'enseigne dans une école qui a choisi pour projet pédagogique un tronc commun pluridisciplinaire fait d'ouverture, doublé d'une dernière année d'option spécialisée sur un thème d'approfondissement spécifique. Je ne puis que me féliciter du choix qui est le nôtre dans notre effort pour préparer des cadres stratégiques et mutants pour les entreprises.

Je ne connais pas personnellement Sylvère Seurat — pas encore.

Je le devine curieux de tout, passionné, pragmatique et imaginaire en diable. Le lecteur le sentira tout à la fois ardéchois au cœur fidèle, buriné par l'expérience, chaleureux et volontaire. Certains le diront sans doute désireux de laisser son nom à l'histoire de la pensée managériale ; et alors ?

Vous aimerez ses images, ses visions, ses métaphores, ses assemblages de mots : « entreprise surgénératrice » qui non seulement apporte de la valeur ajoutée aux produits mais aussi de la valeur ajoutée à l'homme ; la « sigmatique » pour englober la somme de l'informatique, des télécoms, de l'audiovisuel ; l'entreprise « anthropogène », synonyme de l'entreprise stratège dont il se fait le héraut, et dont l'opposée est la firme anthropophage ; « la coévolution créatrice », objet de son ouvrage.

Antoine Riboud récemment citait René Char : « Penser en stratège, agir en primitif ».

Sylvère Seurat vous apprendra à penser en stratège. Tous ceux qui ont une approche humaniste, englobante de l'entreprise doivent lire ce livre ; et le relire absolument.

Thomas Durand

SALOMON, Jean-Jacques ; SCHMÉDER, Geneviève. — *Les enjeux du changement technologique*. — Paris, Economica, 1986. 206 pages.

Les enjeux du changement technologique sont un recueil d'articles de spécialistes anglo-saxons de l'économie, de la recherche et de l'innovation, organisé et présenté par Jean-Jacques Salomon, directeur du Centre de recherche science, technologie et société au Conservatoire national des arts et métiers, et Geneviève Schméder, secrétaire de ce même Centre. Ce recueil poursuit un double objectif : intégrer la technique dans la science économique et faire émerger une économie du changement technologique — l'analyse économique traditionnelle considérant trop la technologie comme une donnée, au même titre que les conditions

géographiques et démographiques — ; mesurer l'impact des choix technologiques et se donner ainsi les moyens d'une politique en ce domaine. Le renouveau théorique, tout d'abord, passe par un effort de conceptualisation : la séparation « schumpeterienne » entre invention et innovation résiste-t-elle encore aux politiques des firmes américaines de soutien actif aux universités afin de se rapprocher des producteurs de savoirs nouveaux ? Dans la notion même d'innovation, n'y a-t-il pas lieu de distinguer entre :

- l'innovation mineure (ou diffusion), qui n'est pas une manière nouvelle de faire les choses mais une nouveauté simplement relative à la firme qui l'adopte ;

- l'innovation majeure, qui est à l'origine d'une nouvelle gamme de produits et services améliorant la qualité et abaissant les coûts (par exemple nylon, polyéthylène) ;

- la révolution technologique ou nouveau paradigme technologique, repérable à cinq critères fondamentaux : baisse des coûts, amélioration des techniques de production, acceptation sociale et politique, acceptabilité du point de vue de la protection de l'environnement, effets de propagation dans tous les secteurs de l'économie (par exemple révolution micro-électronique).

Seul ce dernier type d'innovation est à même d'imprimer leur rythme aux cycles longs de Kondratieff et de constituer une chance de sortie de la crise actuelle, qui est plus la crise d'un paradigme technologique que celle du système capitaliste. Mais la première réaction à l'apparition de limites à la croissance au sein d'un paradigme donné n'est pas tant l'introduction de nouveaux produits ou l'adoption de nouvelles technologies que la production des industries et des procédés existants et l'augmentation de leur rendement. La politique actuelle des firmes américaines, privilégiant les investissements rationalisateurs de main-d'œuvre au détriment des investissements de capacité, en fournit la preuve.

Le deuxième intérêt de ce recueil est de proposer une analyse empirique des choix technologiques en tentant de répondre à une question centrale : comment expliquer le déclin de la productivité américaine ? L'ensemble des études montre que ce ralentissement n'est lié ni à un affaiblissement de l'effort de recherche public ou privé, ni à une inflexion des rendements technologiques, mais à des difficultés institutionnelles et sociales. Le changement technique est trop rapide et se heurte aux résistances des structures économiques et sociales. Ainsi en est-il pour la robotique qui doit faire face à deux principaux blocages : — un blocage économique : entre le maintien d'une usine obsolète mais déjà amortie et la nouvelle usine équipée de robots, comportant un fort montant de frais fixes, les entreprises choisiront de rentabiliser l'usine obsolète ;

— un blocage social : l'ampleur de l'éviction sociale (un robot remplace deux hommes par journée de travail) entraîne des résistances syndicales. Cet ouvrage fait donc utilement le point à la fois sur l'état de la théorie en matière d'économie de l'innovation et sur les politiques technologiques, malheureusement limitées à l'expérience américaine.

Claire Descreux
Politique Etrangère.

Comptes rendus

• Nikkeiren.—*Coping with the Hollowing of Industry and Employment Problems.* — Rapport du Comité chargé d'étudier les questions du travail (Tokyo, 1987), 25 pages.

La Fédération des associations d'employeurs du Japon (Nikkeiren) se demande, après quarante années de croissance économique ininterrompue, si la prospérité même du Japon ne porte pas en germe son déclin. Dans le dernier d'une série de rapports annuels sur les problèmes du travail préparés en vue des négociations salariales de printemps, la fédération montre comment la forte hausse du yen depuis l'automne 1985 a conduit l'industrie japonaise à transférer sa production à l'étranger.

D'après Nikkeiren, les produits japonais moins compétitifs sur le marché international, mais aussi le prix excessif du terrain, la hausse des prix à la consommation, ainsi que le taux particulièrement élevé de l'impôt sur les sociétés ont poussé les industries japonaises à s'expatrier et, bien que le chômage sévisse moins au Japon que dans les autres pays, le phénomène s'explique en grande partie par la pratique de l'emploi à vie qui amène les entreprises à tout faire pour garder la main-d'œuvre excédentaire, même en temps de crise. La fédération entrevoit cependant la fin de cet état de fait, se référant à l'enquête sur les tendances économiques menée par le ministère du Travail en 1986 selon laquelle 26 % des entreprises manufacturières ont un effectif excédentaire, et de nombreuses entreprises ont déjà procédé à des compressions de personnel ou en projettent, notamment par les mesures suivantes : limitation des heures supplémentaires, suppression totale ou partielle de l'embauche de travailleurs arrivés en milieu de carrière, redistribution du personnel et détachement des salariés, licenciement des travailleurs à temps partiel ou non-renouvellement de leur contrat, fermeture temporaire d'établissements, incitation à la retraite anticipée ou suppression d'emplois.

Afin de soulager les entreprises qui envisagent d'expatrier leur production, la fédération estime qu'il faudrait prendre des mesures pour stimuler la demande intérieure et faire en sorte que le Japon, oubliant un peu l'exportation, se dote d'un réseau commercial répondant aux besoins nationaux. Dans cette perspective, elle propose que le revenu disponible soit relevé, en particulier pour les travailleurs salariés, à condition que les augmentations de rémunération n'aillent pas au-delà de ce que permet l'accroissement de la productivité, car cela entraînerait une nouvelle contraction de la base industrielle.

Elle observe par ailleurs que, si les besoins alimentaires et vestimentaires sont pour la plupart des Japonais largement satisfaits, leur logement laisse encore beaucoup à désirer par comparaison de la situation dans les autres pays industrialisés. A son avis, pour que les salariés puissent acquérir un logement dont le prix n'excéderait pas trois ou quatre années de rémunération, il faudrait augmenter la superficie des zones offertes à la construction de logements en relevant l'impôt sur les terrains et en instaurant une taxe de résidence pour les terrains agricoles situés en zone urbaine.

Il faudrait aussi abaisser les prix, en général beaucoup plus élevés au Japon qu'ailleurs, par le moyen de la déréglementation et lever les barrières protectionnistes pour augmenter le pouvoir d'achat. Ces mesures viseraient en particulier les produits agricoles de base, notamment ceux dont les prix ont été fixés par la loi sur le contrôle des produits alimentaires de base. Nikkeiren préconise depuis longtemps la réduction de l'impôt sur le revenu des salariés de niveau moyen dont le salaire annuel se situe entre 4 et 8 millions de yen, arguant que l'opinion publique japonaise juge qu'ils sont inéquitablement imposés par rapport aux travailleurs indépendants et aux agriculteurs.

Le rapport dénonce les dépenses publiques excessives qui obligent à imposer trop lourdement tant l'individu que l'industrie dans son ensemble. Un des moyens de remédier à cette situation serait de rationaliser l'administration publique à tous les niveaux, de l'échelon local au niveau national. Selon le rapport, au plus haut niveau, les membres de la Chambre des représentants et du Sénat sont trop nombreux, et chacun d'eux coûte trop cher au pays.

La fédération estime, d'autre part, qu'il faudrait réduire les dépenses de la sécurité sociale. Pour elle, les revenus actuels des retraités équivalent presque à ceux des membres de la population active, dont les charges sont plus importantes puisqu'ils sont beaucoup plus exposés à des débours au titre des créances hypothécaires et de l'éducation de leurs enfants. Au moment où la population vieillit et où le pourcentage des plus de 65 ans s'accroît, elle propose de reculer l'âge de la retraite tout en réduisant les allocations de vieillesse. Le rapport est favorable à une réduction des dépenses du ministère de la Santé et du Bien-être, et s'élève contre la proposition d'augmenter les contributions. Il propose aussi que le règlement des litiges concernant les travailleurs s'inspire des dispositions des régimes de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles et des conventions collectives, dispositions en vertu desquelles ce sont les employeurs qui versent des allocations supplémentaires et non pas les tribunaux civils qui se saisissent de ces litiges et, le plus souvent, imposent aux entreprises le versement de fortes indemnités.

Afin de créer une main-d'œuvre plus adaptable et mieux qualifiée, la fédération estime qu'il serait utile de développer l'infrastructure éducative dans le cadre du système d'éducation nationale et par de nouvelles approches de la formation dans l'entreprise. A son avis, les entreprises japonaises devraient donc mettre en place un système de formation qui accompagnerait leurs salariés jusqu'à la fin de leur carrière, leur offrant des possibilités de poursuivre leur instruction pendant toute leur vie professionnelle. Les universités devraient aussi proposer des cours d'éducation permanente, et les établissements communautaires d'enseignement devraient être améliorés.

Le rapport observe que le marché de l'emploi traverse une période de mutations profondes : les effectifs se déplacent du secteur industriel vers celui des services et des tâches manuelles vers les activités intellectuelles ; la proportion féminine de la population active s'accroît et l'on s'intéresse de plus en plus au travail à temps partiel et au vieillissement de la main-d'œuvre. De tels changements modifient les comportements des travailleurs et — suggère le rapport — le yen fort, étant un facteur incontournable, il faudrait, pour assurer la croissance équilibrée de l'industrie, que les syndicats luttent pour obtenir la baisse des prix des biens essentiels au lieu de revendiquer des augmentations de salaires. De leur côté, les employeurs devraient s'efforcer d'accroître la productivité, en quantité comme en valeur, de manière à assurer un meilleur niveau de vie à leurs salariés.

● DEPARTMENT OF COMMERCE (USA).—*The service economy : opportunity, threat or myth.* —Washington D.C., non daté, 155 pages.

L'économiste australien Colin Clark, souvent considéré comme le père de la notion économique des services, déclarait un jour que l'étude économique des services restait encore à écrire. Cette lacune a été au centre des débats de l'un des colloques sur le changement structurel qu'a organisés le Service des affaires économiques du ministère du Commerce des Etats-Unis qui avait trait au déplacement de production et de main-d'œuvre vers ce secteur.

Des données inadéquates

Les membres du colloque se sont accordés à regretter l'insuffisance des données sur le secteur des services, et à constater que la réflexion économique est fondée sur des statistiques qui mettent trop en avant le secteur manufacturier. Ainsi l'indice Dow Jones ne prend en compte, dans le secteur tertiaire, que deux entreprises de services, et le code de classification industrielle n'a toujours pas créé des rubriques distinctes pour les ordinateurs, les microprocesseurs et les logiciels informatiques. D'une façon générale, l'économie des services souffre de ce que l'on tend encore à ramener l'économie à l'industrie, ce qui empêche de bien comprendre l'économie en général, et les services en particulier.

Des discriminations fiscales

Le colloque a critiqué la notion classique qui veut que l'industrie manufacturière soit le moteur de l'économie nationale, car elle amène les gouvernants à négliger le secteur tertiaire. Cette industrie bénéficie d'allègements fiscaux sur les dépenses de recherche et de développement technologiques et sur les investissements de capital ; pourquoi ne pas accorder systématiquement aux services l'avantage de telles mesures pour les encourager à l'innovation technique et organique ? Plusieurs intervenants ont suggéré que les frais de formation individuels fassent aussi l'objet d'allègements fiscaux, car la formation constitue une forte proportion des investissements du secteur tertiaire.

L'industrie et les services sont solidaires

Reconnaissant la profonde évolution structurelle de l'économie depuis une génération, et notamment le déplacement de l'emploi vers les services, plusieurs intervenants ont nié que ce mouvement fût nécessairement irréversible ou même aussi ample qu'on le dit souvent.

Un parallèle a été tracé entre l'actuel glissement de la main-d'œuvre américaine de l'industrie vers le tertiaire et son passage de l'agriculture à l'industrie au siècle dernier : malgré le rapide exode rural, la production agricole avait alors augmenté de 200 % en l'espace de 60 ans. Un orateur a même considéré qu'en l'occurrence il y avait eu complémentarité plutôt que concurrence entre agriculture et industrie, cette dernière produisant le matériel qui devait permettre une telle hausse de la productivité agricole. De même, bien que de nos jours la part des services dans l'emploi ne cesse de croître, un document de travail établi par le ministère du Commerce relève que peu d'industries montrent une baisse absolue de production réelle. La complémentarité de l'industrie manufacturière et des services est attestée par la rapide croissance de services tels que la photocopie, l'informatique, le traitement et la sécurité des données, ou l'ingénierie : cette croissance tient à ce que beaucoup d'entreprises confient au dehors des opérations qu'elles faisaient autrefois elles-mêmes.

Comment mesurer le passage au tertiaire ?

Un document de travail présenté au colloque étudiait trois méthodes différentes pour mesurer l'évolution structurelle de l'économie américaine. La première consiste à mesurer les changements relatifs de contribution des divers secteurs au PNB qui montrent un déplacement constant et régulier de la production des biens vers les services. La deuxième méthode mesure les changements structurels que reflètent les effectifs de main-d'œuvre qui confirment le glissement vers les services mais de façon moins constante ; mesuré par ces deux méthodes, le mouvement ne semble pas s'accélérer. La troisième méthode mesure la perte brute d'emplois à plein temps dans l'industrie ; le document conclut que, même si cette méthode se prête mal à mesurer l'évolution structurelle puisqu'elle ne tient pas compte des gains, elle montre à l'évidence que jamais depuis la guerre le déplacement de main-d'œuvre n'a été aussi fort qu'entre 1979 et 1983.

Les subdivisions du secteur des services

Un orateur a mis en doute la réalité d'une distinction nette entre le secteur manufacturier et celui des services, faisant valoir que bien des comportements économiques, tels que la croissance ou le déclin de certains types d'entreprises, leurs réactions à la concurrence étrangère, ou leur densité relative de capital ou de main-d'œuvre, sont les mêmes dans les deux secteurs.

Le colloque s'est toutefois accordé sur la division du secteur en deux groupes se distinguant par le niveau de rémunération : l'un à salaires élevés, comme dans les communications, les utilités publiques, la banque et les assurances, l'autre à salaires bien inférieurs, comme dans le commerce de détail ou l'hôtellerie. Le document de travail sur la croissance dans le secteur tertiaire indiquait que les femmes sont en proportion excessive dans les services à bas salaire, mais ne comptent même pas pour 30 % dans les activités tertiaires bien rémunérées, comme le commerce de gros, les transports et les utilités publiques.

Les membres se sont aussi accordés à noter le rôle capital que tiennent les services dans l'emploi, tant pour en créer que pour en compenser la chute dans le secteur manufacturier depuis une dizaine d'années ; les chiffres donnés dans ce document montrent que l'adaptation aux changements structurels a été particulièrement difficile dans les régions où l'industrie manufacturière était grosse employeuse.

Les niveaux de productivité

Un document de travail traitait des effets qu'a le passage au tertiaire sur la productivité nationale. Il a donné lieu à un vif débat où plusieurs intervenants ont mis en doute la valeur des méthodes employées pour mesurer la productivité dans les services. L'analyse des rapports capital-main-d'œuvre pourrait donner cette mesure, mais au prix de grandes difficultés pratiques. Certaines des méthodes actuellement employées laissent dans l'ombre l'activité économique réelle du secteur en privilégiant la valeur ajoutée, et encore écartent-elles tous les autres intrants achetés qui concourent au service final ; l'un des principaux intrants achetés est en effet le recours à d'autres services, facteur qui risque d'échapper si l'on ne prend en compte que les mises de capital et de main-d'œuvre. On a aussi proposé, pour apprécier le niveau final de production, de mesurer les dépenses en consommation de services, ce qui donnerait en principe une mesure non moins exacte que pour les produits manufacturés. Le colloque a conclu que la mesure de la productivité du secteur tertiaire était, comme pour bien d'autres aspects de ce domaine d'activité, gênée par l'insuffisance des données.

Bis, n° 4, 1987.

● **BOURGEOIS-PICHAT, Jean.** — « Du XX^e au XXI^e siècle : l'Europe et sa population après l'an 2000. » — in *Revue Population*, Paris : INED, janvier-février 1988, n° 1.

La dernière phase du modèle de la transition démographique prévoit une stabilisation de la population. Or, dans la plupart des pays industriels, la natalité est passée depuis une vingtaine d'années très en dessous de la mortalité, ce qui conduit, à terme, à des populations décroissantes. Dans ses perspectives sur la population mondiale, l'Organisation des Nations Unies tente de sauver le modèle de la transition en supposant que devant la diminution du nombre des habitants, les couples réagiront et, par esprit civique, augmenteront leur descendance. L'auteur présente un modèle théorique de la transition qui montre que, dans la dernière phase, les conditions semblent réunies pour le déclenchement d'un phénomène auto-entretenu de baisse de la fécondité rendant douteux le retour au niveau de remplacement. A côté du scénario des Nations Unies, il y a donc place pour un autre dans lequel la natalité conduit à la disparition de l'espèce humaine. L'auteur présente et compare les deux scénarios. En utilisant les données de J.-N. Biraben sur le peuplement de la terre (*Population*, janvier-mars 1979), il calcule le nombre total d'êtres humains nés depuis l'origine jusqu'à l'extinction décrite dans le scénario de la catastrophe (il arrive à 100 milliards). Pour ne pas rester sur une note aussi pessimiste, il imagine une nouvelle transition démographique dans laquelle les biologistes arrivent à faire sauter le verrou de la ménopause. Les femmes peuvent alors contracter deux unions fécondes et l'espèce est sauvée.

- PISANI, Edgard. — *Pour l'Afrique*. — Paris : Editions Odile Jacob, 1988. 256 pages.

Pour Edgard Pisani, le continent africain a disparu du théâtre international. Quand l'Occident débat avec le Tiers-Monde, c'est l'Amérique latine ou l'Asie qu'il rencontre. L'Afrique est laissée pour compte : des centaines de millions d'hommes ne semblent plus avoir pour avenir que l'aumône des pays riches !

S'il n'y a pas complot contre elle, l'Afrique est méconnue et incomprise. Tragédie sur le plan humain (1 milliard d'habitants dans 25 ans), c'est aussi, à terme, une menace pour l'équilibre économique et politique de la planète tout entière.

Si c'est aux responsables africains eux-mêmes de comprendre les nécessités de l'évolution et de se prendre en charge, les gouvernements des pays industrialisés se doivent d'accompagner le mouvement qui permettra à l'Afrique de se redresser.

C'est à baliser les voies de l'affranchissement définitif que s'attache Edgard Pisani dans un projet suggéré aux Africains : en donnant la priorité aux paysans, puisque la crise de l'Afrique est d'abord une crise de *production agricole*, ce livre, très bien documenté, présente à la fois une analyse lucide du présent et une somme de propositions concrètes pour l'avenir d'une Afrique en quête de son identité.

« Si l'Afrique veut vivre, il faut qu'elle donne au paysan des raisons de produire, d'acheter, d'investir, de ménager la nature et peu à peu le reste lui sera donné de surcroît. »

- WHITE, Michael. — *Working hours. Assessing the potential for reduction*. — Genève, 1987. 104 pages. Préface, tableaux, bibliographie.

Depuis la révolution industrielle, les économistes ne cessent de prédire que la réduction de la durée du travail serait néfaste, voire catastrophique pour les affaires, alors que les partisans d'une réduction y voient une arme contre le chômage. Ni les uns ni les autres n'ont cause gagnée, car ils n'ont pas suffisamment tenu compte de deux facteurs : la flexibilité des travailleurs et l'ingéniosité des chefs d'entreprise.

Dans cet ouvrage, Michael White, membre du Conseil et coordinateur du groupe d'étude sur l'emploi au Policy Studies Institute de Londres, expose très clairement le débat et les enseignements à tirer de l'histoire et des expériences nationales. En s'efforçant de bien faire comprendre tout ce que recèle la réduction de la durée du travail dans l'entreprise et sur le lieu de travail, l'auteur entend essentiellement montrer comment évaluer de façon plus réaliste les possibilités de diminuer le temps de travail.

- RAGU, Denise. — « L'attraction des parcs : les parcs de loisirs, nouveaux pôles de développement local ? » — in *les Cahiers de l'IAURIF*, n° 84, mars 1988.

Mickey à Marne-la-Vallée. Astérix dans l'Oise. Les Schtroumpfs en Lorraine... C'est la grande offensive des parcs d'attraction à thème. Avec eux, sans oublier les « aqua-parcs » et les nouveaux complexes sport-hébergement, la France va pouvoir, trente ans après les États-Unis, basculer dans l'ère des loisirs. Mais que ces nouveaux Eldorados du XXI^e siècle, seront pour leurs promoteurs et les communes qui les accueillent ou les réclament : la terre promise des recettes et de l'emploi ou un mirage ?

Futuribles international

Dossiers de synthèse prospective et rapports d'étude réalisés et disponibles à Futuribles international

Dossiers de synthèse prospective

Dossier n° 1 : « L'avenir du tourisme : analyse et perspectives », Olivier Protard et Patrick Le Galès.

137 p., avril 1986, 470 F TTC (TVA = 73,71 F) + 20 F de frais de port.

Dossier n° 2 : « La société française à l'horizon 2000 : douze tendances lourdes », Hugues de Jouvenel.

117 p., mai 1987, 580 F TTC (TVA = 90,96 F) + 20 F de frais de port.

Dossier n° 3 : « L'avenir du travail à distance », Anne de Beer et Gérard Blanc.

72 p., décembre 1986, 180 F TTC (TVA = 28,23 F) + 15 F de frais de port.

Dossier n° 4 : « L'économie de la culture en Europe », Janine Cardona, Olivier Protard, Odile Timbart et Victor Scardigli sous la direction scientifique d'Hugues de Jouvenel.

160 p., mars 1987, 470 F TTC (TVA = 73,71 F) + 20 F de frais de port.

Dossier n° 5 : « Quelle informatique pour quel développement », Michel Compaoré, sous la direction scientifique d'Hugues de Jouvenel.

132 p., juin 1985, 580 F TTC (TVA = 90,96 F) + 20 F de frais de port.

Une version anglaise est également disponible sous le titre « What kind of Informatics for what kind of development », ainsi qu'une version allemande, 123 p., au même prix.

Rapports d'étude

« Les tendances du changement social dans les pays de l'OCDE », Hugues de Jouvenel.

Rapport de synthèse (96 p.) + annexe statistique (96 p.), janvier 1986 (existe en anglais et en français), 41 510 F TTC (TVA = 6 510 F).

« Le travail à distance : enjeux et perspective, une analyse documentaire », Anne de Beer et Gérard Blanc.

129 p., juillet 1985, 4 744 F TTC (TVA = 744 F).

« L'avenir du travail à distance dans la Région Ile-de-France : une étude prospective », Anne de Beer et Gérard Blanc.

541 p., juillet 1985, 29 650 F TTC (TVA = 4 650 F).

55, rue de Varenne - F-75341 Paris Cedex 07, France
Tél. : 42.22.63.10 + - Télex : FECPAR 201220 F

Association Internationale Futuribles

*Un réseau international d'information, d'étude et d'échanges
sur ce qui peut advenir et ce qui peut être fait...*

1. UNE FONCTION D'INFORMATION ET D'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Futuribles International a constitué un réseau d'experts lui permettant d'assurer une fonction de veille permanente et un suivi de qui fait quoi, où et comment, dans le domaine des études sur l'avenir à moyen et long terme.

Sur cette base l'Association produit :

— **Un recueil de Bibliographie Prospective** (6 n^{os}/an), sur les principaux travaux de prospective, prévision, planification, stratégie, réalisés à travers le monde.

— **Des dossiers de synthèse prospective** faisant — problème par problème — le point sur les grandes tendances et les enjeux de l'évolution à moyen et long terme.

— Un examen critique de la presse destiné à déceler les innovations, les idées, les faits porteurs d'avenir (**système vigie**).

2. UNE FONCTION DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE structurée autour :

2.1. De grands programmes de recherche

Ces programmes, initiés par l'Association en fonction des enjeux qu'elle estime essentiels pour l'avenir, durent plusieurs années et s'accompagnent de la constitution d'équipes de recherches pluridisciplinaires internationales. Cinq grands programmes sont en cours de réalisation sur les enjeux qu'entraîne l'essor des nouvelles technologies, la crise de l'Etat protecteur et l'avenir des politiques sociales, l'ampleur et les impacts économiques et sociaux du vieillissement démographique, les grandes tendances du changement social et l'évolution des modes de vie et l'émergence de la société d'information.

2.2. D'études de prospective appliquée

Ces études, engagées à l'initiative de l'Association ou en réponse à des commandes d'organismes privés ou publics, sont directement destinées à clarifier les perspectives sur un sujet déterminé et à éclairer les décisions stratégiques des acteurs. Mentionnons à titre d'exemple l'avenir du système français de protection sociale — trois scénarios contrastés à l'horizon 2000, le travail à distance (télétravail) et les formes nouvelles d'organisation du travail tertiaire, l'immigration étrangère en Europe de l'Ouest à l'horizon 2005, changements socio-culturels et évolution des modes de vie, les contraintes futures d'environnement et les activités industrielles.

3. UNE FONCTION DE CONSEIL ET DE FORMATION

Futuribles International joue un rôle **d'initiation à la démarche et aux méthodes prospectives** au travers d'un séminaire annuel de longue durée et de séances de formation organisé au sein d'entreprises, de structures professionnelles, de collectivités locales et d'administrations.

Futuribles International exerce également une fonction de **conseil et d'assistance technique** au profit d'organisations souhaitant disposer d'une vision prospective sur les grandes mutations de leur environnement et définir une stratégie de développement à moyen et long terme.

4. UNE FONCTION DE CARREFOUR INTERNATIONAL DE RÉFLEXION

Futuribles International organise régulièrement des **tables rondes** permettant, sur les grands problèmes contemporains, d'assurer une libre confrontation de points de vue et d'expériences. Dans le même esprit, elle organise également des **séminaires** et **journées d'études** et des **conférences internationales**.

5. UNE FONCTION D'ÉDITION ET DE DIFFUSION

Futuribles International diffuse ses travaux au travers de publications périodiques et de livres, de réseaux télématiques ainsi que de films, d'émissions de radio, de télévision.

*Président : Mahdi Elmandjra Vice-Présidents : Umberto Colombo, Jean Saint-Geours
Délégué Général, Secrétaire Général : Hugues de Jouvenel*

55, rue de Varenne, F-75341 Paris Cédex 07, France.
Tél. (33.1) 42 22 63 10 + Telex FECPAR 201220 F

Mahdi Elmandjra	3	<i>Trois scénarios pour l'avenir de la coopération internationale</i>
Daniel Bell	37	<i>Le monde et les Etats-Unis en 2013</i>
Michel Grignon	63	<i>Change-t-on d'avis en vieillissant ?</i>

Forum

Joseph Klatzmann	23	<i>La situation de l'alimentation dans le monde. Quelques idées fausses à balayer</i>
Pierre Drouin	31	<i>La croisade de l'Eglise pour un vrai développement</i>

Actualités prospectives

| 67 |

Pétro-choc 2000, Europe 1992 : l'automobile. La flexibilité de l'emploi. Les prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE. Agriculture-alimentation en URSS. Technologie appropriée. Pollution atmosphérique. L'ordinateur explosif. Appel pour un projet social et culturel européen.

Bibliographie

78	<i>Analyses critiques</i>
91	<i>Comptes rendus</i>